

## Espoir pour le Cambodge

C'est par une diplomatie fondée à la fois sur la souplesse et la fermeté que le prince Sihanouk est parvenu, vendredi 4 décembre, à faire en-Tardoune, à définir avec le chef du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen, un cadre pour la solution de cette crise du Cambodge qui perdura depuis bientôt dix-huit ans. Par une sorte d'alchimie imprévisible, ce premier contact entre frères ennemis a créé une atmosphère de chaleur spontanée, de retrouvailles, qui a surpris les participants eux-mêmes et accéléré la négociation.

Ferme, le prince a réaffirmé avec force qu'il n'accepterait jamais de rentrer à Phnom-Penh tant que le régime « populaire » vietnamien n'aurait pas été aboli et remplacé par une démocratie « à la française ». Il a également déclaré « mais et non » aux accords signés avec Hanoi, et en particulier ceux portant sur l'épineux tracé des frontières.

Souple, il s'est contenté d'un texte en quatre points, un cadre dont il faudra remplir les blancs le mois prochain, toujours à Fère-en-Tardoune. C'est là que commenceront les véritables difficultés, car il faudra y définir avec précision la nature du nouveau gouvernement, et le rôle que les parties - les deux présentes, mais aussi les absentes, Khmers rouges et nationalistes de M. Son Sann - pourront y jouer.

Il faudra également aborder la question du retrait des troupes vietnamiennes - plus de cent mille hommes - qui continuent de camper en territoire khmer et de trouver un compromis entre les deux thèses en présence : pour les Khmers rouges et Pol Pot, ce retrait doit être un préalable à tout accord ; pour Phnom-Penh et Hanoi, il devrait en être la conséquence.

La diplomatie du prince Sihanouk ne sera pas superflue pour concilier ces deux points de vue. Le climat de la rencontre montre qu'un tel compromis est désormais possible. Surtout après la réaffirmation claire par M. Hun Sen qu'un accord ne pouvait se faire que par un « dialogue » avec « toutes les autres parties cambodgiennes » - c'est-à-dire avant tout les Khmers rouges - à la condition qu'ils se débarrassent de leurs dirigeants les moins présentables, MM. Pol Pot et Ieng Sary. M. Khieu Samphan est, pour sa part, un chef acceptable.

Cependant, ce qui fait l'importance de ce « premier pas » en fait également la faiblesse. Le fil qui entoure les quatre points du communiqué permet en effet de multiples interprétations. Et si l'on peut faire confiance à l'habileté manœuvrière d'un Norodom Sihanouk qui a su survivre à tant de vicissitudes, on ne saurait négliger l'obstination légendaire des protecteurs de M. Hun Sen, les Vietnamiens.

En se mettant en « congé » de présidence et en prenant ses distances par rapport à l'extrême-gauche chinoise, le prince Sihanouk a tendu une perche à des adversaires en position solide, certes, mais incapables de l'emporter et désespérément avides d'une reconnaissance que continue de leur refuser la communauté internationale. Si un premier pas considérable a été accompli vers la fin de la troisième guerre d'Indochine, il reste encore bien des obstacles à franchir avant que les armées se taisent.

(Lire nos informations page 4.)

M 0146-1207 0-6.00 F

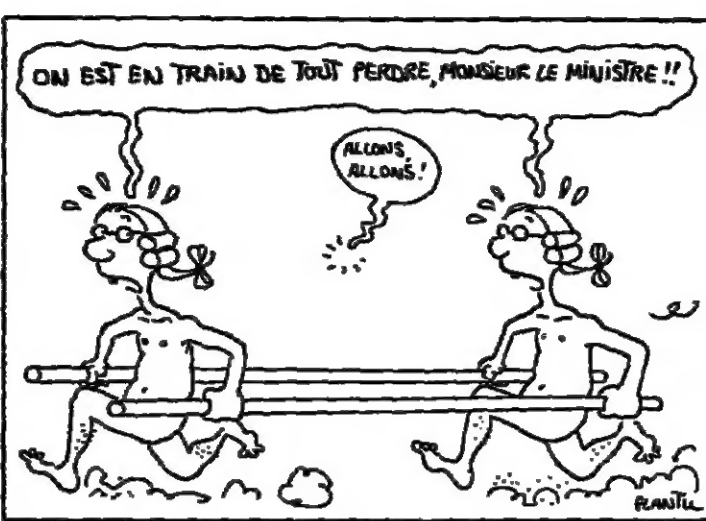
3790146006000 12070

## Malgré les bons indices économiques La déprime des marchés financiers risque de se poursuivre

La baisse concertée des taux d'intérêt en Europe et l'accélération de la croissance de l'économie japonaise n'ont pas relancé les marchés financiers dont la déprime risque de se poursuivre.

Vendredi 4 décembre, le recul du dollar n'a pu être stoppé qu'au prix d'interventions des banques centrales.

Les opérateurs attendent une éventuelle réunion des ministres des finances des pays industrialisés pour retrouver confiance.



## Le paradoxe de la crise

Les marchés financiers ne savent plus à quels saints se vouer. Malgré les différentes mesures de relance annoncées en Allemagne fédérale et le regain de croissance de l'économie japonaise, les marchés boursiers et des changes ont terminé la semaine dans un climat extrêmement tendu. Le dollar ne s'est stabilisé qu'au prix d'interventions des banques centrales. Les cours des actions ont continué de baisser. L'indice Dow Jones - le thermomètre de la Bourse de New York - a encore reculé, vendredi 4 décembre, de 9,8 points, tombant à 1766,74, un niveau proche de celui atteint après le krach du 19 octobre. Les opérateurs sont en fait atteints d'une grave crise de foi !

Les marchés auraient dû d'abord se réjouir des nouvelles venues d'outre-Rhin. Suite aux pressions américaines et françaises, le gouvernement fédéral a arrêté, mercredi 2 décembre, quelques mesures de soutien à

l'activité sous forme de crédits bonifiés. Mieux encore, il a encouragé - un acte inhabituel de sa part - les chefs d'entreprise à se montrer généreux dans les accords salariaux en cours de discussion, de manière à encourager la consommation. Jeudi, la Bundesbank a même tenté d'encourager l'investissement en réduisant d'un demi-point son taux de l'escompte, ainsi ramené à 2,5 %, niveau historiquement bas. Le mouvement était suivi par la plupart des autres pays européens, dont la France. Anticipé par les marchés, cet ensemble de mesures les a peu impressionnés. Dès vendredi, les pressions à la baisse sur le dollar étaient à nouveau très fortes. La stabilisation du « billet vert » n'a été possible que grâce à des interventions importantes des banques centrales japonaise, allemande et anglaise.

ERIK IZRAELWICZ.  
(Lire la suite page 13.)

## Les conséquences de la cohabitation aujourd'hui et demain

### La présidence relative

par Alain Duhamel

De 1958 à 1986, la V<sup>e</sup> République a, durant vingt-huit ans, vécu sous le régime de la présidence absolue. Le souverain était certes démocratiquement élu, l'Etat de droit globalement respecté, mais le pouvoir se concentrait à l'Élysée. Le monarque républicain exerçait pleinement ses attributions constitutionnelles et bénéficiait, de surcroît, d'une véritable hégémonie politique.

Il déléguait à sa guise une fraction de son influence - variable selon les hommes et les circonstances - à son premier ministre, mais tous - gouvernement, Parlement, partis de la majorité, haute administration, entreprises publiques - pliaient devant sa volonté. Au-delà, de bonne ou de mauvaise grâce, les milieux dirigeants

admettaient sa férule. Dans aucun autre pays pluraliste au monde, le chef de l'exécutif ne dominait à ce point la vie publique.

Depuis 1986, tout a changé avec la cohabitation, et François Mitterrand fait maintenant figure de monarque constitutionnel. Il utilise certes largement ses prérogatives, il conserve la première place sur le théâtre extérieur, il veille au respect des institutions et des principes de la République. Il symbolise l'Etat et la France, il inspire le Parti socialiste et il ne se prive pas de commenter fort librement l'action du gouvernement. Il pèse mais il ne domine plus, et il vit sans plaisir cette dyarchie bancale.

Ayant perdu la suzeraineté politique, il expérimente une

forme de régence républicaine. Cette transition nécessaire n'est considérée par personne comme durablement viable : hors de France, elle apparaît plus byzantine que cartésienne, les candidats à l'élection présidentielle, officiels ou officieux, déclarés ou potentiels, aspirent tous à y mettre fin. Ils admettent ce qu'avait d'excessif la primauté du chef de l'Etat avant 1986. Ils redoutent ce qu'il y a d'inefficace ce tandem actuel, où l'un pédale et l'autre freine. Après la présidence absolue et la présidence ligotée, voici donc l'heure de la présidence relative.

Les quatre personnalités susceptibles d'être élues - François Mitterrand et Raymond Barre, Jacques Chirac et Michel Rocard - ne veulent plus d'une présidence absolue.

(Lire la suite page 7.)

## Le rapport de M. Francis Beck

### Bibliothèque nationale : rénovation ou révolution

Le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, a demandé à M. Francis Beck, ancien directeur de l'administration générale, un rapport sur l'état de la Bibliothèque nationale, les problèmes qu'elle rencontre et les remèdes à apporter à son fonctionnement. Les solutions proposées dans ce rapport sont radicales.

« La dégradation incontestable de l'image de la Bibliothèque nationale et son incapacité à remplir son rôle dans des conditions satisfaisantes, malgré des moyens considérablement augmentés, provoquent à rebours des sensations de frustration et de démotivation. Celles-ci sont peu favorables à la nécessaire mobilisation des énergies que justifierait la situation actuelle de l'établissement. » Le constat de M. Francis Beck est tranchant.

Son rapport, commandé par M. François Léotard en janvier de

cette année, a été remis au ministre à la fin de l'été, après une enquête minutieuse menée tambour battant. Il circule aujourd'hui parmi le personnel de la rue de Richelieu où, s'il réjouit une petite minorité, il fait grincer bien des dents. Ces 80 pages s'articulent en trois parties : les problèmes rencontrés par la Bibliothèque, les réformes à entreprendre, les moyens de les réaliser.

La « Nationale » et ses annexes de province, occupent une surface de 130 000 m<sup>2</sup> de plancher. Elle emploie près d'un millier de personnes et reçoit depuis 1982 des moyens financiers en augmentation constante. Mais ses résultats, note M. Beck, sont insuffisants. Les acquisitions issues du dépôt légal sont enregistrées trop lentement (quinze jours pour l'estampillage des arrivées, sept semaines pour l'établissement des notices). Ces notices publiées par la Bibliothèque de la France (émanation de la BN) font double emploi

avec celles de Livre-hebdo (organe du Cercle de la librairie). Le catalogue, d'une compilation inutile, est d'un maniement difficile. Il n'est pas à jour du fait d'une informatisation qui n'est toujours pas effective.

Dans les domaines qu'elle couvre, la Bibliothèque n'atteint l'exhaustivité que dans celui des imprimés français. Son taux d'enrichissement est trop faible par rapport à celle des grandes bibliothèques (la croissance de son fond pour les imprimés est de 0,5 % par an contre 1,6 % pour la Librairie du Congrès de Washington et 2,3 % pour la British Library).

Le stockage des documents entreposés pose des problèmes de plus en plus aigus. La menace qui pèse sur 1 270 000 volumes du fait de l'acidification du papier - et l'autodestruction de celui-ci - paraît impossible à résoudre avec les moyens dont dispose actuellement la BN. Le coût global de l'opération se chiffrait à 317 millions de francs. Enfin la communication des documents aux lecteurs est insuffisante compte tenu de leur nombre croissant. Le service du prêt et l'accès des collections à distance n'est pas au point.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 9.)

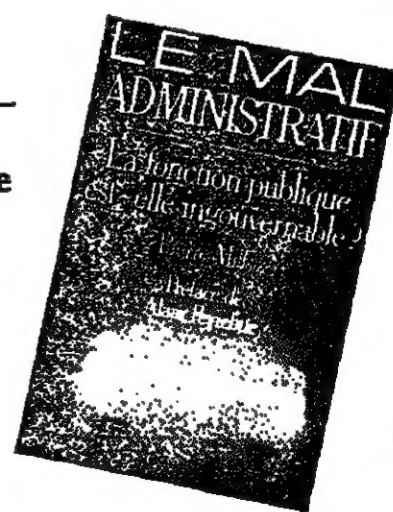
Lire également page 9

Un entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie  
nouvel administrateur général :  
« Il faudra créer une « BN bis » à proximité de Paris »

## PRIX DE L'ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Pierre MILLOZ

Préface de  
Alain Peyrefitte



Dunod

98 F

Avec érudition et humour, l'auteur décrit ce « mal administratif » comme Alain Peyrefitte, qui préface l'ouvrage, avait dénoncé le « mal français ».

A. Passeron - La Monde

Texte aéré, ton enjoué à l'humour parfois caustique... Il faut lire en priorité ce brillant essai.

R. Catherine - La Revue Administrative

Chirurgica... d'une plume aigüe et alerte...

A. Murcier - L'Expansion

Excellente mise au point, originale dans sa présentation, agréable à lire.

A. Plantey, de l'Institut - EBA-nouvel

La préface par l'auteur du « mal français » souligne assez la continuité intellectuelle d'Alain Peyrefitte à Pierre Milloz.

C. Cabane, ministre de la réforme administrative - La



حکذا من الاصل

2 Le Monde • Dimanche 6-Lundi 7 décembre 1987 •••

## Dates

Il y a dix ans

# Le sacre bouffon de Jean-Bedel Bokassa

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 6 décembre.** — **Bolivie** : élections municipales dans les capitales de département et de province.  
**Lundi 7 décembre.** — **Grande-Bretagne** : rencontre entre Mme Thatcher et M. Gorbatchev sur la base aérienne britannique de Brice Norton.  
**Etats-Unis** : début du sommet entre M. Reagan et M. Gorbatchev.  
**Bruxelles** : conseil des ministres des finances des Douze.  
**Mardi 8 décembre.** — **Argentine** : Grève générale de vingt-quatre heures à l'appel de la CGT péroniste.  
**Danemark** : réunion du groupe de Trevi, chargé de coordonner la lutte contre le terrorisme dans la CEE (jusqu'au 9).  
**Mercredi 9 décembre.** — **Italie** : visite d'Etat du président argentin Alfonsín (9-11).  
**Suisse** : élection au conseil fédéral (gouvernement).  
**Jeudi 10 décembre.** — **Etats-Unis** : cérémonie pour la signature du traité sur l'élimination des euromissiles.  
**France** : ouverture à Antibes du quatorzième sommet franco-africain (jusqu'au 13).  
**Samedi 12 décembre.** — **Nigeria** : élections municipales.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet  
Correspondant en chef :  
Claude Salas

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 3615 - Tapis LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75432 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 254 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE 687 F 1 371 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : les abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez aviser l'abonné d'origine  
tous les sous-projets en capital et  
d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-810 is published daily,  
except Sundays for \$4.80 per year by  
Le Monde c/o Speedpost, 45-45 30th  
Street, L.I.C., NY 11104. Second class postage  
paid at L.I.C. and additional offices. NY  
postmaster : send address changes to Le  
Monde c/o Speedpost USA, P.O. 45-45 30  
Street, L.I.C., NY 11104.

VIVE l'empereur ! Il peut y avoir des souvenirs comme cela qui marquent. Une aube lumineuse, sublime, sur le fleuve, sur ses pêcheurs insensibles à la futilité des temps et des hommes qui lancent leurs éperliers sous les fenêtres du Rock Hôtel pour y capturer d'improbables quoique pacifiques capitaines. Et cette radio nationale qui diffuse inlassablement, entre deux communiqués, le séduisant refrain troupié : « Non Lucien, tu n'auras pas ma rose. »

C'était le 4 décembre 1977 à Bangui, capitale incertaine d'un empire invraisemblable : le jour où Jean-Bedel Bokassa, sous-officier en d'autres temps à la chicotte, « soudard » confit d'affection filiale pour un de Gaulle allergique à cette piété encombrante, maréchal Ubu d'une armée nonchalante, se fit empereur de Centrafrique. Comme d'autres se décrétèrent roi du caoutchouc ou prince des éléphants.

C'était le 4 décembre 1977, début de la saison sèche, à Bangui, métropole lilliputienne du fin fond de l'Afrique équatoriale. Là même où, jadis, les fonctionnaires les plus mal notés de l'administration coloniale allaient expier leur incapacité ou se mijoter un palinodisme. Un autocrate au cœur de l'Afrique, Bokassa déjà perçant sous Jean-Bedel, et qui aurait tant voulu être empereur des Bantous. Hélas ! le « cher cousin » au-delà du fleuve, le président Mobutu, avait davantage de droits à revendiquer ce titre. Il avait fallu que Jean-Bedel Bokassa se résignât à être seulement empereur des siens : trois millions de sujets, hommes du fleuve, hommes de la forêt, frappés par la grâce impériale, de gré ou de force.

### Façon Grand-Guignol

Jean-Bedel Bokassa a beaucoup et probablement mal lu Napoléon, ce qui, d'un maréchal d'opérette fit un empereur de tragi-comédie, une cérémonie burlesque débouchant sur une bouffonnerie sanglante, façon Grand-Guignol.

Ce matin-là, à Bangui, tandis que dans les faubourgs, sous les lampadaires, les enfants cueillaient les dernières saute-elles pour en faire des festins de prince, la garde impériale, en uniforme bleu et shako, se préparait. Sur la grande avenue Jean-Bedel-Bokassa, large et inutile comme un caprice de despote, les motards de l'empire, sur de magnifiques machines neuves, chevauchaient à toute allure cet événement unique. Enivré par leurs propres sirènes, ils s'offraient, avec un dévouement digne d'éloges, des chutes monumentales sur cette longue ligne droite sans autre piège que celui d'un enthousiasme excessif.

Sur les côtés, petit à petit, le Centrafrique profond, les tribus de la forêt, les Pygmées le corps enroulé d'une sorte de plâtre, comme en gants blancs et tenue de couronnement, esquissaient, dans le roulement obsédant des tambours, un pas de danse à la santé de l'empereur à venir. Ou bien à on ne sait quelle divinité féroce de la forêt.

Et puis, partout, à proximité du palais des sports, promus saute de l'empereur, les hommes et femmes du Mesan, parti unique, se faisaient la voix, abrités sous des parapluies impériaux, dans des uniformes impériaux, d'ailleurs sortis tout droit des manufactures impériales, le sourire de l'empereur sur la fosse gauche, un profil de l'impératrice Catherine sur la droite. Puisque aussi bien Jean-Bedel Bokassa et sa tendre épouse avaient obligé leurs sujets à ne point se fournir ailleurs que dans les manufactures de Berengo, Versailles discutable et repaire de Sa Majesté.

Le 4 décembre vers 10 heures, Jean-Bedel Bokassa, suant à grosses gouttes sous son long manteau, en tout point semblable à celui du Napoléon de David, fit son entrée dans le palais des sports. Le sacre, façon Châtelet, pouvait commencer. Cinq mille invités, de l'ambassadeur de France à la manucure solognote, se levèrent à l'entrée de Sa Majesté

bonne soixantaine de voitures neuves, amenées du Cameroun. Le gouvernement français accorda les prêts nécessaires pour assurer l'avènement ou rassurer les four-nisseurs, par ce sacre alléché.

En ces époques où les comptes de la coopération ne donnaient point lieu à affaire, rien ne fut refusé : ni le pont aérien Paris-Bangui pour transporter

son salut qu'au souffleur, pour jurer sur la Constitution.

Tout cela prête à rire en effet, mais avec une sorte de gêne, d'angoisse déjà. Pavane pour un souverain illuminé. M. Robert Galley, sur ordre, a dit à l'époque ce qu'il pense des réserves émises : « Je trouve parfaitement anormal, et cela s'apparente à du racisme, de critiquer ce qui va se passer à Bangui, et dans le même temps, de trouver très bien une cérémonie du jubilé de la reine en Grande-Bretagne. L'authenticité africaine n'est pas forcément la République. »

Le même M. Galley, au printemps 1979, qualifia les massacres d'écouliers à Bangui, de « pseudo-événement ». Et pourtant, six mois plus tard, il parla de la chute « du despote sanguinaire de Centrafrique, événement extraordinairement heureux ». C'était, il est vrai, après l'opération Baracuda de septembre 1979.

M. Robert Galley a le goût des formules, ou le sens du devoir, mais pas celui de l'observation. Car l'« authenticité africaine » fait sérieusement défaut, le 4 décembre 1977. Aucun chef d'Etat africain n'est venu : ni Idi Amin Dada, le grand modèle ougandais, ni Mobutu, le voisin zairois, ni Houphouët-Boigny, le « sage » ; ni Bongo, qui caressa lui aussi des rêves monarchiques ; ni Kadhaï, le « cher cousin » et, à l'occasion, le bailleur de fonds.

L'Afrique n'est pas là et l'Eglise non plus. Jean-Bedel Bokassa voulait un pape et une messe de couronnement. Il n'aura, dans la cathédrale de briques rouges, qu'un légal et un Te Deum, avec en prime une mise en garde de l'archevêque de Bangui. Car le Vatican sait probablement ce que tout le monde sait : derrière les fastes du sacre, il y a la réalité, une tyrannie bouffonne et cruelle, la torture, le sang, la mort.

### L'empereur est nu

La France savait. Et elle ne voulait pas savoir que ces folles dépenses pour une folle entreprise finiraient par un régime dément. L'empereur est nu, déjà, le 4 décembre, en sa pantalonnade capricieuse et mégalo-maniaque : 100 millions de francs français, le chiffre n'est qu'une estimation, pour devenir César. C'est-à-dire, grosso modo, l'aide annuelle de la France au Centrafrique, ou, à l'époque, le tiers du budget annuel de l'Etat, pardon, de l'empire.

L'empereur est nu et a vécu d'expédients, sorte de racket sur l'histoire, pour se mirer en son rêve. Pour financer le sacre, les taxes spéciales, 30 % sur les salaires, et les contributions « volontaires » imposées aux communautés et sociétés étrangères se sont multipliées.

L'empereur est nu, fou de joie et d'orgueil, intimidé pourtant comme un premier communiant et volontiers dupe de ses cinq mille invités qui lui font une claque complaisante et gênée. « Unité, dignité, travail », la devise d'un empire tout juste sorti des ténébreux et déjà prêt à y retourner figure sur les arcs de triomphe, entre les sentiers de latérite rouge et les cases disposées de part et d'autre de la route qui, là-bas, file vers l'aéroport.

Il fait nuit sur Bangui, et, dans la symbolique d'un banquet fellinien, cinq mille personnes dînent aux frais de l'empereur, dans la vaisselle précieuse. Derrière le palais, par dizaines, enchaînés dans ces tennes rayées qui sont un uniforme et une raison sociale, les prisonniers de Bokassa font la plongée. Dans la nuit, des papillons larges comme des sous-cousses viennent flirter avec les spots de télévision. La musique militaire joue des valses de l'Oubangui bleu. Et un feu d'artifice enchante Sa Majesté, complètement ivre.

PIERRE GEORGES.



ROUIL

### Devoirs diplomatiques

La France, qui avait délégué M. Robert Galley, ministre de la coopération, n'avait point été pingre. Les caprices de Sa Majesté lui étaient des devoirs diplomatiques : Bokassa le voulait la fanfare des équipages de la flotte pour sa marche impériale. Il l'eut. Une fanfare encore, plus tard, devant la cathédrale de Bangui, et quatre évêques en mitre pour interpréter les Chevaliers de la table ronde ? Il les eut.

Rien n'était trop beau, rien n'était simplement trop pour ce délirant sacre. Jean-Bedel Bokassa voulait un trône à sa mesure ? Il l'eut : un aigle en bronze doré et velours cramoussi piqué des plus beaux diamants de Centrafrique. Il voulait rouler carrosse. Il eut, comme sa chère cousine Elizabeth, sa citrouille de bronze et d'or, tirée par des chevaux importés de Normandie, peints en gris et montés par des palefreniers centrafricains « formés à la française » à Livarot.

Il souhaitait posséder et promener ses invités de marque dans des véhicules dignes d'un empire, des Mercedes, une

l'essence — à l'époque, le Centrafrique était en délicatesse avec le Congo, qui refusait le passage des péniches, — ni les dix mille pièces d'orfèvrerie, les cinq mille deux cents uniformes d'apparat, les six cents smoking pour les hauts fonctionnaires, les tonnes de fleurs fraîches ou peintes, comme ces roses dorées à la bombe, les trente mille bouteilles de champagne et autant de bourgogne, la vaisselle impériale, les arcs de triomphe en carton-pâte. Ni les musiciens, artificiers, policiers, pâtisseries, techniciens, coiffeurs, décorateurs, habilleurs, les invités et tous les invités des invités. Pour tout cela, la France avait offert sa caution financière.

Ce 4 décembre 1977, Jean-Bedel Bokassa s'avance vers le trône et vers son titre d'« empereur du berceau des Bantous », et, selon une parole inoubliable de son ministre du protocole, de « père incontesté de l'empire de la renaissance et de la décomplexation ».

### L'Afrique absente

On pourrait rire, ce 4 décembre, à voir cet homme et son sceptre plus grand que lui, trop grand pour lui, filer vers ce couronnement surréaliste, cet empire en pièces montées. Ou à le voir tenter vainement, couché sur couche, de visser sur sa tête, déjà ceinte d'un diadème d'or, la couronne impériale de Centrafrique. Ou encore à le surprendre, incapable un moment de prêter serment, faute de lunettes et ne devoir

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

JEAN-CLAUDE  
GAUDIN

animé par  
Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON et  
François GROSCHARD (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Paul JOLY (RTL)

en direct sur  
RTL



Les Etats-Unis à la veille du sommet de Washington

Gorby for President ?

Le président Reagan estime qu'un accord américano-soviétique sur une réduction de 50 % des armements stratégiques pourrait être suivi d'un accord sur l'« observation et le respect du traité ABM » (sur les systèmes antimissiles) pour une période définie. « Des entretiens intensifs ont eu lieu à ce sujet ces dernières semaines, et je suis optimiste ».

WASHINGTON  
de notre correspondant

C'était prévisible. A trois jours de l'arrivée du numéro un soviétique, Washington est en plein tourbillon idéologique-médiatique. M. Reagan est entouré sur sa droite par des ultra-conservateurs en furie, les démocrates viennent à sa rescousse, et la popularité de M. Gorbatchev vole au gré de sondages aux résultats étranges.

Ainsi, c'est parmi les Américains les plus riches (plus de 50 000 dollars de revenus par an) que le secrétaire général du Parti communiste soviétique est le plus populaire : 62 % d'entre eux auraient, selon un sondage *New York Times*-CBS, une « opinion favorable » de lui, alors que seulement 23 % des pauvres (moins de 12 500 dollars) sont séduits par le sixième successeur de Lénine. Selon le *Wall Street Journal*, M. Gorbatchev recueille dans l'ensemble de l'opinion américaine à peine moins d'opinions favorables que le président Reagan (53 % contre 59 %) et moins de jugements défavorables. Ce qui n'empêche pas la plupart des Américains de faire tout de même plus confiance à leur propre président qu'à son rival du Kremlin (62 % contre 17 %) ni de penser (dans une proportion un peu moins forte) que M. Reagan comprend mieux les problèmes internationaux que son futur interlocuteur.

Le *New York Times* n'hésite pas, dans l'analyse de son sondage, à pousser le jeu encore plus loin. Le score de M. Gorbatchev, explique le journal réputé le plus sérieux des Etats-Unis, le placerait devant tous les candidats américains aux élections présidentielles, le vice-président Bush excepté. Le journal remarque tout de même que la question n'a pas vraiment été posée en ces termes aux sondés et, de fait, M. Gorbatchev ne figure pas parmi les candidats déclarés.

On trouve tout de même heureusement quelques indications un peu

J'espère que nous parviendrons, M. Gorbatchev et moi-même, à réaliser des progrès sur cette question », a ajouté M. Reagan lors d'un entretien publié par les *Izvestia*, le quotidien du gouvernement soviétique, paru vendredi. D'autre part, le département d'Etat américain, dans un rapport publié à la veille du sommet

Reagan-Gorbatchev, note que la performance soviétique dans le domaine des droits de l'homme s'est améliorée « de façon spectaculaire dans certains cas », mais que « des violations ont continué et que l'appareil structurel et légal qui rend possible la répression officielle est resté en place ».



plus « claires » dans ces enquêtes tous azimuts. Ainsi, toujours selon le *New York Times*, 63 % des Américains approuveraient la manière dont M. Reagan gère les relations américano-soviétiques, et d'après le *Washington Post*, un peu plus de la moitié de l'opinion approuve l'immense signature du traité éliminant les missiles intermédiaires, tandis qu'une très petite minorité seulement s'y oppose (les autres ne savent pas).

Là est sans doute l'indication la plus précieuse pour le président américain, au moment où il doit faire face à un véritable accès de rage de la part de certains conservateurs, ulcérés par les déclarations qu'il a faites jeudi soir à la télévision. M. Reagan qui, tout au long de la semaine, avait répété que les Soviétiques restaient à ses yeux les « ennemis de la liberté », avait pourtant repris à dessein sa célèbre formule sur l'« empire du mal ». Mais il avait aussi expliqué que si certains critiquaient le traité FNI c'est parce qu'ils en ignorent les clauses concernant notamment la vérification. Surtout, M. Reagan avait

ajouté que, à son avis, ceux qui refusent tout accord sur la réduction des armements considèrent en leur for intérieur que la guerre est inévitable, alors que lui veut lutter pour la paix.

La colère des « ultras »

Là, c'en était trop et, dès le lendemain, les dirigeants de certains groupes ultras, rouges de colère, ont lancé de véritables insultes à M. Reagan, « un homme faible doté d'une femme forte », (la rumeur veut que M. Nancy Reagan ait encouragé son mari à négocier avec les Soviétiques) ou même « un idiot utile aux Soviétiques », selon l'expression du président du caucus conservateur, M. Howard Phillips, qui a la particularité de ressembler comme deux gouttes d'eau à un apparatchik soviétique épargné par la « perestroïka ».

C'est tout de même beaucoup, et tandis que le porte-parole de la Maison Blanche expliquait que « ces gens-là en fait n'avaient jamais soutenu Ronald Reagan », le vice-président Bush déclarait sèchement,

depuis l'Iowa où il fait campagne : « Je n'ai aucun respect pour ceux qui, à la veille d'un sommet, se lancent dans de violentes attaques contre notre président ».

Mais son concurrent direct, M. Robert Dole qui, lui, n'a pas renoncé à flatter l'extrême droite de l'électorat républicain, a fait des représentations orales et écrites au président à propos de son entretien idéologique. Or M. Dole est le chef de la minorité républicaine au Sénat, et M. Reagan a donc besoin de lui s'il veut obtenir la ratification du traité FNI, même si les démocrates semblent résolus pour une fois à soutenir le président sur ce point. M. Dole a peut-être aussi été irrité par un autre passage de l'interview de M. Reagan, où ce dernier, tout en expliquant qu'il resterait neutre dans la campagne électorale jusqu'à la désignation du candidat républicain, n'en a pas moins eu des paroles très chaleureuses à l'égard de M. Bush.

Dès à présent en tout cas, il est certain que le sommet et le traité FNI auront un impact très important sur la politique intérieure américaine. Tandis que la fracture entre modérés et super-conservateurs s'accroît dangereusement, au sein du Parti républicain, M. Reagan est presque en passe de faire figure de centriste. Les instituts de sondages ne manquent pas, dès la fin du sommet, de se pencher sur la question.

Pour l'instant, les journalistes arrivent par milliers à Washington, les officiels américains et soviétiques ne savent pas où donner du « briefing ». Le FBI est sur les dents et coopère tant bien que mal avec cent trente-cinq agents du KGB venus pour la circonstance. On a débarqué la ZIL noire blindée qui servira aux déplacements de M. Gorbatchev dans la ville. Et commerçants et publicitaires font preuve d'imagination : « Merry summit and happy glasnost ». Le soviétisme a l'avantage de la transparence.

JAN KRAUZE.

Prudence et humeurs de M. Ligatchev

La conférence de presse organisée, le vendredi soir 4 novembre, à l'ambassade d'URSS à Paris, n'a pas donné à M. Egor Ligatchev l'occasion de « faire un tabac » face à la presse occidentale. Il a trouvé « riche en substance » le rapport que M. Marchais a présenté au vingt-sixième congrès du PCF mais s'en voudrait d'insister plus sur les affaires intérieures d'un parti auquel il revient de « déterminer sa politique » — ce qu'il explique peut-être qu'en parle plus volontiers de son combat en faveur du désarmement que de ses débats internes.

D'une manière générale, les propos de M. Ligatchev — du moins devant cette assistance — font penser à ceux des commentateurs de l'agence Tass ou de la Pravda, dans leurs jours de prudence.

Une fois seulement, un soupçon d'humour. Quand on lui demande s'il est en fait le « numéro un » du régime, il va répondre « ce qu'en pense le camarade Ligatchev ». Mais c'est pour dire qu'il n'est qu'un des secrétaires, avec « ses responsabilités », son « cadre de référence » et que, de toute façon, le bureau politique est « un organisme très cohérent dont tous les membres pensent sur la même longueur d'onde ».

Deux légers mouvements d'humeur aussi. L'URSS interviendrait-elle en Roumanie, comme elle l'a fait en Tchétchénie, si le régime de M. Ceaucescu était gravement menacé ? « Nous souhaitons que les camarades roumains surmontent au plus vite leurs difficultés. Il n'y a pas lieu de répondre autrement à la question. Nous n'avons jamais attaqué personne. » A propos de Trotski encore, M. Ligatchev n'apprécie pas qu'on lui demande si le fondateur de l'armée rouge a été assassiné sur l'ordre de Staline. Ce dernier, d'ailleurs, fut un « personnage contradictoire » qu'on ne peut décrire « en noir et blanc ».

Pour le reste, il n'est question que de paix et de coopération entre les peuples. Les journalistes sont notamment priés de coopérer à l'instauration de ce nouveau climat. Il faudra bien qu'un jour les dirigeants européens entrent eux-mêmes dans cette logique, c'est-à-dire qu'ils s'attaquent au problème du désarmement nucléaire « de leur côté ». Mais sur ce point, M. Ligatchev n'est pas entré dans les détails, dit-il, lors de ses entretiens avec le premier ministre Jacques Chirac, avec le président Mitterrand et avec « gospodine Barre » (« Monsieur Barre »).

A. J.

Un message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand. — Le numéro deux soviétique, M. Egor Ligatchev, a remis jeudi 3 décembre au président Mitterrand un message écrit de M. Mikhaïl Gorbatchev portant sur les questions de désarmement. En quittant l'Elysée au terme d'une heure d'entretien, M. Ligatchev — accompagné de M. Vadim Zagladine, chargé du secteur international

au comité central du Parti communiste soviétique (PCUS) — a indiqué que dans ce message, M. Gorbatchev invitait le chef de l'Etat français « à échanger des points de vue sur les problèmes de la sécurité internationale, au vu de la situation nouvelle créée en Europe et dans le monde par l'accord américano-soviétique sur l'élimination des FNI ».

ONU

Nouveau progrès pour la France à l'occasion du vote de l'Assemblée générale sur la Nouvelle-Calédonie

New-York (AFP). — L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, le vendredi 4 décembre, une résolution réaffirmant le droit du peuple de Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance, par

69 voix pour, 29 voix contre et 47 abstentions.

Pour les pays du Forum du Pacifique sud, cette victoire n'en constitue pas moins un nouveau revers. Ceux-ci comptaient, en effet, obtenir un score un peu plus élevé que lors de l'adoption de cette résolution en travaux de commission de l'Assemblée, où elle avait recueilli 69 voix pour, 27 voix contre et 46 abstentions, le 28 octobre dernier (le *Monde* du 30 octobre).

La France, qui a qualifié d'« inacceptable » cette résolution, a obtenu deux voix de plus par rapport au vote d'octobre dernier, et deux pays supplémentaires se sont abstenus. Les deux voix gagnées par les pays du Pacifique sud (Bangladesh et Sri Lanka) ont été compensées par d'autres reports de voix, tandis que la France obtenait vendredi le ralliement du Sénégal et de la Guinée-Equatoriale.

L'an dernier, l'Assemblée générale s'était prononcée par 89 voix contre 24 et 34 abstentions en faveur de l'indépendance du territoire français.

A Paris, le Quai d'Orsay a salué ce résultat « très satisfaisant », obtenu « à nouveau » à l'occasion du vote de l'Assemblée générale. « Le gouvernement poursuit la communication, constate la grande majorité des Etats ont ainsi pris en compte les faits essentiels que sont le référendum récemment tenu en Nouvelle-Calédonie et l'adoption en cours d'un nouveau statut qui assurera l'autonomie de gestion du territoire (...). » Il exprime l'espoir que les pays du Forum du Pacifique sud respectent désormais la volonté démocratiquement exprimée par la majorité de la population calédonienne et renonceraient à leur entreprise.

■ VANUATU : appel à la réconciliation avec la France. — A la suite de la victoire du parti au pouvoir, le Vanuatu Pati (VAP), aux élections législatives du 30 novembre, le premier ministre sortant, le révérend Walter Lini, qui dirigeait le pays depuis l'indépendance, a présenté sa démission. Il sera remplacé le 11 décembre par l'un des dirigeants les plus influents des VAP, M. Barak Sopé. Les modérés — francophones — de l'opposition n'ont pas réussi à l'emporter cette fois encore. Cette opposition avait été à l'origine d'un grave incident diplomatique avec la France en octobre dernier : l'ambassadeur de France à Port-Vila, M. Henri Crespin-Leblond, avait été expulsé sous l'accusation — semblait-il non fondée — d'avoir financé l'opposition.

L'un des premiers gestes de M. Sopé a été de déclarer que son « nouveau gouvernement serait désireux de rétablir, au niveau des ambassadeurs, des relations diplomatiques avec la France ».

Devant deux commissions de l'Assemblée nationale

M. Kissinger juge sévèrement le traité sur les euromissiles

L'ancien responsable de la diplomatie américaine Henry Kissinger a été entendu, le vendredi 4 décembre, par les commissions des affaires étrangères et de la défense nationale de l'Assemblée. Entouré des présidents de ces deux commissions, MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Fillon, M. Kissinger a expliqué, au cours d'une conférence de presse, qu'il considérait l'accord sur les missiles intermédiaires (FNI) comme une « erreur ». Le processus étant engagé, il a expliqué qu'il était toutefois favorable à sa ratification. Son rejet ne ferait qu'« accroître les difficultés », a-t-il dit.

L'ancien négociateur des accords SALT a invité les Européens à prendre en compte la nouvelle donne stratégique en « s'organisant rapidement », sous peine de voir l'alliance atlantique « grignotée à mort ». Il a également repoussé toute idée d'option « triple zéro » (1).

Devant les deux commissions de l'Assemblée nationale, l'ancien secrétaire d'Etat américain s'est montré pour le moins sceptique quant à la « sincérité » du numéro un soviétique, M. Gorbatchev. Il a estimé que depuis Pierre le Grand la Russie n'avait pas changé son dessein hégémonique. D'autre part, il a précisé que, dans la course à la Maison Blanche, il ne soutiendrait aucun candidat pendant les primaires, mais qu'ensuite, il s'engagerait totalement en faveur du candidat républicain.

Au cours de cette même conférence de presse, l'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a réaffirmé son soutien à l'accord sur les missiles intermédiaires. « C'est un bon accord », a-t-il insisté. Il a cependant regretté que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale n'aient pas été associées à sa signature. « Cela [lui] aurait donné un autre éclairage », a expliqué M. Giscard d'Estaing, ajoutant qu'il n'y avait aucune contradiction entre le fait de refuser la prise en compte des arse-

naux nucléaires français et britanniques, dans les négociations sur le désarmement et le fait de demander la présence de pays européens à la signature d'un traité qui concerne directement leur sécurité.

Enfin, le président de la commission de la défense nationale, M. Fillon (RPR), a estimé que l'accord américano-soviétique — qui devrait être signé mardi à Washington — comportait des risques. Dans un article, publié vendredi 4 décembre, par le *Quotidien de Paris*, M. Fillon écrit : « De nouvelles négociations

sur le contrôle des armements marqueront sans doute l'année 1988. La France devra faire preuve de fermeté pour éviter que ces discussions ne conduisent à de nouvelles réductions des armements nucléaires en Europe. Il n'y a pas, en effet, trop de nucléaire en Europe. »

(1) Il s'agit d'un éventuel accord qui liquiderait les missiles de très courte portée (moins de 500 kilomètres) en Europe, après la suppression, décidée celle-là, des engins d'une portée de 500 kilomètres à 5 500 kilomètres (la « double option zéro »).

Soixante-treize refuzniks et leurs familles autorisés à émigrer

Soixante-treize Soviétiques ont été autorisés à émigrer avec leurs familles à quelques jours seulement du sommet Reagan-Gorbatchev de Washington, a annoncé, le vendredi 4 décembre, un porte-parole du consulat américain à Moscou.

Parmi ces personnes figurent surtout des refuzniks de longue date dont les demandes d'émigration étaient bloquées, parfois, depuis plus de dix ans. C'est le cas de Pasha Abramovich, qui avait demandé pour la première fois à partir pour Israël, il y a dix-sept ans. Si, à Moscou, on s'attendait bien à un geste en prévision du sommet, la mesure a surpris par son ampleur.

Cependant, des représentants de refuzniks ont affirmé leur volonté d'organiser des manifestations et des grèves de la faim dans plusieurs villes soviétiques, du 7 au 10 décembre, durant le sommet de Washington, tandis que d'autres mouvements de protestation auront lieu à Washington et à Tel-Aviv. Six mille trois cent quarante juifs soviétiques ont été autorisés à émigrer au cours des dix premiers mois de 1987 contre seulement neuf cent quatorze en 1986, selon des informations occidentales.

Pour les refuzniks, qui se basent sur des chiffres officiels soviétiques, vingt mille cas étaient en attente en janvier 1987. Environ quinze mille juifs soviétiques attendent donc toujours l'autorisation d'émigrer.

Libération du dissident Vladimir Gershuni

Vladimir Gershuni, cinquante-sept ans, qui a passé au total une vingtaine d'années dans les camps, prisons et hôpitaux psychiatriques soviétiques, vient d'être libéré, a-t-on appris, le vendredi 4 décembre, dans les milieux dissidents à Moscou. M. Gershuni avait été condamné une première fois à dix ans de camp en 1949, sous Staline. Il a ensuite été enfermé dans un hôpital psychiatrique de 1969 à 1974, sous Leonid Brejnev.

Collaborateur de la revue dissidente *Poiski* (Recherches), lancée au milieu des années 70, Vladimir Gershuni avait été de nouveau condamné, en avril 1983, pour « propagation de fausses informations et de colonies antisoviétiques ». Il était également membre du SMOT, un syndicat dissident. — (AFP.)

Le dernier album de Plantu

À LA SOUPE !  
En vente en librairie  
85 francs



La Découverte / Le Monde  
Une coédition La Découverte / Le Monde



هكذا من الاصل

4 Le Monde • Dimanche 6-Lundi 7 décembre 1987 •

## Diplomatie

### Scepticisme au sommet européen de Copenhague

On retenait son souffle, samedi matin à Copenhague! Si la veille les positions exprimées par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze n'avaient pas donné l'impression d'être gravement écloignées, on ne voyait pas pour autant comment il serait possible de combler l'écart subsistant. « Il n'y a pas de raison d'être particulièrement

optimiste », avait alors constaté M. François Mitterrand.

Dans les couloirs, on soulignait cependant la volonté d'aboutir des participants, convaincus les uns les autres qu'il serait judicieux de lever l'hypothèque budgétaire et agricole qui pèse sur la Communauté

pour être en mesure de faire face, avec plus d'efficacité et de manière collective, à la crise monétaire et financière. Mais, le samedi 5 décembre en fin de matinée, tout semblait avoir très mal commencé. Allemands et Français venaient de rejeter un compromis proposé par la présidence danoise et la réunion était suspendue. La journée s'annonçait comme fort longue.

### La maîtrise incertaine des budgets communautaires

COPENHAGUE  
de nos envoyés spéciaux

Deux questions se trouvaient au centre du débat. La maîtrise des dépenses agricoles et l'ampleur de l'aide supplémentaire à accorder aux régions les plus pauvres de la Communauté. Aucun des chefs d'Etat et de gouvernement ne conteste la nécessité de consentir un effort plus important que dans le passé pour stopper le développement de la production, et par là même des dépenses agricoles. Tous approuvent l'idée de la Commission de faire jouer systématiquement, produit par produit, des stabilisateurs : les prix seraient baissés dès lors que la production dépasserait un seuil appelé quantités maximum garanties (QMG).

Le différend qui oppose les Français et les Allemands aux Britanniques et aux Néerlandais porte sur la manière plus ou moins automatique de faire fonctionner le système. En cas d'augmentation de la production de céréales (c'est là le problème le plus difficile), les premiers (qui demandent que les QMG soit fixées à 160 millions de tonnes et non à 155 millions, comme le propose Bruxelles), entendent que la baisse des prix automatique et immédiate soit limitée aux gains de productivité, lesquels, bon an mal an, se situent en moyenne dans la CEE autour de 2 % à 3 %. Ils n'excluent pas un effort supplémentaire de baisse des prix afin d'enrayer le développement de la production, mais ils ne veulent pas que cette baisse soit affichée à l'avance, avec adoption plus ou moins automatique. Ils entendent qu'elle fasse l'objet d'une décision politique des ministres.

La Commission, les Britanniques, les Néerlandais, souhaitent que, en cas de progression excessive de la production, la baisse automatique des prix, la seule qui soit certaine, puisse aller au-delà des gains de productivité. Les Français et les Allemands proposent 3 % de baisse maximum automatique pour les céréales, les Britanniques et les Néerlandais disent, avec la Commission : 5 % en 1988, 7,5 % en 1989 et 1990 ; en ce qui concerne les oléagineux, 10 %, puis 20 %. Le principe des stabilisateurs est admis, n'en demandez pas trop au début, comprenez nos problèmes d'opinion publique - semblent expliquer les Allemands et les Français. « Vous allez encore nous vendre, comme à

Fontainebleau en 1984, une discipline budgétaire au rabais qui ne fonctionnera pas », répondent, devenus méfiants, les Britanniques et les Néerlandais.

Les Français seraient probablement prêts, parce qu'ils pensent que leur agriculture peut le supporter, à aller au-delà des termes de l'accord qu'ils ont passé avec les Allemands. Mais le chancelier Kohl a-t-il les moyens de consentir cet effort supplémentaire ? Le succès ou l'échec du conseil européen de Copenhague paraissait samedi subordonné à la réponse qui serait donnée. « C'est déjà une percée considérable de voir les Allemands, qui jadis écartaient toute baisse des prix agricoles, accepter maintenant qu'ils puissent être réduits de façon automatique de 2 % ou 3 % », observait-on du côté français. Comme politique d'accompagnement, les Allemands demandent la mise en place d'aides aux revenus les plus bas et d'encouragements à la mise en jachère d'une partie des terres. Il est acquis qu'ils obtiendront satisfaction. Le compromis à trouver se résume ainsi : comment donner aux Britanniques, aux Néerlandais et à la Commission la garantie qu'une baisse des prix, au-delà des gains de productivité, sera effectivement appliquée si la situation l'exige, sans pour autant que la décision soit automatique ? M. Jacques Delors, le président de la Commission, a demandé à M. Frans Andriessen, le vice-président chargé des affaires agricoles, de venir samedi à Copenhague pour tenter de trouver la for-

mule magique. Son entourage semblait plutôt confiant.

La seconde affaire, pour avoir été moins longuement débattue, est aussi conflictuelle. Il s'agit de savoir dans quelle proportion on augmentera les crédits affectés aux fonds structurels, c'est-à-dire à l'aide aux régions et aux pays les moins prospères de la CEE. La Commission propose le doublement de ces fonds. Les pays du Nord sont loin du compte. Le Royaume-Uni a suggéré une augmentation de 35 %, M. Jacques Delors a cité le chiffre de 40 % et le chancelier Kohl de 50 %. La France suggère que les crédits supplémentaires soient décaissés soit concentrés sur les quatre pays les moins prospères, à savoir l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande, avec une « super-concentration » sur l'Espagne et le Portugal qui, récemment entrés dans la Communauté, éprouvent bien normalement des difficultés pour se mettre à niveau. Les Italiens craignent ainsi d'être privés de cette manne nouvelle. « Si on insiste dans ce sens, nous partirons », a tout simplement indiqué M. Goria, président du conseil. M. Delors souligne que de tels rapprochements ignorent l'objectif des

fonds structurels qui est de faciliter l'établissement d'un espace économique unique (le grand marché sans frontières) en atténuant les disparités régionales. Il n'a guère été entendu.

Le président de la Commission a été davantage écouté vendredi soir lorsqu'il a exposé quelle pourrait être l'attitude de la Communauté pour limiter les effets négatifs de la crise monétaire et financière actuelle. Soulignant qu'une plus grande solidarité est nécessaire, notamment en matière monétaire, M. Delors a expliqué que les accords de Nyborg, qui prévoient des interventions croisées des banques centrales du SME, de celles des pays à monnaie forte comme de celles des pays à monnaie faible, ne jouaient pas à plein, que par ailleurs il y avait une série d'actions à entreprendre sans tarder pour accroître le rôle de l'ECU. Ses propositions n'ont pas été retenues par les chefs d'Etat et de gouvernement, mais leur examen devrait bientôt être engagé par les ministres des finances des Douze.

PHILIPPE LEMAITRE  
et CLAUDE TRÉAN.

## Asie

CAMBODGE : après l'accord de Fère-en-Tardenois

### La balle est dans le camp de Pékin

Les premières réactions à l'accord de Fère-en-Tardenois entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, apparaissent relativement positives. Paris « se félicite des perspectives » que la rencontre « semble ouvrir, en ce qui concerne l'engagement d'un processus devant aboutir à un règlement du conflit », et souligne sa « disponibilité pour ce qui est des rencontres ultérieurement prévues en France ».

Le département d'Etat américain, qui avait envoyé des messages de soutien au prince, a déclaré, le vendredi 4 décembre, qu'il appuierait « tout accord résultant en un règlement pacifique » basé sur « le retrait des forces militaires vietnamiennes et l'autodétermination du peuple cambodgien ». Le ministre indonésien des affaires étrangères a estimé que le peuple cambodgien avait désormais la possibilité de décider de son avenir politique. Pour l'Indonésie comme les autres pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) comprenant également Brunei, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) apparaissent cette fois hors du coup.

Hanoi et Moscou n'ont pour leur part pas encore officiellement réagi. L'agence vietnamienne d'information VNA a cependant déjà estimé qu'il s'agissait d'un premier pas important vers un processus conduisant à une solution favorable du problème cambodgien. Mais il serait étonnant que ces deux pays, qui ont - chacun de son côté - poussé Phnom-Penh vers la table de négociations et lui ont assuré un soutien logistique, ne soient pas satisfaits du résultat. D'autant qu'on connaît de nombreuses fois les troupes vietnamiennes le

communiqué ne peut que contenter Hanoi. En revanche, cette omission a fait réagir M. Son Sam, président du FNLPK, composante « nationaliste » de la coalition quadripartite anti-vietnamienne. Si l'est pas opposé à une éventuelle participation à la prochaine rencontre, il souhaite cependant un retrait préalable des troupes vietnamiennes. Il estime, en effet, que le drame cambodgien n'est pas une guerre civile mais un conflit avec le Vietnam.

La quatrième composante, les Khmers rouges, n'a pas fait connaître sa position. Ni leurs protecteurs chinois. « Nous espérons que les Khmers rouges se rendent compte que le train est en marche et qu'il faut le rattraper », déclare le fils du prince Sihanouk, le prince Ranariddh, à l'issue de la rencontre. J'espère que leurs grands amis sauront les convaincre. Pour obtenir le soutien de Pékin à son plan de paix, le prince Sihanouk a proposé à M. Hun Sen - qui a accepté - que tous deux aillent voir le président nord-coréen Kim Il Sung pour lui demander de servir d'intermédiaire entre Chinois et Vietnamiens afin qu'ils acceptent de s'asseoir ensemble pour discuter du Cambodge.

La voie est désormais étroite pour les Khmers rouges comme pour les Chinois, même si M. Deng Xiaoping vient de réaffirmer qu'il ne rencontrerait pas M. Gorbatchev avant une solution du problème Khmer. M. Deng - dont le prince continue de se dire le « meilleur ami » - peut difficilement apparaître comme le dernier obstacle à un règlement qui amènerait la paix et la réconciliation au Cambodge sous la bannière du prince Sihanouk.

PATRICE DE BEER.

## Amériques

### HAÏTI

### L'Eglise durcit sa position à l'égard du gouvernement

A Port-au-Prince, la conférence épiscopale haïtienne a annoncé, le vendredi 4 décembre, sa décision de ne pas participer à des élections organisées par le Conseil national de gouvernement. Les évêques ont refusé d'être à nouveau représentés au sein du futur Conseil électoral provisoire et ont condamné, dans une déclaration particulièrement sévère, l'abrogation de la loi électorale et la « réelle escalade de la violence ». L'Eglise, en réaffirmant sa solidarité avec le peuple haïtien « dans sa lutte pour une vraie démocratie », a aussi dénoncé les « crimes crapuleux » commis ces derniers jours « avec la complicité des forces de l'ordre ».

Le gouvernement américain a, pour sa part, décidé de faire rentrer « temporairement » aux Etats-Unis une partie de son personnel diplomatique en raison de la situation « incertaine » dans le pays. Cette mesure concerne environ cent cinquante personnes « engagées dans des tâches considérées comme non essentielles actuellement », a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Les principales fonctions de l'ambassade, notamment consulaires, seront assurées par environ quatre-vingt personnes. A Paris, la dégradation de la situation en Haïti est suivie avec anxiété par les exilés. Certains d'entre eux, comme Gérard Lafontant, ont renoncé à leur retour dans le pays.

### Le faux départ d'une « carte marquée »

Il a passé, dit-il, « trente ans à jouer les don Quichotte ». Aujourd'hui, Gérard Lafontant, dans son petit appartement de Courbevoie, a connu l'une des plus grandes déceptions de sa vie. Il devait rentrer en Haïti après vingt ans d'exil en France. Tout avait été prévu. Sa démission de son poste de directeur administratif d'un laboratoire pharmaceutique, le départ de sa femme, française, quelque temps après son arrivée à Port-au-Prince, son installation avec l'aide de ses amis, et même les difficultés retrouvées avec sa famille en Haïti. Tout, sauf les dramatiques événements qui ont conduit à l'annulation des élections, suivies par téléphone et radio interrompues, dans son petit appartement de Courbevoie.

C'est un don Quichotte peu ordinaire qui confie ainsi sa tristesse. Il avait vingt-cinq ans lorsque François Duvalier remporta les élections truquées de 1957. Opposant de la première heure, Gérard Lafontant par-

ticipa aux premières tentatives d'invasion du pays. Jugé et condamné à mort, il est amnistié, après sept mois de prison, avec plusieurs autres prisonniers politiques. Il a l'obligation de se présenter tous les jours à la police pour donner son emploi du temps de la journée. Gérard Lafontant dirige alors des salles de cinéma et complète à nouveau. Prévenu, une nuit, de son arrestation imminente, il s'exile en République dominicaine où il participe à la rébellion des colonels « libéraux » en avril 1965 et devient chef des hommes-grenouilles avant d'être vice-président du centre économique des droits de l'homme.

Tout en rêvant de l'implantation d'une guérilla en Haïti, il quitte la République dominicaine pour la France où il est installé depuis 1966. « Devenu moins agressif avec l'âge », comme il le dit lui-même, il envisage de retourner en Haïti au lendemain du départ de Jean-Claude Duvalier. Ses amis, comme le directeur de Radio Haïti Inter,

Jean Dominique, l'en dissuadent. « Attends un peu, tu es une carte marquée », lui dit-on. C'est ainsi que l'on nomme Haïti ceux que leur passé désigne trop ouvertement à la vindicte des macoutes.

L'explosion de joie qui a suivi le 7 février 1986 se transforme alors pour lui en une patiente attente d'un retour proche. Sans ambitions particulières, en « chaussant sa pointe », tout simplement. Il a failli rentrer « sur un coup de tête » mais aujourd'hui le temps des « conseils amicaux » est revenu. Avec l'attente des nouvelles de son pays, depuis ce dimanche 25 novembre qui a vu s'effondrer son rêve de retour une fois encore repoussé. « Vous imaginez mon exaltation avant, et mon état aujourd'hui, ai-je besoin de vous le décrire ? Mais il y a plus grave, dit-il, dans l'opinion, Haïti finira par passer, alors que là-bas cela continue... »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

PÉROU : le massacre de détenus en juin 1986

### La commission d'enquête conclut à la responsabilité du président Garcia

LIMA  
de notre correspondante

La commission parlementaire chargée de l'enquête sur le massacre, le 19 juin 1986, de deux cent cinquante-quatre prisonniers, membres du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL) a conclu à la responsabilité politique du président Alan Garcia et de son premier ministre, ces derniers se défendaient de reprocher à l'armée d'avoir confié à l'armée la mission d'écraser la mutinerie en lui donnant l'ordre d'utiliser « la plus grande énergie » et d'avoir dissimulé cette tuerie.

Le 18 juin 1986, la veille de l'inauguration du congrès de l'Internationale socialiste, une mutinerie dirigée par les prisonniers membres du PCP-SL éclatait de façon synchronisée dans les trois pénitenciers de la capi-

tales, où les détenus prenaient des policiers et des gardiens en otage. Ils protestaient contre leur éventuel transfert dans de nouveaux établissements pénitentiaires à Lurigancho et à El Fronton. L'armée et les forces de l'ordre intervenaient massivement les 19 et 20 juin, provoquant des affrontements très violents avec les détenus. Ces derniers se défendaient avec des fusils et des pistolets-mitrailleurs soustraits à leurs gardiens.

Le président Garcia félicitait aussitôt le commandement de l'armée pour le « succès de l'opération ». Le vice-président, le sénateur Luis Alberto Sanchez, annonçait un peu plus tard que la répression des mutins avait fait plusieurs dizaines de victimes et que les dépouilles seraient rendues aux familles. Le 21, le chef de l'Etat reconnaissait, à

Lurigancho, qu'une centaine de détenus avaient été assassinés et il ordonnait l'ouverture d'une enquête sur les excès possibles commis par les forces armées lors de l'écrasement de la mutinerie.

Finalement, seuls des subalternes, responsables directs de la tuerie de Lurigancho, ont été incriminés. En ce qui concerne le pénitencier d'El Fronton, le gouvernement a soutenu la version selon laquelle les prisonniers avaient été tués au cours du combat ou étaient morts épuisés dans les tunnels qu'ils avaient creusés. Les corps des victimes étaient enterrés clandestinement par l'armée.

Le président de la commission d'enquête, le sénateur Rolando Ames, qualifiant de « répressives » la décision présidentielle, a expliqué qu'il était important, pour la col-

prendre, de la replacer dans son contexte : « Dans le climat de violence que vit le pays, aggravé par les attentats sélectifs du PCP-SL, plusieurs milliers d'individus étaient pour proposer la peine de mort pour des prisonniers jugés irréductibles pour la vie démocratique. »

Le sénateur Ames a ajouté que les membres de la commission avaient reçu des messages vagues selon lesquels leurs conclusions allaient mettre en danger la démocratie. « Nous pensons à l'appas que la démocratie ne peut coexister avec la guerre », a-t-il déclaré. Le parti au pouvoir, l'APRA, disposant d'une large majorité au Congrès, il est peu probable que les conclusions de l'enquête aient des conséquences politiques immédiates.

NICOLE BONNET.

VIENT DE PARAITRE !  
NAYAN CHANDA  
LES FRERES ENNEMIS  
LA PENINSULE INDOCHINOISE APRES SAISON  
PREFACE DE JEAN LACOUTURE  
PRESSES DU C.N.R.S.  
20-22 RUE ST-AMAND  
75014 PARIS 120 F

CONCOURS  
LE MONDE DU VIN  
à partir du lundi 7 décembre  
le Monde publiera les réponses  
au concours

Lundi 7 daté 8 décembre  
réponses aux questions 1 à 10  
Mardi 8 daté 9 décembre  
réponses aux questions 11 à 20  
Mercredi 9 daté 10 décembre  
réponses aux questions 21 à 30  
Jeudi 10 daté 11 décembre  
réponses aux questions 31 à 40  
Vendredi 11 daté 12 décembre  
réponses aux questions 41 à 48  
Samedi 12 daté 13-14 décembre  
réponses à la question subsidiaire



## Asie

### INDE

## La levée des sanctions économiques américaines envers le Pakistan mécontente vivement New-Delhi

NEW-DELHI  
de notre correspondant

La mesure cette fois est comble : les autorités indiennes n'avaient pas encore commenté, le samedi 5 décembre, le vote du Congrès américain levant toute objection à l'aide au Pakistan. Mais leur réaction est prévisible : il s'agit pour l'Inde d'une nouvelle et inacceptable manifestation d'hostilité à son égard.

En décidant vendredi de débiter 4,02 milliards de dollars d'aide civile et militaire à Islamabad, le Congrès américain a annulé sa décision prise le 7 août dernier de geler son assistance économique à un pays coupable d'enfreindre la législation américaine sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Accusé de poursuivre des travaux d'enrichissement de l'uranium à plus de 5 % (donc à des fins militaires) dans sa centrale nucléaire de Kahuta, et d'être à l'origine d'une tentative d'exportation illégale des États-Unis de matériel lié à la fabrication de l'arme nucléaire, (1), le Pakistan s'est toujours refusé à une expertise internationale et a subordonné son approbation du traité de non-prolifération nucléaire à une acceptation concomitante de l'Inde.

Washington n'avait aucune envie de provoquer l'aggravation économique d'un Pakistan qui reste son plus fidèle soutien dans la région, face à un possible expansionnisme soviétique à partir de l'Afghanistan. Islamabad accueille près de quatre millions de réfugiés afghans sur son territoire et permet le transit de

l'aide américaine aux moudjahidines. Le Pakistan conserve des relations économiques avec l'URSS, et n'a jamais caché qu'il pourrait les intensifier au cas où le flux de l'aide américaine se tarirait.

### Le contentieux nucléaire

Cette façon de « mettre dans le même sac » l'Inde et son « programme nucléaire pacifique » et les efforts « clandestins du Pakistan pour se doter de l'arme nucléaire » avait déclenché ces derniers jours de violentes réactions à New-Delhi. L'ambassadeur de l'Inde à Washington, M. P.K. Kaul, a fait part à M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'État, de la « véhémence protestation » de son gouvernement et a souligné qu'une telle décision ne pouvait qu'« nuire gravement » aux relations américano-indiennes.

New-Delhi est d'autant plus exaspéré que ce vote de défiance intervient après la rencontre entre MM. Reagan et Gandhi à Washington en octobre dernier. Outre que le président américain avait alors reconnu à l'Inde un rôle dominant en Asie du Sud, cette visite avait été l'occasion de marquer officiellement l'ouverture d'une intensification des relations commerciales, notamment militaires — entre les deux pays.

Washington doit en principe fournir à l'Inde des matériels de haute technologie comme des ordinateurs dernier cri, des moteurs pour le futur avion de combat indien (Light Combat Aircraft-LCA), des sys-

tèmes électroniques pour la marine et l'armée de terre, ainsi que différents équipements scientifiques. L'Inde craint d'autre part que la décision américaine n'influence fâcheusement celles de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Agence internationale pour le développement (AID) dont l'assistance financière est indispensable pour permettre de rétablir une situation économique gravement affectée par la sécheresse.

S'agissant de la question de fond — le traité de non-prolifération nucléaire — New-Delhi s'est toujours refusé à ratifier un document jugé « discriminatoire », notamment parce qu'il ne concerne pas son puissant voisin chinois. Le premier ministre indien a récemment indiqué que son pays s'était refusé à fabriquer l'arme nucléaire — alors qu'il en avait les moyens — étant donné que celle-ci était « une menace pour l'humanité ». Si Islamabad persiste dans la voie nucléaire, a-t-il menacé, une « décision difficile » devra être prise pour « protéger notre nation ».

Certes le président Reagan, en vertu de son droit de veto, peut s'opposer à la décision du Congrès, mais l'impact diplomatique — et psychologique — de celle-ci restera : l'image de l'Amérique se sera altérée aux yeux de l'opinion indienne.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le 28 juillet dernier, un ressortissant pakistanais, M. Arshad Pervez, qui essayait d'exporter clandestinement un acier spécial couramment utilisé dans la fabrication des centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium était arrêté aux États-Unis.

## Afrique

### GUINÉE : en raison de difficultés intérieures

## La visite en France du président Conté est « reportée »

La visite officielle que le général Lansana Conté devait faire en France les 7 et 8 décembre, avant la quatorzième conférence des chefs d'État de France et d'Afrique qui se tiendra à Antibes du 10 au 12, a été « reportée à une date ultérieure », a annoncé, vendredi 4 décembre, un communiqué de l'Élysée.

Alors que les invitations pour les banquets officiels étaient déjà envoyées, au milieu de la semaine écoulée, aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon, on ne dissimulait pas quelques inquiétudes au sujet de cette visite en raison de rumeurs d'agitation dans l'armée. Certains estimaient que le président Conté prenait un risque en s'absentant une semaine entière à Paris puis à Antibes.

En route vers le Togo, où allait se tenir le précédent sommet franco-africain, le président Mitterrand avait fait lui-même une courte visite à Conakry, le 12 décembre 1986. Il s'agissait alors de marquer tout l'intérêt que portait la France à la Guinée, libérée depuis 1984 du joug de Sekou Touré. Très vite, après la prise du pouvoir par les militaires, Paris avait manifesté son désir de poursuivre le redressement économique d'un pays longtemps tenu à l'écart de la « famille » francophone en raison du « non » de Sekou Touré en 1958 à la proposition de s'intégrer à la Communauté française telle que l'avait conçue de Gaulle.

Tout invitait les dirigeants français à ne pas lésiner sur les moyens

pour favoriser la rentrée de la France sur la scène guinéenne : la qualité intellectuelle d'une population qui, contrairement à l'exil, comportait beaucoup de sujets brillants dans les pays voisins ; les ressources minières d'un pays disposant par exemple des plus importantes réserves mondiales de bauxite.

Aujourd'hui il faut déchanter. La diaspora guinéenne, installée en Afrique occidentale, en France et au Canada, n'est pas rentrée. La situation économique ne s'est guère améliorée et la population demeure une des plus déshéritées du globe. « On n'a pas pris la mesure des dégâts commis par Sekou Touré », nous a dit un responsable de la politique africaine de la France. « La Guinée est sinistrée non seulement sur le plan économique, mais aussi dans le domaine socio-culturel. Il lui faudra longtemps pour se remettre du choc subi ».

### Conflits ethniques

Plein de bonnes intentions, le chef du Comité militaire de redressement national a dû mal à imposer sa volonté à une administration en état de rébellion larvée. Nombreux, inefficaces et souvent corrompus, les agents de l'État n'ont aucune envie de voir aboutir la réforme de la fonction publique qui implique de nombreux licenciements. La participation du capital privé français aux sociétés nationales avait été un moment présentée comme la panacée ; elle se heurte à de nombreuses difficultés du fait de la lenteur des

autorités locales et de la méfiance des investisseurs potentiels.

Les filiales des grandes banques françaises sont revenues en force, mais l'entrée de la Guinée dans la zone franc tarde toujours. Il y a deux ans, le gouvernement avait remplacé le syli par le franc guinéen après une dévaluation de 93 %. Malgré cela, la cote de cette monnaie nationale par rapport au franc CFA ne cesse de tomber, ce qui rend très aléatoire une entrée dans l'Union monétaire ouest-africaine.

Sur le plan politique, le président Conté se heurte à des conflits ethniques. Les Malinkés lui reprochent d'avoir fait la part belle aux Sous-sous dans l'administration, bien que les principales tribus soient représentées au gouvernement. Plusieurs personnalités d'ethnie malinké avaient été arrêtées après la tentative de putsch du colonel Diarra Traoré, qui se solda par dix-huit morts et plus de deux cents blessés, en juillet 1985. Un procès dans lequel étaient mêlés, en tant qu'accusés, les proches de Sekou Touré et ceux du colonel Traoré se termina par plusieurs condamnations à mort en mai.

Dans une interview à l'AFP, le président Conté vient de confirmer ce qu'on soupçonnait : plusieurs « condamnés » étaient déjà morts au moment du procès. « Ceux qui voulaient se venger se sont vengés, je n'y pouvais rien », a-t-il dit.

Le problème est que cet aveu d'impuissance pourrait encore être fait dans la plupart des domaines où le chef de l'État est censé avoir repris les choses en main.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Proche-Orient

### La guerre du Golfe

## Discrète mise en garde soviétique à l'Iran

Un tournant dans la guerre du Golfe ? Pas encore, mais une petite phrase prononcée, vendredi 4 décembre à Moscou, par le président Andreï Gromyko à la veille du

sommet Reagan-Gorbachev pourrait annoncer une très nette évolution de l'attitude soviétique à l'égard de l'Iran et accroître l'incompréhension de ce dernier pays.

« L'Iran n'agit pas réellement pour mettre un terme à la guerre », contre l'Irak, a déclaré M. Gromyko à l'ambassadeur iranien à Moscou, M. Nobari, à qui il a expliqué que la résolution 598 du Conseil de sécurité exigeait un cessez-le-feu comportant d'« autres dispositions » qui « pourraient être mises à l'ordre du jour ».

Ces dispositions consistent en un éventuel recours à des sanctions contre le pays qui rejeterait le cessez-le-feu. Or, Moscou, qui a engagé un processus de rapprochement avec Téhéran, se refusait jusqu'à aujourd'hui à suivre les Occidentaux et à parler de sanctions contre l'Iran.

La discrète mise en garde de M. Gromyko à la République islamique est intervenue alors qu'à New-York, ce même vendredi, le secrétaire général de l'ONU venait d'informer les États-Unis et l'URSS du résultat de ses pourparlers avec un représentant iranien. Un résultat bien maigre, puisque M. Perez de Cuellar n'a pas caché sa déception après s'être entendu rappeler la position — inchangée — de Téhéran sur le seul moyen de mettre fin à la guerre du Golfe, à savoir que Bagdad soit, avant tout cessez-le-feu, désignée comme l'ennemi. Une condition qui, en l'état actuel des choses, s'apparente, de fait, à un rejet de la résolution 598.

Le pessimisme de M. Perez de Cuellar a reçu un écho à Téhéran même, où le président Khameneï a reconnu que les chances de parvenir à un règlement politique étaient très maigres. « Nous poursuivrons le processus », a-t-elle dit, mais il y a très peu d'espoir de progrès.

L'isolement diplomatique n'a jamais effrayé les dirigeants de la République islamique, mais peut les gêner dans une très large mesure lorsqu'il risque d'avoir des répercussions directes sur la conduite de la guerre et notamment sur ses approvisionnements en armes. Et l'on estime dans les milieux diplomatiques français que si un accord a pu être conclu en vue d'une « normalisation » entre Paris et Téhéran — passant par la libération des otages du Liban —, cet isolement a joué un rôle de premier plan dans les motivations iraniennes. D'autant plus que se profile la perspective de louer plusieurs centaines de millions de dollars (en remboursement du prêt Eurodif).

Bagdad a d'ores et déjà exprimé son inquiétude auprès de la France, et M. Jean-Bernard Raimond a dû donner l'assurance, vendredi, à l'ambassadeur irakien que la « normalisation » en cours avec Téhéran n'affecterait pas les relations entre Paris et Bagdad.

Y. H.

### ISRAËL

## Crise ouverte avec la CEE

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Entre Israël et la CEE, le ton est à l'aggravation. Depuis quelques jours, les deux parties échangent des propos querelleurs et menaçants sur la question de l'ouverture du marché européen aux agriculteurs palestiniens des territoires occupés. Des deux côtés, on parle de crise sans réel précédent depuis l'accord de 1975 régissant les relations entre Israël et la CEE.

En apparence, l'affaire est technique : en réalité, elle est lourde de connotations politiques. Elle remonte à octobre 1986, lorsque la Communauté décide d'attribuer aux producteurs agricoles de Cisjordanie et de Gaza le régime douanier préférentiel dont bénéficient déjà les pays de la région (Israël, Syrie, Jordanie, Égypte). Bruxelles souhaitait que les productions palestiniennes soient identifiées comme telles (et non plus estampillées « made in Israël ») et que les Palestiniens puissent se doter de leurs propres sociétés de commercialisation, ou au moins avoir accès aux ports israéliens sans être systématiquement obligés de passer par AGREXO, le monopole d'exportation israélien (comme c'est aujourd'hui le cas).

Un accord avait semblé acquis à la mi-octobre, lors de la visite à Jérusalem de M. Claude Cheysson, le commissaire européen au développement chargé, entre autres, des questions méditerranéennes. Il avait été décidé que les produits palestiniens auraient leur étiquetage propre et des certificats d'origine délivrés par les chambres de commerce de Cisjordanie et de Gaza.

En fait, c'est l'impasse. La Communauté reproche à Israël de tergiverser en refusant de laisser les Palestiniens mettre en place leur propre système de commercialisation. M. Cheysson l'a dit avec son habituel franc-parler lors d'une visite à Amman cette semaine : « Les Israéliens doivent accepter cela (...) ou il y aura une injustice grave politique : s'ils refusent, leurs relations avec la Communauté seront au bord de la rupture ».

Plus grave pour Jérusalem, M. Cheysson a indiqué que faute d'accord sur cette question, la commission retarderait la mise en application du protocole conclu l'an der-

nier avec Israël pour que l'agriculture de ce pays ne souffre pas de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE.

Les implications sont importantes pour les agriculteurs israéliens. Un haut fonctionnaire israélien, jeudi 3 décembre à Jérusalem, « ce changement illégal » exercé par la commission en liant ainsi « deux affaires qui n'ont rien à voir entre elles ». Israël, ajoutait-il, est aujourd'hui soumis au « dilemme », et de conclure : « Si quelqu'un s'imaginerait qu'il va déterminer le statut des territoires par le moyen des aubergines et des poivrons, il se trompe énormément ».

ALAIN FRACHON.

### L'affaire de l'ULM

### M. Shamir menace la Syrie

Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, a indirectement menacé, le jeudi 3 décembre, la Syrie de réactions à la suite de l'attaque, la semaine dernière, d'un camp militaire dans le nord d'Israël (le Monde du 27 novembre) par un commando palestinien venu en ULM. Six soldats israéliens avaient été tués et sept autres blessés. Après avoir estimé que le Front populaire de libération de la Palestine — Commandement général (FPLP-CG), qui revendique la responsabilité de ce raid, « opère sous la protection et avec le consentement du gouvernement syrien », M. Shamir a déclaré qu'il envisageait « une réplique afin d'empêcher la répétition de tels actes ».

D'autre part, l'armée israélienne a décidé de prendre des mesures disciplinaires contre plusieurs militaires accusés de graves négligences ayant entraîné le bilan très lourd de l'attaque. Parmi les militaires sanctionnés figurent la sentinelle de garde la nuit du raid et le commandant du camp.

A Beyrouth, le journal *As Saafir* (proche de la Syrie) publie l'interview d'un homme présenté comme le chef du commando palestinien, qui affirme que, sur les quatre membres du groupe qui a mené l'opération, deux ont réussi à regagner leur base après l'attaque, les deux autres ayant été tués. Selon cet homme, les deux survivants ont réussi à redécouler d'Israël sur leur ULM. Le groupe aurait été formé de deux Palestiniens, un Syrien et un Tunisien. — (AFP)

### A TRAVERS LE MONDE

### Cameroun Remaniement ministériel

Le président Biya a procédé vendredi 4 décembre à un remaniement ministériel qui marque son souci de renforcer son autorité dans la conduite de la politique économique. Il a notamment institué un ministère, rattaché à la présidence, chargé du plan de stabilisation. Ce poste a été confié à un technicien, inconnu du grand public, M. Emmanuel Zoa Oloa, jusqu'alors secrétaire général du ministère du plan, qui aura la charge de rétablir les grands équilibres économiques. Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, M. Sedou Hayatou, abandonne ce portefeuille pour prendre en charge celui des finances, où il succède à M. N'gon. M. Hayatou, qui bénéficie de toute la confiance du chef de l'État, est remplacé dans ses anciennes fonctions par M. René Nze Nguile, qui quitte le ministère de la fonction publique, confié à M. N'gon. — (AFP)

### Liban

### Abou Nidal promet une surprise

Le groupe palestinien Abou Nidal a annoncé, le vendredi 4 décembre au Liban, qu'il avait achevé son enquête sur les huit Belges et Français pris en otage le mois dernier à bord d'un bateau de plaisance en Méditerranée (le Monde du 10 novembre), et qu'il y aurait « bientôt une surprise ».

« Les résultats des interrogatoires que nous avons fait subir aux huit prisonniers seront bientôt annoncés », a déclaré M. Walid Khleif, l'un des principaux dirigeants du groupe Abou Nidal devant des journalistes à Saïda au Liban sud. Il a précisé que les captifs se portaient bien et que les délégués de la Croix-Rouge internationale seraient autorisés « très prochainement » à leur rendre visite.

C'est le 8 novembre dernier, au moment où s'ouvrait le sommet arabe à Amman, que le Fatah-Conseil révolutionnaire avait revendiqué l'arraisonnement du bateau, le *Silco*, au large de la bande de Gaza, puis l'enlèvement de ses passagers. Trois Français se trouvent parmi les otages, dont deux fillettes de cinq et six ans. Le groupe Abou Nidal les accuse d'espionnage au profit d'Israël.

### Tunisie

### M. Barre reçu par le chef de l'État

Le président Ben Ali a reçu, vendredi 4 décembre, au palais de Carthage, M. Raymond Barre, en présence de M. Hédi Baccouche, premier ministre.

Venu participer à Sousse à un colloque sur les relations entre le Maghreb et la Communauté économique européenne, M. Barre a déclaré que l'entretien avait porté sur « les principaux problèmes qui se posent aujourd'hui à la Tunisie et au Moyen-Orient ». — (AFP)

● SOUDAN : une centaine de militaires gouvernementaux tués. — Une centaine de militaires soudanais ont été tués le 1<sup>er</sup> décembre en tentant de reprendre la ville de Kourmouk, à la frontière de l'Éthiopie, occupée depuis le 12 novembre par

l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), a affirmé, le vendredi 4 décembre, la radio de la SPLA captée à Nairobi. Deux cents autres soldats gouvernementaux ont été blessés et évacués sur Damazine, a raconté un des cinq prisonniers faits par la SPLA, un commandant.

La SPLA affirme avoir récupéré de grandes quantités de matériel abandonné par les gouvernementaux au cours de cette attaque manquée et avoir capturé, au total, depuis sa prise de Kourmouk l'équipement d'un escadron blindé et d'un bataillon d'artillerie.

**"LA FRANCE ETOUFFE"**

Michel Crozier, avec son habituel brio, a su, sans parti pris, exprimer ce que beaucoup de Français ressentent à la recherche d'une meilleure société civile.

Pierre Drouin - Le Monde

Michel Crozier

Etat modeste, Etat moderne

Stratégies pour un autre changement

Fayard

320 pages 95F

FAYARD



# Politique

## Le vingt-sixième congrès du PCF

### M. André Lajoinie appelle les communistes à s'engager pour le redressement de leur parti

Les délégués au vingt-sixième congrès du PCF ont poursuivi, le vendredi 4 décembre, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), la discussion générale entrecoupée d'interventions de représentants étrangers, une pratique abandonnée après le vingt et unième congrès extraordinaire (1974). En dehors de M. Martial Bourquin, premier secrétaire de la fédération contestataire du Doubs, tous les autres intervenants ont

« Je ne comprends pas pourquoi on parle comme ça du centralisme démocratique. On dit qu'on est contre, mais il faut le dire. » M. Jean-Louis Mons, « patron » de la fédération de Seine-Saint-Denis, n'est pas homme à perdre son temps avec les interrogations de quelques camarades. « Je ne vois pas, dit-il, la différence entre la reconnaissance de fait des tendances et la gestion des différences ou désaccords. » A l'évidence, ni l'une ni l'autre n'a son assentiment. Pour M. Sylviane Alardi, « première fédérale » de Haute-Garonne, il ne fait pas de doute que « nos détracteurs veulent nier le développement de la réflexion des communistes dans les trois dernières années ». Pour M. Henri Malberg, dirigeant de la fédération de Paris, qui ne prêche « ni auto-satisfaction ni auto-démolition », « un électeur socialiste qui pourrait voter communiste trouve en Pierre Juquin la voie de garage » toute prête. M. Jean-Jacques Ferrero, premier secrétaire fédéral des Hautes-Alpes, abstentionniste lors du précédent congrès, n'a, désormais, qu'un credo. « L'aspirant de parti » pour lequel il se donne du mal. Chacun à sa manière, ces responsables communistes ont répondu soit à M. Félix Damette (le Monde du 4 décembre), soit à M. Martial Bourquin. Ce dernier, dirigeant de la fédération du Doubs, est intervenu de bon matin pour poser quelques questions sur l'application du centralisme démocratique. Si le genre lui convient, il en va autrement de son fonctionnement. Il émet des doutes identiques sur la circulation de « toutes les idées » dans le parti. Pour lui, la majorité n'est pas forcément synonyme d'unanimité. Bref, le fonctionnement interne du PCF n'est pas exempt de reproches, pour les communistes du Doubs.

Après que M. Georges Ségué, ancien secrétaire général de la CGT et cheville ouvrière de l'Appel des cent, ait déclaré « la guerre à la guerre » et suggéré que le congrès « approuve la proposition de Egor Ligatchev » pour une table ronde européenne sur la sécurité et le désarmement, et que M. Piero Fassino, dirigeant du PCI, ait souhaité « des rapports confraternels entre partis

marqué leur accord avec le projet de résolution de la direction. A l'exception de M. Piero Fassino, dirigeant du PCI italien, sifflé et modestement applaudi, tous les représentants étrangers (Chine, Cuba, OLP, Vietnam) ont enregistré un franc succès. M. Georges Marchais a réagi négativement, sur TF 1, à l'éventualité d'une rencontre entre MM. Mitterrand et Gorbatchev sur le désarmement.

Ronald Reagan sur la diminution progressive des missiles installés en Europe. Mais il a exprimé l'avis radicalement inverse sur une hypothétique rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev, concernant le désarmement. « C'est à la fois une hypocrisie et une grossière manœuvre politique de François Mitterrand à la veille de l'élection présidentielle », a déclaré M. Marchais. « Tout le monde sait que François Mitterrand est opposé au désarmement », a-t-il souligné, sans doute à l'intention des Soviétiques, qui semblent l'ignorer. Sans que l'on sache si cette initiative de rencontre soit à mettre au compte de M. Mitterrand ou à celui de M. Gorbatchev, elle embarrasse, par avance, le secrétaire général du PCF. Elle le priverait d'un retombée positive dans l'opinion publique tant sur le terrain du désarmement que sur celui des rapports privilégiés du PCF avec le PCUS. C'est sans doute pourquoi M. Marchais affirme que le président de la République est « l'homme du surarmement et de l'antisoviétisme ».

#### Le PCI sifflé

S'opposant tant à M. Jacques Chirac qu'à M. François Mitterrand, M. Lajoinie a dénoncé « la fable visant à faire passer pour une seconde candidature communiste ce qui n'est, en fait, qu'une seconde candidature socialiste ». « Les communistes voient clair », a-t-il ajouté après cette seule allusion à M. Pierre Juquin. Il a fait part de son « sentiment d'enthousiasme à l'écoute du rapport de Georges Marchais », qui est, selon lui, « un texte de référence et une page de réflexion pour les communistes ». Consacrant l'essentiel de son allocution aux trois thèmes clés du programme du PCF — justice, liberté, paix —, M. Lajoinie a martelé qu'il agit pour chacun de ces trois concepts « ce sera voter communiste ». Il a, enfin, engagé les militants investis de responsabilités à se lancer sans attendre dans sa campagne électorale, en ouvrant « à cette occasion pour le redressement du PCF ».

Derrière lui, un autre poids lourd du parti, M. Henri Krasucki — précisant qu'il ne s'exprimait pas, en la circonstance, au nom de la CGT dont il est le secrétaire général — a plaidé pour l'existence « d'un solide parti d'avant-garde et d'un puissant syndicat de lutte ». « Notre devoir de parti révolutionnaire », a-t-il dit, est de contribuer à renforcer la CGT « pour conduire la lutte des classes ».

L'intervention la plus curieuse de la journée est venue du secrétaire général, invité de TF 1. M. Marchais s'était félicité du prochain accord entre Mikhail Gorbatchev et

« Les socialistes et la dissolution de l'Assemblée nationale. — « SOS centisme : les jeunes contre la troisième force. » Sous ce titre, une pétition vient d'être lancée à l'intérieur du PS et du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) par la branche jeune de Socialisme et République (ex-CERES). Parmi les premiers signataires figurent aussi, selon les auteurs du texte, des jeunes membres du courant AB (Mitterrand-mauroyiste), proches de M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS, ou de M. Pierre Mauroy. Ce texte, qui affirme que les socialistes doivent avoir un « projet (...) capable d'offrir aux jeunes une perspective d'avenir », précise qu'« un projet qui est à l'opposé de la politique de la droite ne peut être appliqué par une Assemblée nationale dominée par la droite ». « Nous devons, conclut le texte, affirmer haut et fort dès maintenant qu'au lendemain de notre victoire aux présidentielles l'Assemblée nationale devra être dissoute pour que notre politique ait le soutien d'une majorité de convaincus capables de la mettre en œuvre sans faiblesse ».

OLIVIER BIFFAUD.

## LIVRES POLITIQUES par André Laurens

Le mystère du PCF a longtemps tenu au secret qui entourait la vie interne de ce parti ; s'il se dissipe, actuellement, c'est moins par les progrès de la transparence que par ceux de la dispersion. Le mystère du PS s'épaissirait plutôt par des raisons inverses, tant le foisonnement effréné de ses débats et de ses querelles, loin d'éclairer l'option, la plonge dans la perplexité. Que veulent-ils à la fin, ces socialistes ?

Le pluralisme n'est pas, ici, de pure forme et l'on comprend qu'un spécialiste des sciences politiques, Yves Roucaute, l'emploie pour dénier, sous le titre « Histories socialistes » les fils d'un échec qui le font remonter jusqu'à la Commune de Paris.

Entreprise ambitieuse et touffue, qui entend éclairer la complexité du socialisme d'aujourd'hui par le rappel des strates accumulées dans le passé et des persévérances qui ont résisté à l'usure du temps, Yves Roucaute veut en finir avec l'analyse commode qui réduit l'histoire du socialisme français à une opposition entre deux sensibilités, incarnées par deux illustres figures, Jules Guesde et Jean Jaurès. Il estime, en outre, que les déterminations sociales et culturelles, plus complexes qu'on ne le dit, n'expliquent pas tout : il faut compter aussi avec les aléas de la lutte pour le pouvoir, à l'intérieur du parti et au sein de l'appareil d'Etat, sans oublier le hasard des destinées humaines. Notre auteur s'engage ainsi dans une réactivation du passé, en même temps qu'il restitue au présent son épaisseur historique. Il renvoie « les occasions manquées » de la social-démocratie à la France, qui n'a jamais trouvé pleinement sa voie, qu'il s'agisse de sa forme d'organisation, de sa doctrine ou de son projet politi-

### Le socialisme dans tous ses états

embourbées dans le colonialisme, elle renaît quand on la croit moribonde. Les socialistes d'aujourd'hui ne sont pas si différents de ceux d'hier. Selon Yves Roucaute, François Mitterrand procède d'une filiation qui emprunte au centisme réformiste de Jaurès et de Blum et au pragmatisme du radical-socialisme : Pierre Mauroy est un enfant de la social-démocratie ; Jean Poperen renvoie aux inspirateurs de la gauche révolutionnaire, Gustave Hervé, d'abord, Marcel Pivert, ensuite ; le CERES s'apparente au guésdisme de gauche incarné, entre les deux guerres, par Jean Zyromski ; quant aux rocardiens, « ils parviennent à intégrer une tradition proudhonienne, anti-étatisiste, presque libérale-libertaire, une tradition technocratique et une tradition chrétienne ».

Cas « Histories socialistes » nous replongent dans le détail — et parfois, quels détails ! — de la naissance de l'actuel Parti socialiste au congrès d'Epinay en

1971, de la période du programme commun de la gauche, de la gestion gouvernementale, entre 1981 et 1986, et depuis, de la cohabitation. Yves Roucaute ne s'embarrasse pas de précautions de style pour raconter les combats, les luttes de clans, les affrontements qui engendrent les ambitions personnelles, non qu'il veuille noircir le tableau, mais parce qu'il traite de la compétition politique telle qu'elle est, âpre et dure, et du socialisme, tel qu'il existe, au pluriel et d'une diversité pouvant aller jusqu'à la libération. C'est le prix et le risque d'une ouverture à plusieurs formes de sensibilité récurrentes de la gauche. En témoigne la description des nombreuses composantes de la mouvance socialiste qui clôt cet ouvrage.

Par rapport à cette tentative d'approche globale, s'appuyant sur une curiosité qui part dans toutes les directions, voici une Enquête sur le PS qui paraîtra plus linéaire. Elle est menée par Laurent Salini, ancien chef du service politique de l'Humanité. De Léon Blum à François Mitterrand, de la SFIO à l'actuel Parti socialiste, Laurent Salini explique comment le courant social-démocrate « miroir plus ou moins précis de ce qui se déroule dans le vaste champ réformiste » peut refléter les grandes poussées populaires pour retomber bien vite dans la tentation de gérer avec la droite, pendant le temps que celle-ci le supporte. Toutes les raisons, pour les communistes, de ne pas s'allier durablement avec les socialistes, sont là, mais, aussi, toutes celles de le faire si la pression populaire l'exige.

« Histories socialistes », d'Yves Roucaute, Lédrapeur, 450 pages, 120 F. Enquête sur le PS, de Laurent Salini, Messidor Éditions sociales, 176 pages, 90 F.

## Une campagne contre M. Barre

### Signé : anonyme

La campagne est ouverte. Voici que les imprimeries clandestines se remettent au travail. Un comité anti-Barre — le CAB — vient de se constituer. Selon le courtier anonyme qui nous a été adressé le vendredi 4 décembre, posté le veille du bureau « Paris-Bastille », ce comité aurait pour membres fondateurs « un certain nombre de militants de réseaux baristes dégoûtés par l'attitude anti-droite nationale de Raymond Barre » et s'est fixé pour tâche « de diffuser auprès de la presse divers documents confidentiels qui montrent clairement la politique anti-droite nationale que mène Raymond Barre ».

Pour ce premier envoi, ce comité livre deux pièces à conviction : « un article diffusé aux responsables des réseaux baristes attaquant le journal de droite France-Soir » et « une partie du résumé de la réunion du 18 novembre 1987 — 8 h 30 — ayant pour but principal de mettre en place une politique anti-chiracienne en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ». Seul l'extrait d'une note, ne portant aucune mention, mais signée d'un des membres du cabinet de M. Barre, M. Jean-Paul Faugère, évoquant plusieurs sujets d'actualité : « l'opportunité et les éventuelles modalités d'une prise de position de grandes personnalités gaullistes en faveur de M. Barre dès avant le premier tour », les conclusions à tirer « du voyage de M. Wiltzer en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française », ainsi que le com-

mentaire bariste sur la situation au Parti républicain.

Dans l'entourage de l'ancien premier ministre, on qualifie ce genre de procédé de « lamentable ». Le chef de cabinet de M. Barre, M. Pierre-André Wiltzer, explique que cette note dont il est fait état « est un papier entièrement fabriqué ». D'ores et déjà, M. Jean-Paul Faugère ajoute que ce genre de manœuvre est « totalement incroyable », précisant qu'au demeurant il n'est pas dans les habitudes de l'état-major bariste de travailler par note.

#### « Montage »

Au service de presse de M. Barre, on précise que le premier document (l'article diffusé aux responsables des réseaux) n'a rien de « confidentiel » et que le second ne comporte « aucun élément d'identification » sérieux. Dans ces conditions, ajoute-t-on, « on peut inventer n'importe quel montage ».

La technique n'est pas nouvelle. Lors de la campagne présidentielle de 1981, deux brochures contre M. Valéry Giscard d'Estaing avaient circulé à plusieurs milliers d'exemplaires, l'une le présentant comme « l'homme du Kremlin », la seconde narrant ses « aventures africaines ». Au cours de la campagne européenne de 1984, la tête de liste UDF, M. Simone Veil, avait également eu droit à sa brochure le présentant comme la complice de M. François Mitterrand. Depuis

1982, M. Barre est la cible privilégiée du groupuscule d'extrême droite de M. Laurent Cheminade, le Parti ouvrier européen (POE), qui, régulièrement, nourrit une campagne contre le « membre de la trinité », l'ami des Soviétiques financé par les banques suisses ». En mars 1986, une nouvelle brochure, anonyme encore, avait été éditée pour la campagne législative présentant « l'autre visage de Raymond Barre ». Au retour de son voyage des Antilles en avril dernier, un document tout aussi anonyme était parvenu dans les rédactions, stigmatisant le comportement de « diviseur » adopté par l'ancien premier ministre dans ces départements d'outre-mer.

Dans son numéro du 19 novembre 1987, le journal du Front national, National Hebdo, sous le titre « Qui veut voler Barre ? », annonçait déjà curieusement le couloir : « Des proches du ministre de l'Intérieur, dit-il, ont décidé de faire à Raymond Barre sa fête. Ils ont écrit une grande campagne de dénigrement contre lui (...) l'écrit principale de cette campagne : une brochure bourrée d'accusations et à laquelle travaille déjà une petite cellule technique ». La direction des renseignements généraux présente une autre version. Elle confirme qu'elle « s'attendait depuis plusieurs semaines à la diffusion de ce genre de documents » et met tout simplement en cause « un groupe de journalistes travaillant contre M. Barre ».

DANIEL CARTON.

## Aux Antilles

### Toute la gauche est mobilisée à l'occasion de la venue de M. Le Pen

Un collectif « contre le racisme et le fascisme » regroupant quatorze organisations et partis de gauche et d'extrême gauche a lancé un « appel à la mobilisation du peuple martiniquais » à l'occasion de la venue aux Antilles de M. Jean-Marie Le Pen, qui est attendu le dimanche 6 décembre, à Fort-de-France, première étape d'un périple d'une semaine dans les départements de cette région. Ce collectif annonce une manifestation non violente à l'aéroport, tandis que cinq autres mouvements indépendantistes se déclarent

prêts « à tous les efforts pour remettre Le Pen dans l'aviation et l'empêcher de fouler le sol national ».

Toutes ces organisations estiment que la visite du chef de file de l'extrême droite constitue « une provocation à l'égard de l'histoire antillaise, marquée par l'esclavage, à l'égard de l'immigration antillaise en France, victime de l'idéologie raciste véhiculée par le Front national, et vis-à-vis du mouvement ouvrier au moment où les libertés syndicales sont menacées ».

## Un Front national blanc et discret

FORT-DE-FRANCE  
de notre correspondant

Le Front national ne fait pas recette aux Antilles, mais il existe, animé essentiellement par des métropolitains.

En Martinique, la participation d'une liste du Front national aux élections législatives de mars 1986 avait été une surprise, parce que, depuis l'annonce de sa création officielle, en septembre 1984, la section locale du parti de M. Le Pen n'avait jamais fait parler d'elle. Après avoir recueilli 1469 voix, soit 1,34 % des suffrages exprimés, elle a replongé dans une quasi-clandestinité, bien que certains de ses anciens graffitis — « Les nègres en Afrique, la France aux Français » — demeurent visibles sur certains murs.

En mars 1986, les six candidats du Front national aux législatives étaient tous des métropolitains domiciliés en région parisienne : seul celui qui conduisait la liste était né en Martinique et y avait conservé des liens.

En Guadeloupe, il existe depuis novembre 1984 une fédération « l'épéniste » rassemblant, là aussi, presque exclusivement des originaires de la métropole et des Blancs créoles. En mars 1986, la liste qu'elle avait présentée se composait de cinq citoyens domiciliés à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy, les deux paradis fiscaux antillais. Elle était d'ailleurs conduite par le maire de Saint-Barthélemy, M. Remy de Harnen, un créole, et elle avait recueilli 547 voix, soit 0,68 % des suffrages, plus de deux points de moins que la liste du FN aux élections européennes de juin 1984 (666 voix, 2,87 %).

L'implantation du parti de M. Le Pen en Guadeloupe a été marquée, d'autre part, il y a deux ans par un drame : une bombe a explosé, le 13 mars 1985, dans un café-restaurant de Pointe-à-Pitre tenu par un ancien parachutiste d'origine alsacienne, M. Jean-Claude Muller, propagandiste du Front national, et cet attentat, dont les auteurs n'ont pas été identifiés, a fait trois morts et huit blessés.

En Guyane, où le Front national n'a pas participé aux élections législatives de mars 1986 mais simplement aux régionales, où il a obtenu 571 voix (3,58 %), les partisans de M. Le Pen habitent presque tous à Kourou et se recrutent parmi le personnel de la base spatiale, vivant en général à l'écart des autochtones.

La « blancheur » des sections locales du Front national ne doit pas faire penser, toutefois, que les options de M. Le Pen scandalisent tous les Antillais de couleur. Certains d'entre eux admettent, certes, que M. Le Pen n'aime guère les étrangers « basanés », mais ils rétorquent qu'ils se sentent eux-mêmes « basanés » ou non. « Français de toujours ». Et, quand le chef de file de l'extrême droite les sollicite, ils sont portés à y voir la preuve que M. Le Pen est soucieux de la même franchise qu'eux. L'ampleur des protestations provoquées par la visite du chancelier de la France aux Français dans ces trois départements indique, toutefois, que ceux qui soutiennent ce point de vue modéré ne sont pas, loin de là, majoritaires aux Antilles.

ÉTIENNE MARIE.

## En Polynésie française

### M. Flosse tente de briser la coalition dirigée contre lui par M. Léontieff

PAPEETE  
de notre correspondant

Revenu précipitamment en Polynésie pour essayer de contrer la coalition constituée contre le gouvernement territorial par son ancien dauphin, M. Alexandre Léontieff, député RPR, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud et chef du Tahaerna Huiraatira (qui disposait jusqu'à présent de la majorité absolue à l'Assemblée locale) n'a pas caché son amertume. Jeudi 3 décembre, à l'égard des quinze transfuges de la motion de censure dont l'adoption pourrait aboutir à la mise en place d'un nouveau pouvoir exécutif, il a aussitôt entrepris de ramener ces contestataires à de « meilleurs sentiments » pour empêcher M. Léontieff de parvenir à ses fins. La veille,

celui-ci avait toutefois reçu un renfort de marque avec le ralliement à sa « conjuration » de M. Tutu Salomon, ancien député RPR du territoire.

M. Flosse a néanmoins obtenu un répit puisque la discussion de la motion de censure signée, au total, par vingt-neuf des quarante membres de l'Assemblée territoriale (quinze conseillers de la majorité actuelle et quatorze élus de l'opposition) n'a pas eu lieu le vendredi 4 décembre comme l'espéraient M. Léontieff et ses alliés. Rien ne l'obligeait à accepter la date proposée par les auteurs de ce texte, le président de l'Assemblée territoriale, M. Roger Doorn, a renvoyé la discussion à la semaine prochaine.

Pendant ce temps M. Léontieff poursuit ses négociations avec ses partenaires. Il leur a proposé trois

sièges dans le futur gouvernement, qui comprendrait dix ministres, mais ses interlocuteurs en revendiquent au moins deux de plus.

Les discussions en cours pour la mise au point d'un programme commun de gouvernement semblent aussi traîner en longueur. S'ils sont tous d'accord pour aider M. Léontieff à ravir le pouvoir à M. Flosse, son ancien protecteur, les principaux dirigeants de l'opposition locale, qu'il s'agisse de MM. Jacky Drollet (indépendantiste), Emile Vernaudon, Quito Braun-Ortega (divers droite) ou Jean Juventin, maire de Papeete, ancien député non inscrit, ne veulent pas, en revanche, donner carte blanche à ce docteur en sciences économiques de trente-neuf ans qui est longtemps apparu comme l'héritier potentiel de leur adversaire numéro un.

MICHEL YENKOW.



\* Angleterre, Pays de Galles.  
Ecosse, de Bernard Rapp, Editions  
Nathan, 192 p., 245 F.



سكنا من الدول

# Société

## JUSTICE

Aux assises des Pyrénées-Atlantiques

### Deux membres du GAL sont condamnés à huit et douze ans de réclusion

PAU  
de notre envoyé spécial

Mohand Talbi, trente-quatre ans, et Jean-Pierre Echallier, quarante ans, anciens légionnaires, ont été condamnés, le vendredi 4 décembre, par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, à respectivement douze ans et huit ans de réclusion criminelle. Ils ont été reconnus coupables d'association de malfaiteurs, de l'enlèvement et de la séquestration, durant dix jours, d'un représentant de commerce d'Hen-daye, qui ils auraient confondu avec le trésorier de l'ETA (le Monde du 4 décembre).

Ils ont reconnu à l'audience avoir été payés pour ce « contrat » par des industriels rencontrés à Bilbao, à qui ils avaient été présentés par un fonctionnaire de police surnommé « Pépé » (diminutif de José en espagnol) et qui pourrait être, bien que son nom n'ait pas été prononcé, le commissaire José-Amedeo Foucé, considéré comme l'un des responsables du GAL (le Monde du 2 décembre).

La deuxième journée du procès n'a pas permis de déterminer les raisons qui avaient amené les ravisseurs à prévenir la police de Biarritz de la préparation d'attentats contre des réfugiés basques espagnols.

La cour d'assises, uniquement composée de magistrats, a assorti son jugement des circonstances atténuantes.

Ph. E.

● Arrestation de l'auteur présumé d'un double meurtre en Seine-Maritime. — Jean-Luc Pierre, trente-trois ans, a avoué, dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 décembre, le meurtre de deux jeunes gens — Pascal Farrier, vingt-cinq ans, et Catherine Clavier, vingt-deux ans — dont les corps avaient été retrouvés, le 16 novembre, au fond d'un bassin de décaissement de la station d'épuration de Montmain, en Seine-Maritime (le Monde du 18 novembre). Jean-Luc Pierre, arrêté par la gendarmerie dans un foyer de Rouen, avait été condamné à deux reprises pour des attaques de couples et de femmes seules.

Un magistrat d'un niveau aussi élevé qu'un président de cour d'assises peut-il ignorer impuissant les règles de droit relatives à la présomption d'innocence ? C'est, en substance, ce qu'a plaidé, mercredi 2 décembre, M<sup>e</sup> Yves Lachaud, conseil de M. Rolf Dobbertin, en réclamant devant la première chambre civile de Paris 120 000 F de dommages et intérêts à M. André Giresse, président de la première section de la cour d'assises de Paris de 1975 à 1985, date à laquelle il a obtenu sa mise en congé spécial.

Dans un livre publié en mai 1987 sous le titre *Seule la vérité blesse*, le magistrat évoquait de nombreuses affaires qu'il a eu à connaître. Parmi celles-ci, il cite les poursuites engagées en 1979 contre M. Dobbertin, chercheur au CNRS, accusé d'avoir transmis à la République démocratique allemande des renseignements d'ordre scientifique. Soutenu par près de cinq cents techniciens et savants qui estiment qu'il n'a trahi aucun secret, le chercheur n'a pas encore été jugé, la Cour de cassation ayant eu à se prononcer sur plusieurs irrégularités de la procédure invoquées par ses défenseurs. Mais, dans son ouvrage, M. Giresse le traite comme « un agent de l'Est de haut

Au tribunal de Paris

### M. Giresse et la présomption d'innocence

vol », susceptible « d'échapper à ses responsabilités et, conserver sa place éminente au sein du monde scientifique français qu'il était venu infiltrer ».

Pour M<sup>e</sup> Jean-Marc Varant, conseil de M. Giresse, les propos de l'ouvrage, « justement sous-titré *L'honneur de déplaire* », ne font que s'appuyer sur la procédure suivie à l'encontre du chercheur. En outre, l'avocat a soutenu que la juridiction civile n'était pas compétente pour juger son client, qui demeure un magistrat jusqu'au 28 décembre 1987. La faute invoquée ne serait pas détachable du service, et, paradoxalement, c'est dans le cadre de ses fonctions judiciaires qu'il aurait écrit un livre qui met à mal tant de magistrats. Enfin, M<sup>e</sup> Varant a demandé aux juges de prononcer un sursis à statuer jusqu'à ce que M. Dobbertin ait comparu devant une cour d'assises afin que la bonne foi de M. Giresse puisse être clairement établie. La première chambre du tribunal civil présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de Paris, rendra son jugement le 6 janvier.

M. P.

## SPORTS

Les surprises du sponsoring

### Des hockeyeurs ouest-allemands aux couleurs du colonel Kadhafi

BONN  
de notre correspondant

L'équipe de hockey sur glace d'Isarhorn, une petite ville de Westphalie, était au bord de la faillite. A mots d'un miracle, elle était ée contrainte de renouer avec le sport. Le ministre de l'Industrie estime de son côté qu'il s'agit là d'une « mauvaise plaisanterie ».

L'affaire a été résolue grâce à l'ancien maire chrétien démocrate de la ville voisine de Hemmer, M. Hans Meyer. Ce dernier s'est fait une réputation nationale en étant le seul homme politique ouest-allemand à pren-

dre la parole devant la Chambre du peuple de Tripoli.

Le président de la Confédération des sports de RFA trouve que le président du club de hockey d'Isarhorn pousse le palet un peu loin et trouve « inadmissible » cette intrusion de la politique dans le sport. Le ministre de l'Industrie estime de son côté qu'il s'agit là d'une « mauvaise plaisanterie ».

M. Hans Welfenbach s'étonne de tout ce remue-ménage, et a déclaré que « le colonel Kadhafi est un homme d'affaires et non un homme de sport ». La Fédération ouest-allemande de hockey a annoncé qu'une procédure d'exclusion pouvait être engagée si le club persistait dans ses intentions. Si tel était le cas, il ne resterait plus aux hockeyeurs qu'à mettre la crosse en l'air et à rompre les rangs.

LUC ROSENZWEIG.

### Un policier porte plainte contre la DST pour « violation de domicile »

Un policier, M. Dany Kuchel, a porté plainte vendredi 4 décembre contre la DST (direction de la surveillance du territoire), le contre-espionnage français, pour « violation de domicile par un fonctionnaire de police ».

M. Kuchel, vingt-sept ans, travaillait comme inspecteur à la direction des renseignements généraux à la préfecture de police de Paris, à la section étranger, où il était particulièrement chargé de la surveillance des ressortissants des pays de l'Est. Le 4 décembre 1986, il a été convoqué par la DST et, précise son avocat, M. Hervé Page, a été « longuement interrogé durant une journée sans avoir été placé en garde à vue. Une perquisition a alors été effectuée à son domicile par la DST en sa présence, mais sans qu'il ait donné son accord ».

Selon l'avocat, les circonstances de cette perquisition sont « contraires au code de procédure pénale. Dans le cadre d'une enquête préliminaire, ce qui était le cas, la personne doit donner son accord pour toute perquisition à son domicile », souligne l'avocat.

L'inspecteur avait déposé une première plainte en octobre 1987 auprès du procureur de la République de Paris, qui l'a classée sans suite. Il a alors déposé une nouvelle plainte avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, M. Alain Saurat, qui a désigné le juge Alain Verleone pour instruire l'affaire.

La DST, interrogée par l'AFP, s'est refusée à tout commentaire.

● Montyonisme. — Le docteur Gérard Gerson, oto-rhino-laryngologiste avenue Félix-Faure, à Paris, nous demande de préciser qu'il n'a aucun rapport avec le docteur Gérard Gerson, impliqué dans l'affaire des certificats médicaux de complaisance dont le Monde a rendu compte dans son numéro du 2 décembre sous le titre « Les faux malades de la conscription ».

L'affaire des fausses factures de Lyon

### Des magistrats s'étonnent du dessaisissement du juge Fenech

« Approuvé par une très large majorité des juges d'instruction présents à Lyon », un communiqué diffusé vendredi 4 décembre s'étonne que « dans l'affaire dite des fausses factures », le juge Georges Fenech, chargé du dossier (Radio-Notre), à l'origine de la découverte d'éléments nouveaux ayant entraîné l'ouverture d'une information distincte, n'ait pas été chargé de celle-ci ».

Les auteurs du communiqué « soulignent qu'il serait extrêmement préjudiciable à une bonne administration de la justice que de tels dessaisissements se multiplient, quelles qu'en soient les raisons et, a fortiori, s'ils étaient motivés par un dépôt de plainte contre le juge ».

Au nom de l'association « Les fils de France », son président, M<sup>e</sup> Serge Karsfeld, et M<sup>e</sup> Charles Libman ont déposé, vendredi 4 décembre, chez le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, une plainte pour « crimes contre l'humanité », visant Alois Brunner, officier nazi, chef du camp de Drancy en 1943 et 1944, qui résiderait actuellement en Syrie.

Alois Brunner a été condamné par contumace en janvier et mai 1954 à la peine de mort par les tribunaux militaires permanents des forces armées de Marseille et de Paris pour crimes de guerre. La prescription étant intervenue depuis 1974, la France n'avait plus de support légal pour demander l'extradition à la Syrie.

Si Lockheed a pu livrer à l'armée de l'air française aussi rapidement, c'est que la société américaine disposait de quelques Hercules « queques blanches ». C'est-à-dire construits d'avance et sans client déterminé. Six Hercules supplémentaires pourraient être commandés en 1989.

A ce jour, Lockheed a vendu plus de 1 800 Hercules de tous types à cinquante-sept pays différents. Le coût d'un avion est estimé, en moyenne, à 120 millions de francs. En principe, la société Aérospatiale et le groupe Dassault-Breguet devraient recevoir, à titre de compensations industrielles, l'équivalent, chacun, de 30 % de la charge de travail représentée par cette commande à Lockheed et étalée sur une durée de huit ans.

La réforme de la procédure pénale

### Le Syndicat de la presse parisienne exprime de « vives réserves »

Dans un communiqué publié le vendredi 4 décembre, le Syndicat de la presse parisienne (SPP), présidé par M. Jean Miot, exprime « ses plus vives réserves » à l'égard de l'amendement au projet de réforme de la procédure pénale adopté le 2 décembre (le Monde du 4 décembre) par la commission des lois de l'Assemblée nationale et visant à instituer à l'égard de la presse « un délit d'atteinte à la présomption d'innocence ».

« Tout en comprenant le souci du législateur de sauvegarder les intérêts des personnes qui pourraient être mises en cause à l'occasion d'affaires judiciaires », le SPP, pour-

suit le communiqué, estime que la rédaction de cet amendement, en raison de son caractère général, ne permettrait pas aux organes d'information d'assurer, sans intention de nuire et en toute indépendance, leur mission d'informer ».

Pour le SPP, « il est certain que la menace constante d'une action pénale ou civile qui pourrait être intentée contre une publication de presse conduirait, dans la pratique, à ce que la presse ne puisse plus couvrir l'actualité judiciaire ».

« Une nouvelle forme de censure ne pourrait alors manquer de se développer », conclut le SPP.

Ancien adjoint d'Eichmann

### Alois Brunner est l'objet d'une plainte pour « crimes contre l'humanité »

Syrie, mais la procédure engagée par l'association permettra d'ouvrir à nouveau le dossier de l'ancien officier nazi, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans.

La plainte pour crimes contre l'humanité, « imprescriptibles par leur nature », se fonde sur l'action d'Alois Brunner au camp de Drancy. Il lui est reproché d'avoir « participé comme dirigeant, organisateur et complice, à l'opération d'un plan concerté tendant à l'arrestation, à l'internement et à la déportation de nombreux enfants juifs pour des motifs raciaux ».

Ces faits, qui n'ont pas été examinés par les tribunaux militaires en 1954, concernent l'arrestation, le 20 juillet 1944, de deux cents

enfants juifs qui se trouvaient dans des centres de l'Union générale des Israélites de France de la région parisienne. Regroupés à Drancy, ils devaient être déportés le 31 juillet 1944 au camp d'Auschwitz.

Alois Brunner a été retrouvé en 1982 par M<sup>e</sup> Serge Karsfeld, qui identifia l'ancien officier nazi réfugié à Damas sous le nom de Georg Fischer. Le parquet de Cologne avait lancé un mandat d'arrêt et une demande d'extradition en décembre 1984. Le 19 juin 1987, Interpol diffusait un ordre de recherche à ses cent-quarante-deux pays membres, dont la Syrie (le Monde du 21 janvier 1987).

MAURICE PEYROT.

SKI ALPIN : Critérium de la première neige

### Maria Val d'Isère

Les skieuses suisses ont occupé les trois marches du podium de la première descente inscrite au programme de la Coupe du monde avec Maria Walliser, Mikaela Figini et Zoé Hass, le vendredi 4 décembre à Val d'Isère. Trois autres skieuses helvétiques se sont classées dans les dix premiers. Claudine Emontet, l'enfant de Sallanches, termine seizième, à 1 s 82/100 de la gagnante.

VAL-D'ISÈRE  
de notre envoyé spécial

Sur la piste de Val d'Isère, les skieuses suisses ont joué une nouvelle séquence des championnats du monde de l'hiver dernier. Les jeunes filles helvétiques se sont rappelé au bon souvenir de tous ceux que leurs modestes résultats à Sestrières, la semaine dernière, avaient inquiétés. « Voilà la preuve que nous sommes en forme en ce début de saison », déclare Maria Walliser au terme de sa course. La petite brune aux yeux verts savoure sa victoire.

La même envie de gagner

Une nouvelle fois, la championne du monde de descente triomphe. La skieuse endurcie s'impose grâce à sa détermination. « J'ai vraiment un esprit compétitif, et je suis capable de me surpasser en course, même lorsque mes performances à l'entraînement sont plutôt décevantes ». Le sourire de l'athlète vive ses commentateurs inquiets de sa trentième-quatrième place la veille, lors de sa séance d'entraînement. Mais la joie professionnelle entretenue de la skieuse de vingt-quatre ans s'adresse aussi à son éternelle rivale, Mikaela Figini, qu'elle a encore battue.

On peut être dans la même équipe et ne s'apprécier que médiocrement. Maria et Mikaela illustrent cette situation. Les deux jeunes filles partagent la même envie de gagner. Idoles toutes les deux de la jeunesse suisse, elles n'ont de cesse de s'affirmer l'une par rapport à l'autre. Maria ne cache pas qu'elle préfère terminer deuxième une épreuve der-

rière une rivale étrangère, plutôt qu'après une de ses camarades de l'équipe suisse.

Mikaela, la benjamine, parle souvent de revanche. Les deux fausses amies bouleversent le prétendu calme suisse. Leurs personnalités se heurtent durement et provoquent des remous dans l'équipe. L'habileté de l'entraîneur Jean-Pierre Fournier est constamment sollicitée pour résoudre les conflits entre les élites.

Déjà, la perdante du jour remarque : « La compétition libre Walliser, alors que souvent elle bloque les autres skieuses ». L'humour ne l'empêche cependant pas de souligner que cette victoire est une bonne chose pour toute l'équipe. Comme si ce n'était pas elle qui avait un peu trop sa rivale, elle vante les qualités de la troisième, Zoé Hass, une représentante de l'équipe suisse elle aussi, bien qu'elle soit née à Calgary (Canada).

Zoé, la ludoise helvétique, habituée des exploits retentissants comme des contre-performances instantanées. La skieuse de vingt-cinq ans semble avoir décidé cette année de passer à l'offensive. Les Jeux à Calgary la motivent. En faisant violence à sa nature réservée, elle souhaite que Jean-Pierre Fournier ne puisse plus dire : « Zoé est capable de remporter n'importe quelle course de Coupe du monde, mais elle peut aussi bien terminer dernière ».

Les trois filles sur le podium ne se regardent pas vraiment. Chacune pense déjà à la course du lendemain. Elles sont deux à se réjouir du fait que la tension soit toujours plus vive pour la gagnante. Mais Maria Walliser se souvient pas de découvrir ses supporters qui la harcèlent, depuis une première victoire en 1983, « Maria Val d'Isère ».

SERGE BOLLOCH.

● TENNIS : Masters. — Le Sud-africain Mats Wilander s'est qualifié, le vendredi 4 décembre, pour les demi-finales du Masters, disputé à New York et doté de 500 000 dollars de prix, en battant l'Américain Pat Cash 7-6, 6-3. L'Américain Brad Gilbert a battu l'Allemand de l'Ouest Boris Becker 4-6, 6-4, 6-4. L'Américain Jimmy Connors, grippé, a abandonné contre le Tchèque Ivan Lendl, qui menait 4-3 dans le premier set.

## DÉFENSE

Des transporteurs lourds pour l'armée de l'air

### La France a commandé six avions Hercules à la société Lockheed

Le constructeur américain Lockheed livra, mardi 8 décembre, sur la base d'Orléans (Loiret), ses deux premiers avions de transport lourd C-130 Hercules à l'armée de l'air française. La commande, qui n'a pas été formellement annoncée par le gouvernement français, porte sur six exemplaires directement achetés à la société américaine (nos dernières éditions datées 5 décembre).

A l'origine, il s'est agi pour l'état-major de disposer d'un avion quadrimoteur capable d'effectuer des étapes intercontinentales sans escale pour compléter sa flotte d'appareils Transall qui ont besoin d'être ravitaillés en vol. Le choix des aviateurs français s'est porté sur trois versions C-130 H de Hercules, livrées avant la fin de cette année, et sur trois versions dites allongées, le C-130 H-30, livrées à la mi-1988.

Les trois premiers Hercules sont capables de transporter en vol direct, sur 4 500 kilomètres, une charge de 16 tonnes, alors que le Transall n'embarque que 8 tonnes

(avec deux ravitaillements en vol). Le C-130 H pourra acheminer quatre-vingt-dix combattants, tandis que la version allongée en transporte jusqu'à cent vingt-huit.

Si Lockheed a pu livrer à l'armée de l'air française aussi rapidement, c'est que la société américaine disposait de quelques Hercules « queques blanches ». C'est-à-dire construits d'avance et sans client déterminé. Six Hercules supplémentaires pourraient être commandés en 1989.

A ce jour, Lockheed a vendu plus de 1 800 Hercules de tous types à cinquante-sept pays différents. Le coût d'un avion est estimé, en moyenne, à 120 millions de francs. En principe, la société Aérospatiale et le groupe Dassault-Breguet devraient recevoir, à titre de compensations industrielles, l'équivalent, chacun, de 30 % de la charge de travail représentée par cette commande à Lockheed et étalée sur une durée de huit ans.

## IMMIGRATION

### Escale au Parlement pour le « charter des droits civiques »

C'est de manière très solennelle que le « charter des droits civiques dans tous les domaines : logement, éducation, justice, etc. » France-Plus est arrivé à Paris le vendredi 4 décembre. Après une tournée de 52 jours dans de nombreuses villes, ces jeunes militants, qui plaident pour une inscription des enfants d'immigrés sur les listes électorales, ont été reçus par plusieurs ministres et parlementaires.

Ils se sont entretenus successivement avec MM. Claude Mallouret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et Alain Chénouard, garde des sceaux. Puis ils ont tenu une réunion dans une salle du Palais-Bourbon, en présence de plusieurs députés. Avant de se rendre au Sénat, les membres de France-Plus étaient reçus dans l'après-midi par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.

« Nous nous battons pour que les jeunes Français issus de l'immigration s'inscrivent sur les listes électorales », a rappelé le président de France-Plus, M. Arezki Dahmani. Ils doivent devenir des citoyens à part entière. Leur droit à la ressem-

blance suppose une égalité des droits dans tous les domaines : logement, éducation, justice, etc. A l'issue de l'entrevue, M. Séguin a annoncé que la mise en œuvre de « seize propositions » contenues dans le rapport Hannoun et relevant de la compétence du ministre des affaires sociales et de l'emploi sont « d'ores et déjà engagées ».

Parmi ces mesures figure notamment l'élaboration de la formation aux droits de l'homme dans les administrations pour les personnels au contact avec le public. Au cours de la discussion avec les représentants de France Plus M. Séguin a rejeté une nouvelle fois toute idée d'« alliance avec Le Pen » pour l'élection présidentielle.

## EN BREF

● Signature de l'accord franco-américain sur le SIDA. — L'institut Pasteur et le département de la santé des Etats-Unis ont mis fin, le vendredi 4 décembre, à Paris, au colloque franco-américain sur l'antériorité de la découverte du virus du SIDA et à celui sur les brevets de tests de dépistage qui en découlaient. Le professeur Raymond Dedonder, directeur de l'institut Pasteur, et M. Don Newman, secrétaire adjoint à la santé américaine, ont signé les ultimes documents d'accord, mettant un terme définitif à un litige dont le règlement avait été annoncé le 31 mars à la Maison Blanche par MM. Reagan et Chirac (le Monde du 1<sup>er</sup> avril). Aux termes de cet accord, deux fonde-

tions, une « Fondation franco-américaine pour le SIDA » et une « Fondation mondiale pour le SIDA » seront créées.

● Naufrage d'un navire des expéditions polaires australiennes. — Le navire *Nelliegun*, affrété par les expéditions polaires australiennes pour relever les équipes scientifiques de la base de Macquarie, une île située au sud-est d'Antarctique, a coulé dans la nuit du 3 au 4 décembre. L'équipage et les passagers ont eu le temps d'enfiler les brassards de sauvetage et ont pu gagner un flot à la nage, où ils ont été secourus.



# L'avenir de la Bibliothèque nationale

Un entretien avec le nouvel administrateur général

Un rapport de M. Francis Beck

## Emmanuel Le Roy Ladurie : il faudra créer une « BN bis » à proximité de Paris

« Que pensez-vous du rapport remis par Francis Beck au ministre de la culture ?  
— Ce rapport a été commandé par le ministre de la culture antérieurement à ma nomination. Il me paraît très intéressant sur bien des points. Je ne souscris pas nécessairement à toutes ses conclusions. Pourtant, certaines d'entre elles sont en parfaite conformité avec ce que je pense. Il est souhaitable que la Bibliothèque nationale bénéficie de la bienveillante attention du prochain septennat. Georges Pompidou, excellentement, a conçu le Centre qui porte son nom. Valéry Giscard d'Estaing, de même, nous a laissé la Cité des sciences et le Musée d'Orsay. François Mitterrand a fait coup triple avec le Grand Louvre, la Cité de la musique et l'Opéra de la Bastille.  
— Cette politique de grands travaux, de « grandes causes nationales », est certainement à poursuivre. Le prochain d'entre eux devrait concerner, me semble-t-il, l'extension urbaine ou suburbaine, de la Bibliothèque nationale. Devra-t-elle être implantée à Marne-la-Vallée ? Je ne sais pas. Une chose est certaine, elle devra s'élever dans Paris ou à proximité de Paris, près d'une ligne de métro ou de RER. Elle doit également avoir la possibilité de s'étendre ultérieurement.  
— Devra-t-elle, comme le pense Francis Beck, se consacrer essentiellement à l'imprimé ?  
— Il ne s'agit pas de raisonnable d'abandonner certains de nos départements périphériques. C'est la Bibliothèque nationale, un véritable musée, unique en son genre, un « Louvre » de la médaille. A l'extrême limite, on pourrait envisager de faire abriter ces collections par le Grand Louvre. A condition d'en conserver la totale propriété à la BN. Notre fonds d'estampes est considérable. Nous ne devons pas le délaisser, même si nous ne sommes pas exhaustifs dans ce secteur. Il en va de même pour la photo. M. Beck cite volontiers, avec raison, les grandes bibliothèques internationales, je dirais que nous devrions prendre comme exemple la Librairie du Congrès à Washington, qui constitue une véritable ville avec ses différents quartiers.  
— Vous voulez garder, aussi, votre département des arts du spectacle alors que vous ne pouvez lui consacrer qu'une cinquantaine de mètres carrés dans la galerie Colbert ?  
— Le département des arts du spectacle est un secteur très important ici. Il comprend une masse de documents imprimés, mais aussi des costumes, des maquettes et même des éléments de décor. La partie imprimée de la collection Rondel qui est le noyau de ce département est l'un de nos trésors. Il n'est pas question que nous nous en séparions.

### Le coût de l'information

— Revenons au rapport Beck qui prévoit, à terme, la mort du support papier, donc le déclin de la Bibliothèque nationale.  
— Cela fait trente ans que je fréquente assiduellement les bibliothèques européennes et surtout américaines et je peux vous assurer, qu'aujourd'hui comme hier, et pendant longtemps encore, le papier reste et restera, au moins pour la prochaine génération, un support essentiel de toute bibliothèque. Ceux qui pensent le contraire, ont-ils séjourné longtemps comme je l'ai fait dans tel « temple » livresque, à Harvard, à Cornell, à Michigan ? Le papier est menacé ? Certes. Mais que sait-on de la vie d'une microfiche ? Les microfiches, il faut s'en servir pour les documents fragiles. On doit réfléchir, à ce propos, à une campagne de souscription nationale comme l'ont fait les Anglais pour hâter la sauvegarde des documents menacés.  
— Francis Beck, dans son rapport, parle de « drame de l'information ».  
— C'est vrai. L'information a coûté cher à la BN : un cinquième de son budget pendant longtemps. Mais enfin cela en valait la peine. Peut-être n'avons-nous pas fait en 1983 le choix idéal en la matière ? L'hypothèque des Etats-Unis a pu effrayer des personnes animées des meilleures intentions. Je constate en tout cas que nous avons tranché, qu'un bon programme a été mis sur pied. Qu'il ait pris du retard... Peut-être avons-nous été bien trop sophistiqué ? Aujourd'hui des secteurs entiers de la BN sont informatisés et le catalogue récent devrait être consultable sur des terminaux par les lecteurs dans le courant de

l'année 1988. Il y a des problèmes de comptabilité avec des systèmes en fonction dans d'autres bibliothèques, mais une méthode « d'interface » est en voie d'être mise au point.  
— Ce qui est impressionnant dans ce rapport, c'est la critique du fonctionnement de la maison, ses pesanteurs, ses féodalités, son manque de productivité.  
— Le puissant arbre qui cache quelque peu la forêt, ce qui façonne l'image de la BN, c'est la grande salle du département des imprimés. Dès qu'il y a une grève ou un conflit dans ce secteur, immédiatement les médias s'en emparent. Or, il y a des départements où tout se passe sans histoires. Où il y a peu de grèves et guère d'embouteillage dans celui des manuscrits ou des estampes, par exemple. Ce qui ne veut pas dire que les problèmes ne se posent point. Les salaires des niveaux les plus modestes de la fonction publique ne sont pas élevés et l'action syndicale est légitime depuis Napoléon III, à la BN comme ailleurs. Il y a un problème de productivité, je ne le cache pas, nous allons essayer de le résoudre progressivement.  
— Cela dit, il ne faut rien exagérer. Ainsi, dans le service du catalogue à la Bibliothèque de la France, les employés effectuent des opérations plus nombreuses qu'autrefois et traitent des sujets qui n'étaient pas de leur ressort dans le temps passé. De même, en ce qui concerne les problèmes de redondances pour la confection des notices, nous sommes arrivés à une situation où il n'y a plus de double emploi, mais enrichissement de la notice entre le dépôt légal et la bibliographie de la France.

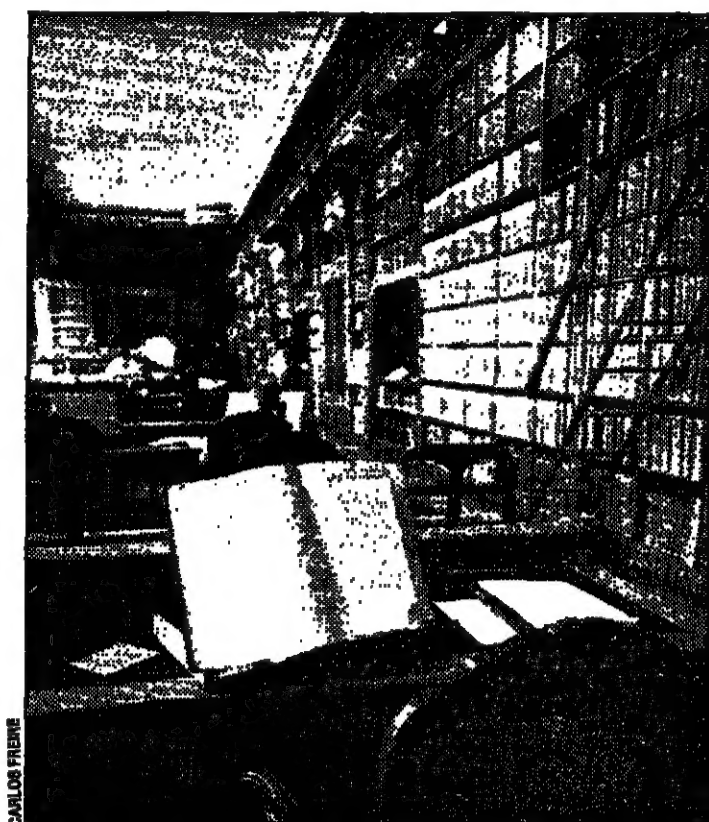
### Raisonnement optimiste

— Pensez-vous que la BN comme une entreprise ?  
— Le problème est le même pour de nombreux secteurs de la fonction publique qui, néanmoins, font preuve d'efficacité. Il n'y a pas de raison qu'il n'en aille pas ainsi à la BN.  
— Francis Beck s'appuie souvent sur l'exemple des grandes bibliothèques internationales — américaines notamment. La comparaison n'est pas toujours à l'avantage de la Bibliothèque nationale.  
— Les grandes bibliothèques américaines sont infiniment plus riches que nous. Leur budget est un multiple du nôtre, à nombre de livres égal. Dans certains cas, leurs entrées sont directement ou indirectement payantes, ce que nous ne pouvons pas faire ici au même degré.  
— Comment comptez-vous vous en sortir ?  
— Je suis très réconforté par l'atmosphère amicale que j'ai trouvée à mon arrivée. La suite dépendra des moyens qui seront mis à la disposition de notre prochain plan de modernisation. D'ores et déjà, mon ministre, M. Létoury s'est montré bienveillant à notre égard. Je suis donc raisonnablement, incontestablement, optimiste.  
— Il nous faut en tout cas multiplier les contacts avec les secteurs publics et privés pour recueillir des aides supplémentaires. A moyen terme, achever l'informatisation, persévérer dans les entreprises de désacidification de papier déjà bien entreprises par mon prédécesseur et ami, André Miguel. Il y a plus d'un million de volumes qui doivent être ainsi traités. A long terme, lancer les jalons d'une Bibliothèque bis à proximité de Paris. C'est indispensable si l'on veut que cette grande ville conserve son statut de capitale intellectuelle. Cela ne veut pas dire que l'on abandonnera la rue de Richelieu, mais qu'à partir du moment où la « BN bis » sera achevée, 80 000 volumes, qui arrivent chez nous tous les ans et bien d'autres objets collectés, seront progressivement absorbés par ce « satellite ».

### Je ne suis pas un monarque...

— Francis Beck suggère, dans son rapport, que le directeur du livre soit également chargé de la présidence du conseil d'administration de la BN ?  
— La direction du livre est une entité trop importante pour qu'on la « fusionne » en quelque sorte avec cette institution puissante et originale qu'est la Bibliothèque nationale. Je suis persuadé qu'à tous les échelons, dans l'administration de la culture, les responsables sont conscients de cette différence irréductible et bienfaisante entre les deux organismes.

— Vous ne pensez donc pas à une refonte de l'institution ?  
— Une refonte totale ? Non. Je sais que je ne ferai pas de miracle. Je voudrais accélérer certains processus, confirmer le personnel dans son attachement incontestable à la maison. Les bibliothécaires et les châtistes sont une pépinière d'hommes et de femmes de très grands talents sur lesquels je compte m'appuyer.  
— Oui, mais les conservateurs sont quasiment inamovibles et vous n'avez guère de pouvoir sur eux.



— C'est inexact. Je ne suis nullement un monarque mérovingien comme vous semblez le penser. D'énormes progrès ont été réalisés, par exemple au département de la photo.

— La Bibliothèque nationale est-elle vraiment en train de couler ?  
— Aller faire un tour à la salle des imprimés. Ce n'est en aucun cas le Titanic. On y travaille calmement ces temps-ci ; et j'ai plaisir à m'y rendre une ou deux fois par jour pour bavarder avec les magasiniers, les conservateurs, les vieux lecteurs que je fréquente sans désemparer depuis qu'à l'âge de vingt-deux ans, en 1951, je suis devenu lecteur assidu pour bientôt quatre décennies.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX.

### VARIÉTÉS

#### La renaissance des petites salles

#### Fin le gigantisme nécessités financières et artistiques obligent

Le nec plus ultra, il y a trois ans, c'était de se produire au Zénith (6000 places) ou, mieux encore, à Bercy (15 000 fauteuils). Tout le gratin de la chanson française voulait être à l'affiche de ces salles immenses où le spectateur est censé se presser, s'écarter, s'écraser en foules impressionnantes. Ce mouvement vers les grandes salles et l'inflation correspondante des coûts de production ont fait long feu. Le retour vers des lieux plus intimistes amorcé déjà la saison passée s'accroît et s'accroît avec une multiplication des petites salles de 150 à 800 places qui faisaient cruellement défaut depuis la disparition de Bobino et la mise en sommeil du Théâtre du Forum des Halles. Après Bercy en 1985, Julien Clerc chante au Rex (2 200 places) début janvier 1988 et Michel Jonasz passe du Palais des Sports (4 500 places) à la Cigale (850 sièges). Pendant les trois mois du printemps, Jonasz occupera une salle devenue « branchée » depuis la rentrée (à l'affiche, après Stéphane Fischer et Marc Lavoine, Diane Dufranc les 7 et 8 décembre, Eli Modène les 11 et les Gipsy Kings le 15), malgré l'exiguïté de la scène et surtout le manque de dégagements qui interdit tout réel mouvement dans un spectacle.  
Par un phénomène de mode, l'ancien caïennais du boulevard

(Suite de la première page.)

Les problèmes posés par le personnel est un autre handicap au bon fonctionnement de l'institution. Productivité médiocre : le nombre des ouvrages communiqués a diminué en dépit de l'augmentation des effectifs chargés de cette tâche. On constate également une diminution des heures de travail : trente-six heures qui sont en réalité trente-deux pour l'ensemble des services, trente heures pour les conservateurs et un taux d'absentéisme anormalement élevé. — Il en découle une image de marque dégradée de l'établissement dont l'attraction reste faible tant pour

délimiter le champ d'activité de la Bibliothèque nationale. Elle a pour ambition d'être la « mémoire de la nation ». Mais l'exhaustivité est, selon le rapporteur — un idéal inaccessible (...). Elle doit s'inspirer de l'exemple de la British Library, qui, dans les années 70 a amorcé sa renaissance en se dégageant du British Museum auquel elle a, en particulier, abandonné son département des monnaies.

### Une grande médiathèque nationale

L'estampe et la photo relèvent, par exemple, davantage des musées. Les départements de la phonétique et de l'audiovisuel ne peuvent suivre la production. Mais si l'élargissement « aux logiques, journaux télématiques et banques de données paraît prématuré tant que les problèmes de collectes, de conservation et de communication ne sont pas clarifiés, le rôle croissant joué par les documents informatiques dans la vie économique et sociale peut rendre à long terme obsolètes les supports traditionnels. Il est donc indispensable, dans le cadre d'une politique renouvelée du patrimoine, de préparer l'intégration de ces documents (1). A terme, le département de la phonétique et de l'audiovisuel devra s'intégrer dans un ensemble plus vaste qui pourrait être une grande médiathèque nationale chargée de la conservation des supports autre que le papier sur lequel se spécialiserait définitivement la BN.

Et même dans le domaine de l'imprimé il convient de pratiquer une sélection « raisonnée et volontaire ». Distinguer les documents qui seront intégralement conservés à la fois sa part originale et sur microforme, ceux qui seront uniquement conservés sur microforme et ceux qui seront éliminés, sauf à garder quelques témoins de « référence ». Dans certains cas, les microformes, seuls pourront être consultés, les originaux pouvant être stockés à distance.

Le rôle des bibliothèques municipales devra être revu à l'occasion d'une adaptation du mécanisme du dépôt légal. Quant aux bibliothèques universitaires, elles devront être tirées de la misère où elles croulent si l'on veut mener à bien une réforme efficace de la BN. Francis Beck rappelle, qu'elles sont en France au nombre de 61, contre 145 en RFA et 554 en Grande-Bretagne.

Le traitement bibliographique des ouvrages devra être révisé comme l'établissement du catalogue, dans le sens d'une plus grande simplicité. Les problèmes de stockage et de conservation doivent être envisagés globalement et à long terme. Le centre de prêt doit être — comme en Grande-Bretagne — détaché de la Bibliothèque nationale « pour laquelle il constitue une fonction parasitaire et coûteuse ». Enfin, revoir la communication directe avec les lecteurs suppose — une plus grande écoute à l'égard du besoin des usagers.

### Les moyens d'une refonte

Cette dernière partie du rapport Beck sera sans doute la plus controversée : elle suppose une refonte complète de l'établissement. Le personnel, mieux payé (établissement de primes), plus mobile, doit participer réellement à la gestion de la Bibliothèque. Sa formation doit être reprise et son recrutement diversifié. Francis Beck envisage la création d'une Ecole supérieure de l'information et des bibliothèques. Si les effectifs des personnels ouvriers, administratifs et surtout commerciaux doivent être augmentés, celui des

conservateurs devra être diminué. Et le nombre des heures de travail ramené à trente-neuf heures.

La BN devra, pour sortir du marasme, avoir une véritable stratégie d'entreprise : intensifier sa politique commerciale, ne pas hésiter à facturer un certain nombre de services, en particulier « les prestations intellectuelles effectuées pour le compte de tiers ». S'ouvrir au partenariat — avec le privé — et au mécénat.

La mutation de l'équipement mobilier repose sur trois points. Abandon de toute extension des magasins dans le quadrilatère Richelieu à Paris. Abandon de tous les projets de décentralisation éparpillés, sans cohérence, sur le territoire national. Mise à l'étude d'un ambitieux projet de décentralisation — soit à Marne-la-Vallée, soit en Lorraine. Ce transfert s'étant pas une solution de rechange à la création d'une médiathèque nationale. Ainsi les procédures d'entrées (dépôt légal, dons, échanges, acquisitions étrangères) quitteraient Paris ainsi que le traitement bibliographique, la conservation et la restauration des documents. Ne seraient maintenues dans la capitale que la conservation des stocks déjà en place, leur exploitation et leur communication directe aux lecteurs.

Les pouvoirs à l'intérieur de l'établissement doivent être redistribués. Création d'un conseil d'administration, plus restreint, doté de véritables pouvoirs et présidé par le directeur du Livre — un fonctionnaire du ministère de la culture. Transformation du titre de l'administrateur de la BN, qui deviendrait « directeur général de l'établissement » et serait assisté d'une « unité de commandement élargie ». Réorganisation du conseil scientifique plus ouvert aux chercheurs. Refonte de l'organigramme de la maison, où les conservateurs perdraient leur inamovibilité de fait.

En conclusion, M. Francis Beck justifie cette « stratégie de rupture » : « Elle permet d'affronter un environnement difficile dans un projet de redressement ambitieux, qui rassemble et mobilise tous les personnels avec le soutien des pouvoirs publics. Elle permet d'envisager l'irrésistible spirale de déclin et d'engager une dynamique de renouveau ».

E. de R.

**VILLI HERMANN CINÉASTE**  
Rétrospective 1970-1986 en sept films  
**JUSQU'AU 13 DÉCEMBRE 87**  
RENCONTRE AVEC VILLI HERMANN  
mardi 8 décembre 18 h 30  
38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>  
CENTRE CULTUREL SUISSE - TEL. 48 57 47 33

**SACHER MASOCH ST. WITKIEWICZ**  
*La Vénus à la fourrure*  
Les Pragmatistes  
mise en scène  
**PHILIPPE ADRIEN**  
\*LOC. 43 28 36 36\*  
*La Tempête*  
CARTOUCHE

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL  
**LE SOULIER DE SATIN**  
Paul Claudel • Antoine Vitez  
**DERNIÈRES REPRÉSENTATIONS**  
3 soirées 180 F. 1 soirée isolée 90 F  
1<sup>ère</sup> PARTIE LES 5.11.17 DÉCEMBRE  
2<sup>ème</sup> PARTIE LES 9.12.18 DÉCEMBRE  
3<sup>ème</sup> PARTIE LES 10.16.19 DÉCEMBRE  
RENSEIGNEMENTS • RÉSERVATIONS • 47.27.81.15.



**Samedi 5 - Dimanche 6 décembre**

un film magique,  
rage et d'espoir.  
autre pareil.  
indien

TRIX DU JURY CANNES 87

**MILLEN**

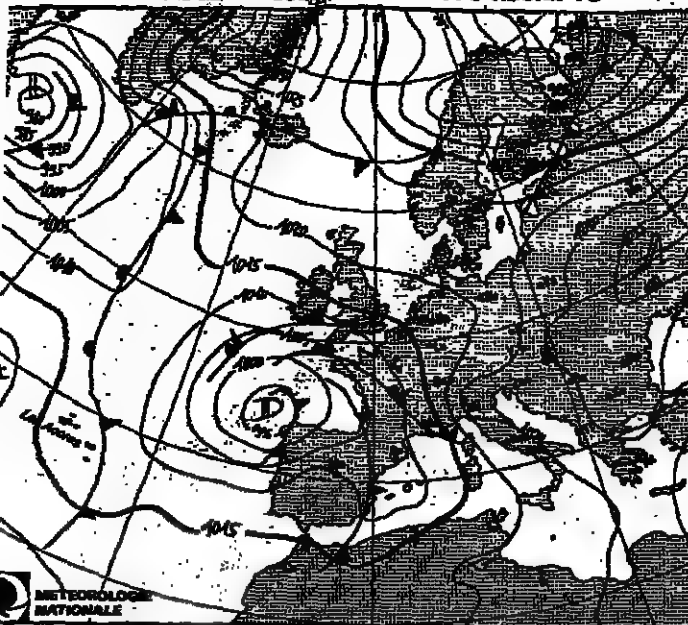




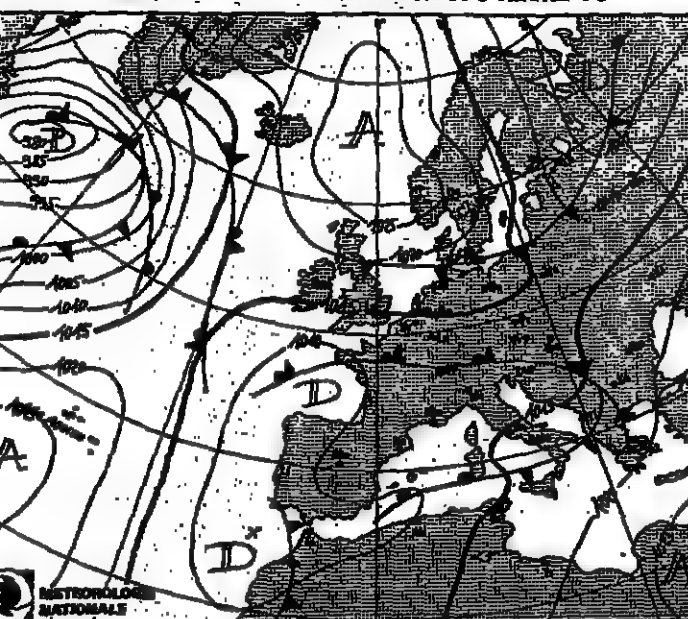
# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 DÉCEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le samedi 5 décembre à 0 h TU et le dimanche 6 décembre à 24 h TU.

La dépression du proche Atlantique se rapproche de la France en se couvrant. Les perturbations associées perdent de leur activité. En début de semaine, de l'air plus frais, venu de Scandinavie, pousse le front vers le nord.

De Nantes à Gênes et plus au sud, la tendance est au retour du soleil, qui fera une après-midi agréable. Le matin sur les Alpes, le Lyonnais et la Provence, il pleuvra encore (moins que samedi) et en Corse il y aura des averses. L'amélioration se fera au cours de la matinée, l'après-midi le soleil prédominera. De la vallée de la Loire au Massif Central et au Sud-Ouest, le brouillard se forcera vite dans la nuit de samedi à dimanche.

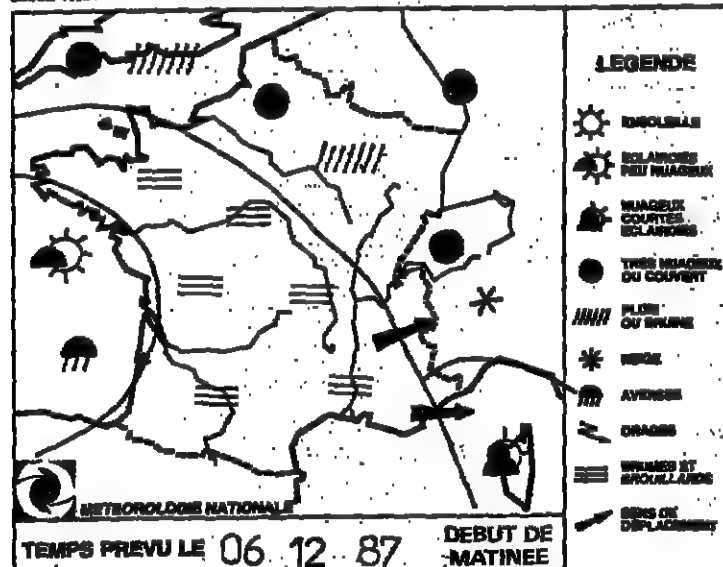
Attention, donc, si vous prenez le volant. Sur les côtes atlantiques, pas de brouillard, les averses nocturnes couvriront assez vite.

Côté température : de 5 à 7 degrés au petit jour et de 12 à 16 degrés l'après-midi, du nord au sud.

Les régions au nord de la Loire et le quart nord-est du pays connaîtront une journée bien différente, dominée par la grisaille. Il pourra pleuvoir un peu par moments. Dans les Ardennes et les Vosges, un petit risque de verges existe, plus végétative qu'on ne le croit, de neige - surtout la nuit et tôt le matin. En Bretagne, les dégelures de la matinée (averses possibles sur le sud de la Bretagne) seront de courte durée. La grisaille reviendra par le nord.

Les températures : de 3 à 7 degrés le matin, mais près de la Belgique et de l'Allemagne il fera au-dessus de 9 à 10 degrés. L'après-midi, il fera de 9 à 10 degrés. Dans le Nord-Pas-de-Calais et les Ardennes, il y aura un espoir d'éclaircie l'après-midi, mais il fera plus frais : de 5 à 7 degrés.

Le vent sera généralement faible. Près de la Manche, vent d'est modéré. En Méditerranée, vent de sud-ouest modéré.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 4-12 à 6 heures TU et le 5-12-1987 à 6 heures TU									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									
le 5-12-1987									



سكناء من الامل

## Le Monde REGIONS

4 200 TRAVAILLEURS DU PETIT MATIN

### Avec les banlieusards d'Orléans

**P**RENDRE train ne constitue pas une obligation pour un ministre des transports. Mais les « grands banlieusards » d'Orléans regrettent en souriant que le premier d'entre eux, Jacques Douffignies, ne partage pas leur marthon quotidien pour se rendre à son bureau ministériel.

Il sort en effet 4 200, les yeux gonflés de sommeil et rivés sur la pendule, à boucler les 240 kilomètres de l'aller et retour avec la capitale, entrecoupés d'une bonne dose de métro. En moyenne 4 heures de transport entre leur domicile et leur lieu de travail. « Au bout de deux ans, raconte un vendeur d'un grand magasin, son tricot à portée de la main, ça passe ou ça craque. »

Ces forçats du transport — le SNCF en dresse le profil régulier — sont en majorité des jeunes de moins de trente ans, étudiants, cadres du privé ou de l'administration. Non seulement ils ne bénéficient pas de la carte orange, mais le SNCF vient de décider de relever singulièrement les tarifs d'abonnement (+ 10 %). Des plaintes en perspective sur le bureau du ministre des transports.

Terminus de banlieue, Orléans prêterait évidemment son titre de capitale régionale. Mais sans oublier qu'elle doit ce titre au formidable coup de pouce de croissance que lui a donné la région parisienne. Etonnant chassé-croisé au milieu de la Beauce : 4 200 grands banlieusards croisent 4 200 Parisiens, des décideurs eux aussi dans leur majorité, ingénieurs, chercheurs,

enseignants, employés dans l'agglomération orléanaise.

Le Centre pourrait en effet élever des statues aux aménageurs de la DATAR qui — voilà plus de vingt ans — ont décidé de freiner l'expansion de la capitale pour redistribuer plus équitablement les fruits de la croissance en province. Les industriels dans bien des cas ont pris un coup, tracé un cercle de 100 à 200 kilomètres autour de la capitale. Résultat : quelque 90 000 emplois sont tombés dans l'escarcelle régionale, faisant du Centre — grâce à sa proximité et à son image séduisante et rassurante des châteaux de la Loire — la région française qui a le plus bénéficié de la politique de la DATAR.

Symbole de cet essor : Orléans, qui sommeilait, a connu l'explosion démographique la plus forte de France entre 1966 et 1976 avec un doublement de la population de son agglomération, les entreprises parisiennes entraînant dans leur sillage des firmes étrangères. Avec ce tissu tout neuf, la Région a pu affronter sans trop de casse la crise. Le taux de chômage est toujours resté en dessous de la moyenne nationale.

Comment vivre aujourd'hui dans le Centre sans Paris et les Parisiens ? « Ils » débloquent en rang serré dès le vendredi soir, réveillant des villages assoupis le reste de la semaine. La moitié de la Sologne appartient à des gens qui n'y habitent pas, dont un quart de Parisiens. Comme au temps de la Règle du jeu, des gardes-chasses ouvrent encore

les portes des limousines. Avec la mise en service de l'autoroute A 71, les terrains de chasse se trouvent à moins d'une heure et demie de la capitale.

A l'est de la région, de Malesherbes à Courtenay, à proximité de l'autoroute A 6, le moindre bout de ferme est « investi ». « Il y a tellement de Parisiens dans le coin qu'on n'avait aucune raison de les remarquer », s'exclament les habitants de Viry-aux-Loges, dans le Loiret, au lendemain de l'arrestation l'hiver dernier des « chefs historiques » d'Action directe. Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillon occupaient « paisiblement » un corps de ferme, entre la demeure d'un gardien de la paix de la Ville de Paris

et celle d'un commerçant retraité de Juvisy. Les scellés venant d'être levés, le propriétaire s'apprête à réjouir dans les plus brefs délais...

#### Un charter pour la Samaritaine

Aux marges de la région, de Dreux à Montargis, il est difficile de changer ses habitudes parisiennes. Dans la capitale du Gâtinais, une même nuit de trains emmène chaque matin un millier de Montargis vers la banlieue ou le centre de Paris. Certains travailleurs se rendent en voiture à la gare toute proche de Nemours, en Seine-et-Marne, pour pouvoir bénéficier de la carte orange. Des ménagères organisent des

« voitures-charniers ». Direction : la Samaritaine, les centres commerciaux de Fontainebleau, de Belle-Épine ou même de Vélizy. Les épouses des militaires de l'École des transmissions aèrent aussi le mal de Paris et fraternisent des autocars...

« Nous ne pouvons nous passer de Paris, cela représente 50 % de notre clientèle », affirme M. Noret, le seul fabricant de chaussures du département, installé sur la zone industrielle de Villiers-aux-Loges, près de Montargis. Avec un golf de dix-huit trous, une structure d'hôtellerie valable aussi pour les séminaires, un hébergement dont les deux appareils effectuent des rotations jusqu'à Issy-les-Moulineaux, le club-house de Veugouard vient d'ouvrir ses portes à Fontenay-aux-Loges dans un domaine de 62 hectares autour d'une demeure de style Empire. Ses promoteurs attendent de pied ferme des hommes d'affaires de la capitale au portefeuille solide. Le club aurait même déjà trouvé une quantité appréciable de « coureurs de green » capables de libérer un chèque de 160 000 francs pour accéder à la qualité de membre fondateur.

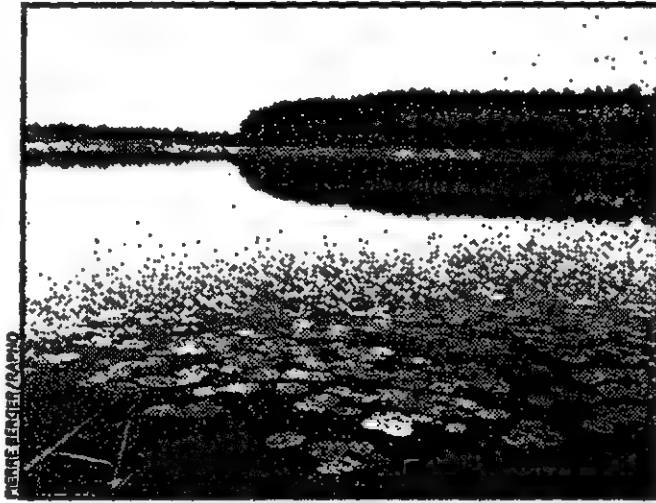
« Notre porte est largement ouverte sur Paris... Sur le Centre, il ne s'agit que d'une lucarne », tient Jean Bezaud (app. RPR), président du district de Montargis. La tutelle administrative d'Orléans a toujours été mal vécue. Orléans, il est vrai, a pendant longtemps laissé à l'écart sa sous-préfecture. Pas seulement pour ses difficultés d'accès : le temps n'est pas si loin où il fallait

deux heures et demie d'autocar pour venir à bout des 70 kilomètres séparant les deux villes. Question aussi de caracène. Le Val de Loire n'est pas le Gâtinais. « Au pays de l'armoire de Coligny et de Mirabeau, on a plutôt l'esprit contestataire », ajoute encore Jean Bezaud. Hutchinson, l'usine nouvellière autrefois de toute l'agglomération, a été une pépinière de cadres pour le CGT.

#### Décentraliser au plus près

Depuis quelques années, Orléans a fait de nombreux pas en avant pour rompre cet isolement. Le national 60 a été réaménagé en attendant sa mise à quatre voies pour rejoindre l'A 6 à la hauteur de Courtenay. La chambre de commerce d'Orléans aide le district dans une campagne de promotion économique. « Nous nous sentons des enfants abandonnés », reconnaît Jean Bezaud. Il y a à présent une volonté de la région, du département et des services de l'Etat de mieux nous intégrer. Un signe : la présence à Montargis du président du conseil général, M. Kieffer-Malécot, « au moins deux fois par mois ». La lucarne s'élargit, mais il y a du nouveau à l'ouest, économiquement, on continue à regarder vers la région parisienne. L'électrification de la ligne SNCF Paris-Montargis se termine ; un service cadencé de rames de banlieue est attendu avec impatience. Pour rassembler à de vrais banlieusards.

RÉGIS GUYOTAT.



Etang en Sologne.

#### ALSACE

##### Un arrêt « révolutionnaire »

La Compagnie strasbourgeoise qui ouvre son magasin le dimanche 2 novembre 1986, au mépris du code local des professions, et de la loi locale du 26 juillet 1900, a provoqué sans le vouloir un arrêt « révolutionnaire ». La cour d'appel de Colmar vient en effet de refuser d'appliquer le texte « attendu qu'aucune traduction officielle du texte de loi visé n'a (...) paru conformément à la loi du 16 juin 1924 ou au décret du 16 janvier 1925 », qui organisait le partage du terrain juridique entre textes français et textes de droit local.

La loi dite « d'introduction » prévoyait en effet dans les trois mois de son entrée en vigueur, une traduction par décret des textes ainsi conservés. Cette traduction n'a jamais paru, ni au Journal officiel, ni au Bulletin officiel d'Alsace et de Lorraine.

L'arrêt estime alors que la justiciable ne peut plus normalement prendre connaissance du texte et assurer sa défense. Il invoque de plus l'article 7 de la convention européenne des Droits de l'homme qui « interdit de punir un délit qui est seulement défini par une loi en langue étrangère, dont la traduction officielle en langue nationale (...) n'a pas été publiée ».

Cet arrêt a beaucoup étonné les spécialistes du droit local alsacien qui ont observé que plus de la moitié des textes appliqués depuis seize ans ont dans ce cas, et qu'implicitement, toutes les hautes juridictions les ont déjà reconnus.

#### Un syndicat des secrétaires de mairies rurales

Sur l'initiative de plusieurs secrétaires généraux de mairies des Alpes-de-Haute-Provence, la décision vient d'être prise de créer un syndicat national des secrétaires de mairies des communes rurales, c'est-à-dire qui comptent moins de deux mille habitants.

Le but de ce syndicat national est de rompre l'isolement de quelque trente-deux mille secrétaires en renforçant leur cohésion et en faisant valoir leur point de vue spécifique au moment où entre en

Dans la logique de la cour d'appel, ce sont ainsi des pans entiers du droit local — législation sur la chasse, sur la rémunération des ministres du culte, sur les associations, sur le cadastre, ou sur l'aide aux indigents, par exemple — qui tomberaient, sans que pour autant les textes français correspondants prennent leur place.

De plus, tout le droit local est traduit officiellement, et souvent depuis fort longtemps, puisque, avant même le retour de l'Alsace-Moselle en France, le ministère de la guerre avait préparé le mariage des deux régimes juridiques. L'arrêt de Colmar, s'il était confirmé par la Cour de cassation, imposerait soit l'abandon de l'essentiel du droit local, soit une codification complète par le législateur.

#### AQUITAINE

##### L'institut du pin à cinq ans

L'institut du pin, lié à l'université Bordeaux-I vient de célébrer son cinquième anniversaire. Créé en 1982 par décret du ministre de l'éducation nationale, ce laboratoire de recherches appliquées a, dès le départ, associé des universitaires et des partenaires industriels du massif forestier des Landes de Gascogne. Il développe donc des activités dans le domaine de la papeterie dérivée de la gemme.

Le déclin des gemmages dans le massif landais faillit lui être fatal. Il élargit alors ses compétences à de nouveaux secteurs : chimie fine, pharmacie. Cette diversification s'étend aujourd'hui aux bio-matériaux et aux matériaux mastiques.

Le déclin des gemmages dans le massif landais faillit lui être fatal. Il élargit alors ses compétences à de nouveaux secteurs : chimie fine, pharmacie. Cette diversification s'étend aujourd'hui aux bio-matériaux et aux matériaux mastiques.

Le déclin des gemmages dans le massif landais faillit lui être fatal. Il élargit alors ses compétences à de nouveaux secteurs : chimie fine, pharmacie. Cette diversification s'étend aujourd'hui aux bio-matériaux et aux matériaux mastiques.

#### Les communes « communis-

gantes ». — L'association Projet public et l'Ecole française des attachés de presse viennent de décerner six prix destinés à récompenser des « initiatives notables dans le domaine de la communication des villes et des communes » : prix spécial petites communes à Lachelle, dans l'Oise ; ville de moins de quinze mille habitants à Sélestat, dans le Bas-Rhin ; ville de moins de vingt mille habitants à Aix-les-Bains ; ville de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants à Mâcon ; ville de cinquante mille à cent mille habitants à Lorient ; ville de plus de cent mille habitants à Nantes.

#### BRETAGNE

##### Les impôts des Bretons

Brest fait partie des villes françaises où les habitants paient une très forte taxe d'habitation. Elle se situe même dans le peloton de tête. Selon l'INSEE, une famille moyenne avec deux enfants vivant dans un logement de bon standing de 130 mètres carrés est redevable à Brest de 5 263 F de taxe d'habitation, soit plus qu'à Rennes (5 152 F), Nice (4 900 F), Strasbourg (3 400 F) mais moins qu'à Rouen (5 700 F), Lille (5 700 F) et Marseille (9 000 F).

La situation est plus favorable dans les petites localités de la communauté urbaine. A Bihars, par exemple (2 800 habitants), un couple sans enfant habitant une maison de 162 mètres carrés verse à sa commune 640 F au lieu de 2 218 F à Brest et donc moins au département et à la région. Au total, la différence avec Brest est de 2 500 F.

Au moment où les impôts restent, il n'est pas facile pour la ville

d'établir son prochain budget d'autant que la taxe professionnelle ne représente que 41 % du produit de l'impôt et que le personnel communal, selon la municipalité, augmente dans des proportions qui ne correspondent pas aux capacités financières de la ville. Conclusion : il faut serrer les boulons.

#### MIDI-PYRÉNÉES

##### Toulouse et sa région

Le comité économique et social de Midi-Pyrénées vient d'adresser au président du conseil régional, M. Dominique Baudis, qui le lui avait demandé, son avis et ses réflexions sur l'avenir de la région pour la période 1989-1993. Il dit notamment ceci :

« Il faut d'abord souligner la solidarité de destin entre Toulouse et le reste de la région (...). Toulouse est devenue une grande métropole nationale, dynamique, avec des atouts certains pour accéder au rang de métropole internationale. Toulouse est devenue le pôle de la

région Midi-Pyrénées, et sa réussite est essentielle pour la région tout entière. A ce titre, le développement de Toulouse doit se poursuivre.

« Mais pendant que Toulouse « décollait », la campagne, comme celle du reste de la France, perdait une partie de sa population, notamment agricole, et des bassins d'activité industrielle participaient.

« L'étendue de la région fait qu'il n'est pas possible de tout faire partout, mais la volonté doit exister de maintenir des centres d'activité dans les zones rurales et d'utiliser au mieux l'espace selon ses potentialités, notamment en associant par des contrats les départements à la région (...).

« La volonté devra exister de diffuser vers les villes secondaires le développement économique à partir de Toulouse, comme l'Etat l'a fait en faveur de Toulouse à partir de Paris. Il ne s'agit pas d'affaiblir Toulouse, mais plutôt, chaque fois qu'il est possible, d'implanter hors de Toulouse ce qu'il n'est pas utile d'y maintenir ou d'y installer. Midi-Pyrénées, grande région agricole, doit le rester. »

#### UNE EXPÉRIENCE DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

### Architectes dans la nature

« TOUT est parti de ce toit ! » Et Hélène Barbe de pointer un doigt accusateur vers le corps du toit : un toit de tuiles romaines flamboyant, lui volant toute la vue sur son village d'Est dans les Pyrénées-Orientales, classé parmi les plus beaux villages de France. « La maison en contrebas a été rebâtie d'un étage et demi, et voilà le résultat ! »

On comprend le courroux d'Hélène Barbe, Roussillonnaise et enseignante plasticienne à l'École d'architecture de Paris-la-Seine, devant cette incongruité à Est (prononcer Euse), village du doublement siècle, dont la pyramide épouse parfaitement les courbes de la montagne catalane, forme avec son environnement un site d'une harmonie qui frappe le plus détreint ou le plus indifférent des touristes. « C'est pour éviter à l'avenir de telles erreurs qu'est née l'idée des stages. »

#### Vies de villages

Il y a trois ans, rompent avec la tradition des « stages obligatoires » des écoles d'architecture, que les étudiants effectuent généralement dans les bureaux des administrations, elle fait venir au vert, en Catalogne, des candidats de Paris et de Versailles. Elle les envoie par les villages du Bas-Confent (entre Perpignan et Font-Romeu), carnet de croquis en main, avec mission de bien ouvrir les yeux et d'être à l'écoute de la population locale. Démarche tout à fait insolite pour ces futurs

architectes et paysagistes, plus rompus au travail en atelier qu'à l'investigation sur le terrain. Intrigués au début de voir ces jeunes croquer scrupuleusement telle voûte, telle fontaine, ou tel détail de façade, les vieux s'étonnaient, interrogent. Les étudiants leur rapprennent à voir les beautés de leur village. Le contact s'établit et les langues se délient :

on échange des histoires d'antan, on évoque des savoir-faire, des coutumes oubliées. Peu à peu, les étudiants s'immergent dans la vie de ces villages, en captant le rythme, l'esprit. C'est une connaissance de l'intérieur qui s'opère, ainsi qu'une perception de l'enracinement des villages dans le paysage environnant, notion à laquelle Hélène Barbe accorde beaucoup d'importance. « C'est la raison pour laquelle mes stages sont pluridisciplinaires, destinés autant aux étudiants en architecture qu'aux élèves de l'école paysagiste de Versailles, dont les formations sont complémentaires. »

Des études sont réalisées pour la direction régionale de l'architecture et de l'environnement et visent à la création de zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAUI). Mais, plus concrètement — et c'est là sans doute l'aspect le plus original et fructueux de l'entreprise —, ces travaux débouchent sur la constitution de dossiers destinés avant tout aux municipalités concernées. C'est pourquoi Hélène Barbe insiste tant sur la « lisibilité » des dossiers. Fin du langage technique, réservé aux seuls initiés ! Les dossiers sont

constitués en majeure partie de documents graphiques, et pourvus de beaucoup de dessins, croquis, lavis, aquarelles, plus certains qu'un long texte. La meilleure preuve en est la recherche obtenue par l'exposition en plein air de l'un des dossiers, à la fête patronale du petit village de Caillet. Tout le monde doit être à même de comprendre immédiatement ces dossiers.

C'est ce qui explique aussi l'accueil très favorable que les municipalités, concernées (Rodes, Boulternère, Marquines) ont réservé à ces études. Celles-ci représentent et retiennent pour la plupart des projets de lotissements et de constructions en cours dans le sens d'une meilleure intégration au village, en respectant la morphologie de la commune, son site, ses « cornes de vue ». Bref, il s'agit de réviser la grille du nouveau sur l'ancien, d'éviter l'encroissement d'un corps étranger, comme le sont trop souvent les lotissements récents.

#### Un atelier méditerranéen ?

Cette expérience, par son originalité et ses résultats, est déjà si prometteuse que la direction départementale de l'équipement des Pyrénées-Orientales a confié à Hélène Barbe et à ses étudiants l'étude de la traversée de Maury. A plus long terme, il est question de la création d'un « atelier méditerranéen » qui reprendrait le même principe en le développant à une plus grande échelle, tant dans l'espace considéré (la région) que dans la pluridisciplinarité (y seraient associées notamment des agronomes).

EVELYNE BRANDT.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Jacques Fodry, Gabriel Simon, Francis Depuy.  
Coordination : Jacques-François.



FINANCES

La mauvaise santé des banques d'investissements après le krach de Wall Street

Mille licenciements chez Kidder Peabody

NEW-YORK  
de notre correspondant

Décidément, rien ne va plus à Wall Street, où les rumeurs et les craquements du mois d'octobre ne cessent de provoquer des échecs désastreux. Après une nouvelle séance en dents de scie, l'indice Dow Jones a perdu, le vendredi 4 décembre, « seulement » dix points, après avoir été sauvé, le samedi, par un ordre d'achat automatique enregistré deux minutes avant la clôture. La semaine boursière se solde par une nouvelle baisse des principaux indices : le Dow Jones a perdu, en cinq séances, 144 points, terminant à 1 766, plus de 1 000 points au-dessous de son record enregistré le 25 août dernier. Deux ans d'augmentations ont ainsi été balayées, sans qu'une véritable amélioration soit en vue. « Le marché est désormais dominé par des incertitudes qui parlent sur une baisse supplémentaire et sur une faiblesse continue du dollar », affirme l'analyste Robert Stovall.

La mauvaise humeur de la Bourse est soulignée par les difficultés croissantes des firmes de courtage et des banques d'investissement. Vendredi après-midi, une annonce a fait l'effet d'une bombe : la banque Kidder Peabody, l'une des plus belles affaires de Wall Street, appliquera « rapidement » un plan de restructuration, dont les dispositions consistent à réduire de 7 % les primes de fin d'année diminuées de 20 %. Selon la direction de la firme, le plan devrait permettre des économies d'environ 100 millions de dollars par an. A ces mesures s'ajoutent des économies de fonctionnement déjà appliquées, notamment en ce qui concerne les frais de représentation et de déplacement.

Juste à son rachat, en avril 1986, par General Electric, Kidder Peabody fut la plus ancienne charge de la place (fondée en 1865) encore entre les mains d'une famille. Ses difficultés illustrent parfaitement le désarroi du monde financier new-yorkais : affaibli par les scandales de l'« Insider Trading » (détail d'initié), Kidder accuse mal le choc du krach. La firme avait dû régler, en mai dernier, une amende de plus de 25 millions de dollars à la commission des opérations en bourse. Son lustre avait commencé à se ternir au début de l'année, lorsque plusieurs de ses cadres furent accusés de complicité avec Ivan Boesky, le plus célèbre des escrocs de Wall Street. Les accusations portées contre l'un de ses principaux cadres, Martin Siegel, embarrassèrent gra-

vement General Electric, qui imposa à la banque une réforme d'autant plus urgente que plusieurs clients s'apprêtaient à lancer contre elle des actions judiciaires. Malgré son solide capital (600 millions de dollars et 440 000 portefeuilles), Kidder n'a pas été en mesure de faire face aux pertes de la folle semaine d'octobre.

D'autres affaires à venir

Le repli de Kidder Peabody annonce sans doute d'autres affaires du même type, affaires déjà illustrées par le rachat d'une autre charge, E.F. Hutton, par la firme Shearson Lehman Brothers, elle-même filiale d'American Express. Offerte à la vente par un conseil d'administration aux abois, E.F. Hutton n'a trouvé qu'un seul preneur. La vente a été conclue à la hâte jeudi 26 novembre pour une valeur de 962 millions de dollars, 202 en dessous de la valeur estimée. Comme Kidder, Hutton avait été affaibli par des scandales de toutes sortes, allant de l'« Insider Trading » aux escroqueries aux assurances.

Néanmoins, la chute de la maison Hutton permettra de créer un nouveau scandale à Wall Street. Une fois effectivement un, Shearson Lehman et E.F. Hutton constitueront la deuxième banque d'investissements des Etats-Unis, après Mer-

ril Lynch. Leur force combinée sera de plus de 12 000 employés chargés de gérer des portefeuilles d'une valeur de près de 20 milliards de dollars. La nouvelle firme disposera de 710 bureaux à travers les Etats-Unis et à l'étranger et d'un capital de 5,4 milliards de dollars. De l'avis de nombreux experts, la banque pourrait rapidement devenir l'une des meilleures affaires du secteur, grâce à la direction de Shearson, particulièrement réputée, et — last but not least — à l'appui d'American Express.

Sur le front des replis et des recentrages, à signaler la décision de la banque Salomon Brothers d'abandonner son projet de déménagement. « Nous n'avons pas besoin d'espaces supplémentaires », a annoncé, sèchement, la direction de la firme, mettant ainsi dans le plus grand embarras les promoteurs de l'un des principaux projets immobiliers du moment, celui de Columbus Circle, dans le centre de Manhattan. Selon certains experts, le ralentissement de l'activité boursière pourrait augmenter la part des bureaux inoccupés à New-York à 14 % (au lieu de 10 % actuellement). La ville pourrait perdre rapidement environ trente-cinq mille emplois rémunérés dans le secteur financier et autant dans les secteurs moyens.

CHARLES LESCAUT.

BILLET

La reprise des privatisations

Matra seul en tête...

« C'est une grande chance que la première société dans la suite des opérations de privatisation soit Matra. Pour reprendre notre programme, c'est l'idéal dans le marché boursier actuel. » Visiblement, Rue de Rivoli, on veut préparer l'opinion à l'idée que la « pause » est bientôt terminée. « Techniquement, le marché peut absorber une opération d'ampleur modeste », affirmait-on, le vendredi 4 décembre, dans l'entourage de M. Balladur, quelques heures avant que la Bourse de Paris n'enregistre un nouveau recul. N'avait-elle pas accueilli favorablement l'introduction de Canal Plus pour quelque 500 millions de francs et, même, sans trop rechigner, une opération autrement plus lourde, l'augmentation de capital d'Eurotunnel (3 milliards de francs du côté français) ?

Si M. Balladur tient beaucoup à reprendre les privatisations, il ne s'agit pas pour autant de courir au casse-pipe. La première opération depuis le krach boursier du 19 octobre aura une valeur hautement symbolique et doit effacer la mauvaise impression laissée par la cotation catastrophique de la dernière privatisation en date, la Compagnie financière de Suez.

Si elle est décidée, la privatisation de Matra risque de ne pas être un succès éclatant. Mais elle peut officiellement être un échec. Car l'offre publique de vente, au cours actuel (1 300 F environ le 4 décembre), représente à peine 500 millions de francs. Elle ne porterait, en effet, que sur 20 % du capital, puisqu'il faut ôter de la par-

ticipation cédée par l'Etat (51 % du capital) les titres réservés aux salariés (5,1 %), aux actions gratuites (3,9 %), et aux dévolus au nouveau dur (22 %). Quant à l'augmentation de capital, qui devait s'effectuer en même temps que l'OPV et qui aurait doublé le montant de l'opération, elle peut très bien attendre des jours meilleurs. Même si cela ne fait pas forcément les affaires de l'entreprise dont l'endettement est élevé (5,2 milliards de francs au 30 juin 1987). Mais M. Lagardère, président du groupe, est tellement désireux de voir Matra totalement racheté au privé que c'est là sans doute, pour lui, un moindre mal.

De toute façon, dans l'immédiat, hors Matra, point de salut pour la privatisation. Les seuls autres candidats de sociétés prêtes à être privatisées sont, dans l'ordre, l'Union des assurances de Paris (UAP) et les Assurances générales de France (AGF). M. Balladur s'est engagé à laisser passer les fêtes de fin d'année pour l'UAP.

Pour toutes les autres opérations de taille modeste, voire régionale, que les services de M. Balladur sont en train de recenser, la procédure de privatisation, jusqu'ici utilisée, exige un délai incompressible de onze à douze semaines. Ce qui conduit, au mieux, en supposant que le délai soit pris en compte, à une privatisation début mars. M. Lagardère peut donc se rassurer : il n'a pas de vrai rival.

C. B.

Le paradoxe de la crise

(Suite de la première page.)

A New-York, pour la première fois depuis quinze jours, la Réserve fédérale s'est vue, elle aussi, intervenir.

Plan de relance, baisse des taxes, contraction de l'excédent de la balance des paiements avec l'étranger : rien n'y fait. « Un coup d'épée dans l'eau », entendait-on sur les marchés. Comme pour rassurer les investisseurs, M. Karl Otto Pöhl, le président de la Bundesbank s'est senti obligé de déclarer, vendredi, qu'il était « encore prêt à apporter une contribution appropriée pour stimuler la conjoncture internationale et promouvoir la stabilisation des cours des devises ». Une petite phrase immédiatement interprétée par les marchés comme la perspective d'une nouvelle baisse des taux en RFA.

Bonnes nouvelles

Les informations en provenance du Japon surmontent du même coup l'écueil de la peur des investisseurs. Tirée par la consommation intérieure et l'investissement immobilier, la croissance s'accroît. Elle a atteint son rythme annuel 3,4 % au troisième trimestre, une véritable performance. Les importations commencent un véritable boom (plus 22,7 % en valeur, en octobre, par rapport à septembre), alors que les exportations n'ont augmenté que de 1,6 % (plus 6,6 %). L'excédent japonais est en nette diminution (7,8 milliards de dollars en octobre contre 8,8 en septembre). La promesse des autorités japonaises de continuer à soutenir l'activité en 1988 par de nouvelles mesures budgétaires semble bien engagée.

Mais, malgré ces signes favorables, les investisseurs ont désormais leur regard tourné vers les Etats-Unis. Le niveau exceptionnellement bas du chômage outre-Atlantique (5,9 % de la population active en novembre) est certes une bonne nouvelle pour M. Reagan. Mais il indique que l'activité est sans doute restée forte aux Etats-Unis après le krach. Cela pourrait se traduire par un déficit commercial à nouveau élevé. D'autre part, les discussions sur la réduction du déficit budgétaire au Congrès n'avancent que...

● Croissance : accélération au Japon. — Le produit national brut (PNB) du Japon a enregistré une croissance de 2 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, soit un taux annuel d'expansion de 3,4 %, a annoncé, vendredi 4 décembre, l'Agence de planification économique (EPA). Il est maintenant pratiquement certain que la croissance dépassera 3,5 % au Japon pendant l'année budgétaire en cours (1<sup>er</sup> avril 1987-31 mars 1988). L'objectif gouvernemental sera donc respecté. Ce résultat est principalement dû à l'augmentation de la consommation des familles et aux investissements privés dans l'immobilier ainsi qu'aux bénéfices réalisés grâce aux investissements à l'étranger.

C'est la première fois que la croissance du PNB atteint un taux de 2 % par rapport au trimestre précédent depuis le premier trimestre 1977 où la croissance avait été de 2,8 % par rapport au trimestre précédent.

lentement. Un nombre croissant d'observateurs estiment désormais qu'un accord ne sera voté avant le 16 décembre. Certains évoquent Noël.

Dans ces conditions, une réunion des ministres des finances des sept pays industrialisés (le groupe G-7), considérée par beaucoup comme le seul signe qui redonne confiance aux marchés, apparaît de plus en plus improbable avant la fin de l'année. Beaucoup d'opérateurs sont convaincus que les Américains vont continuer de laisser filer le dollar. Là est évidemment toute la question.

Dans la semaine à venir, les observateurs suivront avec attention plusieurs événements : la réunion mensuelle de Bille des gouvernements des banques centrales à laquelle participera notamment M. Satoshi Sumita, le patron de la Banque du Japon, celle des 9 et 10 décembre à Paris d'un groupe de travail de l'OCDE où doivent se retrouver les adjoints des ministres des finances des dix grandes puissances occidentales. Lors de ces rencontres, les experts pourraient préparer un véritable G-7.

Outre les nouvelles marges de fluctuations des devises et les engagements de politique économique de chacun des sept partenaires, les experts devront déterminer le lieu de cette éventuelle réunion au sommet. Un premier accord avait été signé, le 22 septembre 1985, à l'hôtel Plaza de New-York, un second au Musée du Louvre à Paris, le 22 février, dernier. Aujourd'hui, un choix s'impose : une salle au Vatican. Pour conjurer la crise de foi.

ERIK ISRAELWICZ.

SOCIAL

La campagne pour les élections prud'homales

M. Marchelli (CGC) à Bordeaux : « la recherche du consensus »

BORDEAUX  
de notre correspondant

Sagement installés dans un hôtel de la banlieue bordelaise, cent vingt-cinq cadres ont pris part, le vendredi 4 décembre, à un débat animé par M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC. Un parlementaire RPR, un élu UDF, un représentant de l'Union patronale Aquitaine et deux membres du Comité économique et social régional avaient également répondu à l'invitation de la CGC.

A quatre jours de la clôture de la campagne pour les élections prud'homales du 9 décembre, M. Marchelli avait décidé de traiter l'évolution des rapports sociaux dans les entreprises et la place des cadres demain. « La seule ligne d'évolution, a-t-il dit, est celle de la recherche du consensus dans l'entreprise. » Les cadres doivent « montrer la voie » de ce « partenariat », « pour relever le défi de la compétitivité et résister à l'offensive de nos concurrents économiques ». Encore faut-il savoir sortir du « cadre étiré de la lutte des classes », dans lequel, selon M. Marchelli, sont enfermés la

majorité des salariés et la quasi-totalité des chefs d'entreprise.

Vendredi matin encore, la CGC Aquitaine espérait la présence de quelque contradicteur patronal dans la salle. Ce ne fut pas le cas. Le président de la CGC a saisi au vol, par contre, une question sur la formation dans l'entreprise pour approuver les propositions présentées par le premier ministre devant l'Assemblée nationale sur la mise en place d'un crédit d'impôt pour des investissements en formation : « C'était l'une de mes propositions. La démarche du gouvernement est tout à fait positive mais je crains que le résultat dans les entreprises ne soit pas satisfaisant. Jusqu'aujourd'hui, 40 milliards de francs investis chaque année dans la formation, le rendement est lamentable. »

Au cours d'une conférence de presse le matin, M. Marchelli avait déjà, d'une manière plus globale, décerné un « satisfecit » à M. Chirac pour sa prestation devant l'Assemblée nationale. Le leader de la CGC avait toutefois précisé qu'il attendait que le gouvernement « passe aux actes ».

GINETTE DE MATHA.

M. Bergeron (FO) à Lille : « Le mouvement syndical s'adapte en permanence »

LILLE  
de notre envoyé spécial

M. André Bergeron, qui aura soixante-six ans le 1<sup>er</sup> janvier prochain, est infatigable. Le vendredi 4 décembre à Lille, il a tenu son quarante-troisième meeting pour les élections prud'homales. Un record. A Lille comme ailleurs, le rite est immuable : deux films de « propagande » FO (où de belles images illustrent la tradition FO avec un brin de modernisme), un discours du secrétaire général de l'Union départementale — celui du Nord, M. Bernard Sobet, a invité les salariés à « ne pas confier leurs intérêts à des organisations irresponsables », — puis un show bergeronien d'une heure.

A Lille, il y avait quatre cents militants (dont plusieurs dizaines de fonctionnaires, pourtant non électeurs) pour écouter un secrétaire général de FO en bonne forme parlant de tout, du grand marché européen du 1<sup>er</sup> janvier 1993 à la prévention des cancers du sein et de l'utérus en passant par... les conseils de prud'hommes. Attentif, le public n'a applaudi qu'au début et à la fin, les notes de l'« Internationale » clôturant le meeting. M. Bergeron à la tribune, c'est du spectacle ! Il mêle confidences, anecdotes, professions de foi et rappels de revendications.

Les militants lillois l'ont ainsi entendu raconter que, après le jugement du tribunal de Bobigny sur le droit de grève et les déclarations de M. Mitterrand, il avait téléphoné de Genève à M. Chirac pour s'entendre dire que le gouvernement n'avait aucun projet de loi dans ses tiroirs à ce sujet : « J'avais besoin d'être rassuré. Je l'ai été ». Il leur a aussi confié qu'il avait « vérifié » la justesse de ses analyses sur la crise économique auprès du directeur général du BIT et du gouverneur de la Banque de France. « Je voulais être sûr que je ne racontais pas de bêtises ». Là aussi, il a été rassuré.

Epargnant le gouvernement, M. Bergeron n'a pas fait pouvoir d'achat mais il a fustigé le développement de l'individualisme des salariés. « C'est dangereux. Et il s'en est pris au patronat. Pour lui, les stages d'initiation à la vie professionnelle pour les jeunes sont « dévoyés » par des employeurs qui y recourent pour avoir une « main-d'œuvre provisoire, catatone, bon marché ». Quant aux trois cent soixante-sept mille emplois précaires (au congrès de FO qui se tiendra du 31 janvier au 4 février 1989), M. Bergeron a surtout voulu redonner confiance dans le syndicalisme : « Méfiez-vous de tous ces discours selon lesquels le mouvement syndical déprimerait parce qu'il ne saurait pas s'adapter. Il s'adapte en permanence. Puisse le droit syndical ne pas tuer le mouvement syndical. Nous avons des permanents beaucoup plus nombreux mais sommes-nous sûrs que nos militants font tout ce qu'ils devraient faire ? Restons proches de ceux que nous représentons ! »

A propos des élections prud'homales, M. Bergeron s'est inquiété du risque d'une forte abstention des salariés : « J'aimerais mieux qu'ils votent pas du tout. » Donnant déjà un avant-goût du discours qu'il tiendra lorsqu'il abandonnera ses fonctions (au congrès de FO qui se tiendra du 31 janvier au 4 février 1989), M. Bergeron a surtout voulu redonner confiance dans le syndicalisme : « Méfiez-vous de tous ces discours selon lesquels le mouvement syndical déprimerait parce qu'il ne saurait pas s'adapter. Il s'adapte en permanence. Puisse le droit syndical ne pas tuer le mouvement syndical. Nous avons des permanents beaucoup plus nombreux mais sommes-nous sûrs que nos militants font tout ce qu'ils devraient faire ? Restons proches de ceux que nous représentons ! »

MICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Chômage

Moins de 6 % de la population active aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, en novembre, le taux de chômage est de nouveau passé à moins de 6 % de la population active (5,9 %). Ce seuil — politiquement important — avait déjà été franchi en septembre. Il faut remonter à juillet 1979 pour trouver d'aussi bas le taux du chômage de novembre (5,8 000) s'explique par de nouveaux emplois créés.

Quelques 315 000 Américains ont été embauchés le mois dernier, et 61,9 % de la population en âge de travailler disposaient d'un emploi, un chiffre record.

Signe révélateur de la vitalité de l'emploi aux Etats-Unis, les firmes appartenant au secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier ont créé quelques 15 000 postes de travail en novembre. C'est pourtant dans ce secteur que les experts attendaient le plus de dégâts après l'effondrement de Wall Street, dans la deuxième quinzaine d'octobre. Le krach boursier n'en a commencé pas moins à produire quelques effets (voir l'article de Charles Lescaut).

En un an le nombre de chômeurs a reculé de 1,1 million aux Etats-Unis.

Assurance-maladie

Réforme en RFA

A Bonn, le gouvernement devait présenter prochainement au Parlement un plan d'économies de 14,3 milliards de marks (8,5 milliards de dollars) sur le fonctionnement des caisses d'assurance-maladie.

La réforme, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989, sera financée par une réduction du remboursement sur certains médicaments. Dans l'immédiat, le ticket modérateur (somme non remboursée) passe de 2 à 3 marks par prescription.

Cette mesure est vivement combattue par les fabricants d'outillage et de médicaments Hoechst, BASF.

La moitié des économies réalisées sera consacrée au développement des soins à domicile ainsi qu'à la médecine préventive. Le solde servira à financer une réduction d'un point environ des cotisations, qui représentent en moyenne 13 % du salaire.

Pour les assurés qui ne feraient pas l'objet d'un seul remboursement pendant une année, le projet gouvernemental prévoit une réduction des cotisations pouvant aller jusqu'à un mois de celles-ci.

AFFAIRES

Raul Gardini est nommé président de la Montedison

M. Raul Gardini a gagné. Le patron du groupe agro-alimentaire Ferruzzi a réussi le 4 décembre à se faire nommer président de la Montedison, numéro deux de l'industrie privée italienne, dont son affaire est devenue l'été dernier le plus gros actionnaire avec une participation d'environ 40 %.

M. Mario Schimberni, président en poste, a remis sa démission. A l'issue de la réunion du conseil d'administration, M. R. Gardini a notamment déclaré qu'il convenait de consolider « les situations patrimoniales et financières des secteurs non stratégiques ».

Les commentateurs italiens en ont conclu que, comme il l'avait laissé entendre, le « roi du sucre » pourrait rapidement revendre des actifs du groupe milanais sans rapport avec ses activités chimiques pour réduire sa dette colossale (35 milliards de francs environ).

● Le Koweït aurait porté à 11 % sa participation dans la BP. — Le Koweït détiendrait maintenant plus de 11 % du capital de British Petroleum, à la suite de nouveaux achats en Bourse. Le vendredi 4 décembre, BP avait annoncé que le Koweït avait porté à 10,44 % sa participation. Mais les observateurs estiment que ce pays n'est pas étranger au fort volume d'actions enregistré vendredi à la Bourse de Londres.

Iberia va commander 23 Airbus

La compagnie d'aviation espagnole Iberia va commander 23 appareils au consortium européen Airbus et 17 autres à la firme américaine McDonnell Douglas pour le renouvellement de sa flotte aérienne, a indiqué le 4 décembre un porte-parole de la compagnie à Madrid.

Iberia va acheter 15 moyen-courriers (150 places) A-320 et 8 long-courriers quadri-réacteurs A-340 à Airbus. La signature du contrat entre Airbus et Iberia devrait avoir lieu le vendredi 11 décembre.

Par ailleurs, Iberia commandera 17 avions du type MD-87 à McDonnell Douglas. Il s'agit d'un appareil de 100 à 110 places.

Dans les milieux aéronautiques, on fait observer que le choix d'Airbus n'est pas une surprise, puisque l'avionneur espagnol CASA est partenaire du consortium européen. En revanche, celui de McDonnell Douglas, rival de Boeing, en est une.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**A**VEC l'humour qu'on lui connaît, Tristan Bernard disait au début de ce siècle, en lançant des amis à voir une pièce qui faisait un tour : « Venez armés, les lieux sont déserts. » A un qualificatif près, ce conseil pourrait s'adresser à tous ceux qui, de près ou de loin, sont intéressés à la Bourse et pourraient être tentés d'y venir pour faire l'état de leur patrimoine. Si l'endroit n'est pas désert, il est sinistre.

Le chiffre 13 a été fustojé au marché. Cinq séances, cinq baisses, le mouvement est allé décroissant (-2,28 % lundi, -1,04 % mardi, -0,47 % mercredi) jusqu'à laisser apparaître à mi-parcours, un quart d'heure mais pas plus, un rayon de hausse, avant de s'accroître (-0,95 % jeudi) et de tourner au jeu de quilles (-4 % à la veille du week-end).

Bref, vaincue la douzième semaine après le début du krach, la baisse a pris une revanche éclatante. Le bilan hebdomadaire est lourd. D'un vendredi à l'autre, les divers indices ont reculé de 9 % environ, pour se retrouver à leur niveau du 23 janvier 1986, déjà atteint une fois le 10 novembre dernier en plein bain de sang. « Ce n'est plus la rue Vivienne, mais le boulevard du crime », notait un professionnel. Et d'ajouter : « Parfois porte bien son nom. » Pour la plupart, Saint-Gobain excepté, les blue chips de la cote sont en mauvais état malgré les efforts incessants déployés pour les faire par les « rumeurs », notamment vers 16 h 30 par la Calise des dépêches, pour laisser la cote.

Ventes de latitude ? Le terme était parfaitement de mise jusqu'à jeudi soir. La majeure des échanges (1,3 milliard de francs de transactions en moyenne sur les valeurs françaises, avec une pointe à 1,6 milliard mardi) en témoigne. Ce n'était plus vrai à la veille du week-end. Les Britanniques ont vendu comme des fous. On aurait dit s'en aller. Ils avaient envoyé le 1<sup>er</sup> décembre l'écoulement habituel du marché traditionnel en acheteur, probablement, comme le disait un petit plaisantin, pour sizer le terrain et faire « kilt ou double ». Ça tait « kilt ».

## Alimentation

	4-12-87	Dif.
Bégine-Soy	342	22,40
Boulogne	2198	29
BSN	4770	318
Carrefour	2279	285
Casino	111	7,50
Eurocarché	3059	30
Guyon et Gasc.	142	58
Lesieur	1480	58
Martell	1925	+125
Mott-Hennessy	1430	+125
Nestlé	31500	+2400
Occidentale (GIE)	2500	70
Olida-Caby	190	29
Paro-Ricard	685	30
Prunod	1450	80
St-Louis-Bouche	1185	80
C.S. Stappet	920	80
Source Perrier	507	72

## Valeurs diverses

	4-12-87	Dif.
Accor	293,50	31,50
Agence Havas	424	12
Argemari	1367	136
Bic	670	102
CGIP	710	52
Club Méditerranée	328	35
Emilor	135	380
Europe 1	438	40
Hachette	1790	175
L'Air liquide	486	51
L'Oréal	215	215
Navigation Méditerranée	718	50
Nord-Est	81,80	16,70
Presses Cid	2350	250
Saint-Gobain	415	31
Sauvill	815	115
Stk Rossignol	815	115

## 2 500 F pour l'action Midi ?

Au plus haut de l'année 1986, l'action de la Compagnie du Midi cotait 1 645 F (en tenant compte de la division par quatre intervenue ultérieurement). A la veille du week-end, elle cotait 900 F. Pour M. Bernard Pagézy, le PDG de Midi, sa valeur « à casser » est, tout bonnement, de... 2 500 F.

Et d'évaluer les participations du groupe : 19,5 milliards de francs pour les assurances (150 % d'un chiffre d'affaires de 13 milliards) ; 3 milliards de francs pour les 53 % de la filiale immobilière de la Pagine Monceau, évaluée à 8 milliards de francs par ses 170 000 mètres carrés dans la région parisienne et les 300 000 mètres carrés de la sous-filiale à 54 % PARIGEST : 7,5 milliards de francs pour les participations industrielles (Ciments français, BGI, Clusave, etc.). Le bénéfice par titre en 1987 ? Estimé, au départ, à 98 F, il sera de 107 F. Le rapport cours-bénéfice ? De 16,6 au 31 décembre 1986, il est revenu à 8,4 au 30 octobre 1987, pour un cours de 900 F.

Alors, la Compagnie du Midi est-elle « opérable » ? Oui, répond M. Pagézy, « car nous nous refusons à vendre le capital, comme BSN. Ce serait contraire aux intérêts des actionnaires et l'autocontrôle réel ne dépasse pas 10 %. Mais, en cas

## Treize à la douzaine

Paris ne s'est pas singularisé. Notre marché a seulement coté aux autres places. Wall Street avait donné le « la », jeudi soir, en rebondissant littéralement à genoux. Le roi de la paille, M. Ronald Reagan, avait encore sévi en déclarant arbi et ordi par le truchement des chaînes de télévision américaines que les grands responsables de la baisse du dollar étaient les grands pays européens, qui simultanément avaient abaissé leurs taux d'intérêt. Le président américain n'en rate décidément pas une, réussissant ce tour de force peu commun de plonger les Bourses dans le désarroi, quand, au plus, après une phase de grande mollesse, elles avaient dû se montrer plus résistantes. (Lire notre rubrique « Les dévies et l'or », page 15.)

Au nom de la solidarité internationale, l'Allemagne fédérale s'était engagée à prendre des mesures intérieures pour calmer le jeu monétaire et stopper le repli catastrophique du dollar. Pas très convaincant, il faut bien le dire, les marchés étaient néanmoins dans l'attente. Promesse tenue. Bona devait en effet annoncer mercredi un plan de relance économique (21 milliards de deutschemarks de prêts bonifiés, dont 15 milliards accordés aux communes et 6 milliards aux PME), puis, jeudi, une baisse d'un quart de point de son taux d'escompte. « Mesures inappropriées à la gravité de la situation », entendait-on un peu partout. Certes, la déception était au rendez-vous. « Trop peu et trop tard. » Mais l'effort allemand, appuyé aussi par une baisse des taux en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Suisse, a quand même été ressenti avec un certain soulagement. La balle était dans le camp des Américains. Inutile de le préciser : la réponse de la Maison Blanche a jeté l'effroi dans les Bourses, des plus grandes aux plus

reculées du monde. La mise en point embarrassée et maladroite de la présidence à Washington n'a rien arrangé. Une grande lacune demeure : « Et maintenant ? » Au royaume de la finance, la réponse est catégorique : « C'est la récession. » A Paris, dans les travaux, quelques-uns s'inscrivaient déjà du sort du PER (plan d'épargne retraite), qui, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, succèdera au CEA (compte d'épargne actions). Ils ne prononçaient qu'un lambeau de phrase : « Notre PER... »

Les plus pessimistes redoutent maintenant un violent séisme à Tokyo, place jusqu'ici relativement épargnée par le cyclone. Là-bas, par devoir national, les Japonais empruntent de l'argent pour acheter des actions. « C'est dramatique », disait un gérant de portefeuille indépendant. « Pensez que NTT (Nippon Telegraph and Telephone) est capitalisé 270 fois ses bénéfices. Quand le Kabuto Cho commencera à rentrer... » C'est un avertissement pur et d'autant, comme celui que va lancer dans le prochain numéro de l'Expansion le directeur à Francfort de Courtes et Credit Market. Pourtant, à regarder les graphiques d'un peu plus près, il ne manque plus que la dernière branche de la reprise du fameux « W » à onze mois de scier.

La crise n'a pas empêché la transformation des marchés financiers français de se poursuivre. Les dépôts ont été, en première lecture, le projet de loi visant à réunir le MATIF et les marchés de marchandises et à réformer la Bourse. De son côté, M. Edmond Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a constitué une commission chargée de réfléchir sur la crise boursière et sur les moyens de protéger les petits actionnaires. S'agissant de ces derniers, la mission est délicate quand on pose la brûlante question de la sincérité dans l'exécution des ordres sur le marché en continu.

La modernisation ne connaît donc pas de répit. Mais pas pour tout le monde. A la fin de l'année, les journalistes de la presse écrite n'auront plus de local décent pour rendre compte.

ANDRÉ DESSOT.

## Semaine du 30 novembre au 4 décembre

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Semaine noire : -7,5 %

La semaine écoulée a été une des plus que Wall Street ait connues depuis le grand krach du 19 octobre dernier. D'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones des Industrielles a perdu 143,74 points (-7,5 %) pour retomber à 1766,74, soit à 28 points seulement du fond atteint le fameux lundi noir.

L'évolution des cours a été très hâtée avec un plongeon lundi, un retour à la résistance les deux jours suivants, une seconde chute jeudi et un repli anodin à la veille du week-end.

La gaffe historique faite par le président Reagan en commentant de façon négative la baisse des taux en Europe, n'a pas pu contribuer à déstabiliser le marché. Mais de l'avis des professionnels, Wall Street traverse une véritable crise de confiance alimentée par les tergiversations du Congrès à adopter le compromis sur la réduction du déficit budgétaire. « Tout le monde veut simplement sortir de la Bourse », a constaté un responsable de Shearman, Lohman, Brubaker, une des plus grandes firmes de courtage. Une forte activité a régné avec 955,5 millions de titres échangés contre 568,8 lundi.

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
Alcoa	46 1/2	41 1/8
Allegheny (ex-UAL)	71 3/8	66 1/4
ATT	28	26
Bearing	35 3/8	34 5/8
Chase Man. Bank	24 3/8	23 1/8
De Pont de Nemours	81 1/2	76 3/4
Eastman Kodak	47 1/8	43 7/8
Exxon	39 1/8	36 3/8
Ford	73	70 3/4
General Electric	43 5/8	39 3/4
General Motors	58 5/8	55 1/2
Goodyear	51	49 3/8
IBM	114 1/2	107 1/2
ITT	46 3/8	42 5/8
Mobile Oil	35 1/4	35
Pfizer	48 1/2	44 3/4
Schlumberger	36 5/8	34 3/4
Union Carbide	33 1/4	31 3/4
USX	29	26 5/8
Westinghouse	44 5/8	41 7/8
Xerox Corp.	56	50 3/4

## LONDRES

Lourdeur

Comme toutes les autres places internationales, Londres a été pris d'un sérieux accès de lourdeur. L'espérance d'une baisse des taux avait favorisé mercredi une brève reprise. Mais ce ne fut que pour mieux retomber, la semaine en raison de la faiblesse du dollar.

Indices FT du 4 décembre : Industrielle, 1262,7 (contre 1308,2) ; mines d'or, 329,4 (contre 320) ; fonds d'Etat, 89,58 (89,95).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
Bombardier	438	426
Bovair	365	355
Brit. Petroleum	221	242
Charter	273	268
Consolidated	325	318
De Beers (*)	9 9/16	9 5/8
Free Gold (*)	14 1/8	13 3/4
Glaxo	10 3/8	9 41/64
Gr. Ligne, Suez	18 7/8	18 5/8
Imp. Chemical	10 1/8	9 7/8
Shell	10 5/64	9 5/8
Unilever	465	455
Victrola	146	129
War Loan	39 5/32	38 3/32

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Moins 4,6 %

Après une semaine de répit, le Bourse de Francfort a repris le chemin de la baisse. Ni le plan de relance économique, l'indice il est vrai, ni l'abaissement du taux d'escompte n'ont eu le moindre effet sur le marché. Les opérateurs n'ont en d'un pas pour le dollar, et se chassent les uns à la recherche d'affaires. En moyenne, les cours ont baissé de 4,6 %. Indice Commerzbank du 4 décembre : 1296,7 (contre 1359,6).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
AEG	223	218,50
BAWAG	262,50	246,60
Bayern	270	254
Commerzbank	226,50	218,50
Deutschebank	424,50	393
Hoechst	264,50	252
Karstadt	467,50	462
Mannesmann	119	103,30
Siemens	384	368,50
Volkswagen	248	222,50

## TOKYO

Une résistance étonnante  
Le Kabuto-Chi n'a pas été épargné par la vague de baisse, qui s'est abattue cette semaine sur les grandes Bourses internationales. Mais il lui a opposé une étonnante résistance. Les « gajin » (investisseurs étrangers) commencent, il est vrai, à revenir. Mais ce retour n'explique pas tout. Par patriotisme, les particuliers japonais achètent. La semaine s'est achevée samedi sur une note souterraine.

Indices du 5 décembre : Nikkei, 22763,41 (contre 22523,23) ; General, 1837,51 (contre 1879,44).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
Alcatel	435	428
Bridgeport	1280	1218
Canon	951	916
Fuji Bank	3190	3088
Honda Motor	1270	1220
Matsushita Electric	2150	2070
Mitsubishi Heavy	618	600
Sony Corp.	4300	4230
Toyota Motor	1360	1300

## Matériel électrique

	4-12-87	Dif.
Alcatel	1840	95
Alstom-Alsthom	240	18,90
Crouzet	126,10	7,90
Generale des Eaux	1033	52
IBM	292	71
Interchimie	600	200
ITT	232,60	32,50
Legrand	2040	336
Lyonnaise des Eaux	1233	32
Matra	1290	180
Mérol-Gérin	1285	410
Moteurs Leroy-Somer	375	118
Montéux	49,85	3
PM Labinal	1235	9
Radiotechnique	925	85
Schlumberger	168,50	14,50
SEB	649	66
Siemens	1235	31,50
Téléme. Electrique	2916	88
Thomson-CSF	684	86

## Valeurs à revenu fixe

	4-12-87	Dif.
4 1/2 % 1973	1880	91
7 % 1973	823	61
10 3/8 % 1975	100,30	0,85
PME 10 1/2 % 1976	100,45	0,05
8 5/8 % 1977	100,70	0,20
10 % 1978	100,70	0,20
9 5/8 % 1978	100,25	0,15
9 % 1979	98,50	0,50
10 3/8 % 1979	102,45	0,25
16 3/8 % 1982	112,85	0,45
16 % 1982	114,35	0,35
15 7/8 % 1982	110,25	0,25
CNE 3 %	4,051	51
Michelin	101,60	0,11
CNE Paris 5 000 F	190,01	2,04
CNE Suez 5 000 F	100,03	1,97
CNE 5 000 F	181,62	0,21

## Mines, caoutchouc, outre-mer

	4-12-87	Dif.
Géophysique	275	70
Imetal	118,40	19,60
Michelin	129	31,50
Mia. Penaroya	30,50	3,30
RZT	32,95	0,35
ZZZ	1,61	0,27

## Pétroles

	4-12-87	Dif.
Elf-Aquitaine	233	3,50
Esso	305	25
Exxon	305	15,60
Petrolfin	1365	13,60
R.P. France	69,10	8,40
Primagaz	530	70
Raffinage	64,10	11,50
Royal Dutch	569	46
Sogreah	310	25
Total	351,60	12,40

## Bâtiment, travaux publics

	4-12-87	Dif.
Axill. d'entr.	750	41
Bouygues	865	105
Ciments Français	851	11
Dumez	250	100
GTN	405	45
J. Lefebvre	630	17
Lafarge	1071	117
Maisons Pétiat	52,45	3,55
Poliet et Chausson	411	44
SCREG	535	41
SGESB	33,60	4,90

## Métallurgie

	4-12-87	Dif.
Alpi	230	55,10
Arvens Dainin-B.	900	70
De Dietrich	1380	198
FACOM	467	53
Fives Li.	92,50	13,50
Martin-Wendel	233	32,30
Peugeot	753	107
Peugeot SA	887	127
Poelaris	1345	1,15
Sagem	808	68
Sautou-Châtillon	30,30	13,60
Strafor	340	30
Valéo	413	30
Valours	43	8

## Produits chimiques

	4-12-87	Dif.
Inst. Métroux	3620	146
Labo. Bell.	985	84
Roussel UC	760	110
RASF	825	51
Solvay	808	68
Hochst	855	35
Imp. Chemie	94,50	7,60
Norsk Hydro	116	12,50

## Mines d'or, diamants

	4-12-87	Dif.
Anglo-American	113,50	4,50
Angold	593	4
Bul. Gold M.	112,50	1,28
Harmony	72	2,40
Drif. Cons. (1)	69,10	1,60
Gencor	92	0,60
Gold Fields	88,20	0,60
Harmony	72	2,40
Randfontein	530	4
Saint-Helena	71	5
Western Deep	274	20

(1) Divisé par 2.

## BONS DU TRÉSOR

Séance du 4-12-87

	Fin 87	Fin 88	Cours 4-12-87	Diff.
États	92,10	92,85	92,06	-0,10
Mars 88	91,85	91,70	91,84	-0,01
Sept. 88	91,64	91,62	91,62	-
Sept. 88	91,65	91,57	91,57	+0,02

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	30 novembre	1 <sup>er</sup> décembre	2 décembre	3 décembre	4 décembre
RM	1 641 207	1 886 334	1 459 454	1 437 176	-
Comptant	8 156 621	7 765 169	8 906 315	9 110 872	-
R. et obl.	137 500	163 135	163 751	198 537	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	9 935 328	9 814 638	10 529 520	10 766 585	-

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

	74,7	74,2	74	73,3	-
Françaises	74,7	74,2	74	73,3	-
Etrangères	99	98,3	98,2	97,1	-

## COMPAGNIE DES AG



# Crédits, changes, grands marchés

## L'EUROMARCHÉ

### Pas si mal que ça

Il paraît maintenant bien improbable, à cause de sombres discussions internes qui n'ont guère à voir avec le sujet, que le Congrès américain vote la réduction du déficit budgétaire proposé par l'administration Reagan. Les banquiers new-yorkais ne s'en émeuvent pas pour autant. Ils estiment que le président des États-Unis qui sera élu l'an prochain sera contraint devant l'ampleur du problème de prendre des mesures de réduction bien plus drastiques que celles présentement envisagées. En attendant, si la nouvelle baisse, cette semaine, des taux d'intérêt en Allemagne, en Suisse, en Hollande et en France n'a pas soulevé d'enthousiasme spectaculaire, elle n'a pas moins conforté les grands marchés obligataires.

Pour sa part, le courageux déclin des autorités allemandes de ramener le taux d'escompte à 2,50 % se doit d'être salué. Le vert est parfois récompensé, quoi qu'en dise le divin marquis de Sade, le deutchmark a de nouveaux attraits parce qu'il est maintenant sous-évalué par rapport au franc suisse. Les investisseurs internationaux l'ont vite compris : la devise allemande, devenue faible en termes de monnaie forte, se doit de se revaloriser par rapport à sa cousine helvétique, facteur qui explique pourquoi le marché obligataire primaire, libéré en deutchmarks, est brusquement devenu plus actif que son homologue suisse alors qu'il en allait à l'inverse jusqu'à maintenant.

Ce n'est donc pas par hasard si plus de 1 milliard de deutchmarks de papier nouveau ont été lancés cette semaine au travers d'émissions souveraines, garanties, entre autres, par la Grèce, l'Inde et l'Italie. Ce chiffre excède les 3 milliards si l'on ajoute l'emprunt de 2 milliards de deutchmarks sur dix ans, lancé en début de semaine par les PTT toulousains, à partir d'un prix de 100,50 francs sur un coupon annuel de 6,50 % pour procurer un rendement à échéance de 6,43 %. Les chemins de fer italiens, qui, sous la garantie de la République chypriote, ont offert deux jours plus tard un euro-emprunt de 300 millions de deutchmarks, ont été les premiers à saisir l'opportunité psychologique de la réduction du taux d'escompte allemand. Les « ferrovieri » transalpins en ont immédiatement profité pour porter le montant de leur emprunt à 500 millions, soit une demi-casse, terme qui dans l'argot bancaire allemand représente 1 milliard.

L'ambiance dans les autres secteurs s'est également révélée favorable. Le Crédit foncier de France a drainé aisément 20 milliards de francs par le truchement d'un euro-emprunt à sept ans, bénéficiant de la garantie de la République française. Proposée à un prix de 101,25 avec un coupon annuel de 5,25 %, la transaction a été bien reçue par les insti-

tutionnels. Elle s'est tout de suite traitée à l'intérieur de la commission bancaire globale de 1,875 %. C'est peut-être dans le secteur de l'euro-stérilisation que s'est produit le plus grand succès de la semaine. Goodmah Fielder, importante société australienne de l'industrie alimentaire qui détient également des participations importantes en Grande-Bretagne, a lancé une euro-emission sur cinq ans de 125 millions de livres sterling qui, par suite d'une vive demande, a pu être rapidement portée à 150 millions. Il faut reconnaître que les conditions proposées aux investisseurs étaient généreuses : un coupon annuel de 10,625 % sur un prix de 100,25. En outre, la devise britannique est actuellement extrêmement forte.

Judi, la Banque d'Angleterre a été jusqu'à acheter des deutchmarks pour empêcher la livre de trop se renforcer contre la monnaie germanique. On aura décidément tout vu en 1987 !

La traditionnelle opération hebdomadaire destinée à éponger les dollars engrangés par les banques centrales dans leur lutte pour soutenir le dollar a, cette semaine, été japonaise. En début de semaine, la Métropole de Tokyo, sous la garantie du gouvernement nippon, est venue offrir 200 millions de dollars sur cinq ans au travers d'une euro-emission dotée d'un coupon de

9,50 % et d'un prix de 101,50. Cela représentait le jour du lancement un rendement supérieur de 75 points de base à celui des obligations de même échéance du Trésor américain. La proposition japonaise a donc été bien accueillie malgré la faiblesse de ce type de transaction due à son manque ultérieur de liquidité. En effet, le papier ne devrait guère se traiter par la suite parce qu'il restera enfoui dans les portefeuilles des institutions nipponnes qui l'ont initialement acquis.

Le climat s'étant nettement amélioré sur le marché international des capitaux, le secteur de l'euro-franc français pourrait-il réouvrir ? Le comité du marché de l'euro-franc tricolore qui s'est réuni lundi pense que c'est possible à condition que l'emprunteur soit de toute première qualité, que la durée de l'exercice n'excède pas cinq ans et que les conditions soient réalistes, ce qui signifie un coupon aux environs de 10 %. La difficulté réside dans l'absence de candidat prêt, sur la base de ces critères, à essayer les plâtres. Les euro-investisseurs friands de francs hexagonaux pour tout ou partie se rabattent sur l'emprunt de 1 à 2 milliards de francs que la Banque mondiale envisage de réaliser sous peu sur le marché intérieur français parce qu'il sera, comme d'habitude, exempté de retenue à la source.

### Le retour au cartel ?

principale — mais dont le très grand pouvoir communautaire de placement ou d'absorption garantirait l'heureuse issue des opérations concernées — aurait la possibilité d'imposer aux emprunteurs internationaux des conditions réalistes.

Ce retour au positivisme mettrait fin à la prolifération d'emprunts euro-obligataires accompagnés de coupons trop bas lancés sous la direction d'établissements dont l'objectif exclusif était l'obtention à n'importe quel prix, dans un climat de concurrence exacerbée, de mandats généraux de commissions, et non de mener à bonne fin une émission internationale d'obligations.

Le nombre de joueurs de première division aptes à participer à l'euro-cartel bancaire est malheureusement très réduit. Les doigts des deux mains suffisent à les compter puisqu'en énumérant les noms suivants on ne doit guère en oublier : le Crédit suisse First Boston, la Deutsche Bank, Morgan Stanley, Nomura, Paribas, Capital Markets, la Société de Banque suisse et l'UBS. On devrait certainement ajouter à la liste l'aristocratique Morgan Guaranty que son excellent éloignement du prêt-à-porter, et donc de la quantité, mais qui à tous jours fait d'elle la reine du sur-mesure.

CHRISTOPHER HUGHES.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### L'étain, métal maudit

Décidément, la malédiction qui plane sur l'étain depuis le krach d'octobre 1985 est tenace. Malgré la mise en place en mars 1987 d'un programme de quotas à l'exportation limitant les ventes des pays membres de l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) (1) à 56 000 tonnes sur douze mois et sa reconduction en septembre dernier, les cours du métal retrouvent aujourd'hui le chemin de la baisse. Sur le marché libre européen, la tonne au comptant se traite aux alentours de 3 840 livres sterling, au plus bas depuis octobre 1986. Pour-

tant, les dernières statistiques publiées par le Conseil international de l'étain (ITC) sont plutôt favorables.

Au cours du premier semestre de cette année, la consommation mondiale a atteint 84 700 tonnes contre une production de 72 100 tonnes. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'URSS et de la Chine populaire qui ne publient pas de statistiques. Les stocks mondiaux auraient également enregistré une contraction sensible. Si le total mondial n'est pas encore disponible, les réserves détenues au London Metal Exchange et en Malaisie en donnent une bonne image. Les stocks du marché londonien sont passés de 39 035 tonnes en décembre 1986 à 19 630 tonnes la semaine dernière. De leur côté, les réserves malaisiennes ont été ramenées de 11 459 tonnes à 9 735 tonnes au cours du premier semestre 1987.

Si les données fondamentales lui sont favorables, quel est le mécanisme qui pèse sur le prix de l'étain ? Il semble que le métal, à l'inverse du cuivre par exemple, soit pénalisé par les quantités disponibles à court terme. Selon les professionnels, les ventes se font sur des échéances très rapprochées (de la livraison immédiate à un maximum de trente jours). En outre, les consommateurs n'achètent qu'au coup par coup car ils sont certains de trouver de la marchandise. Les industriels ne tiennent pas à acquérir d'importants tonnages qui risqueraient à terme de se retrouver dépréciés.

Ces achats « hand to mouth » (de la main à la bouche) interdisent

donc toute hausse de cours mais limitent également la baisse. Le fait est que ces derniers temps l'étain ne perd qu'environ 20 livres par semaine. Toutefois ce mouvement est relativement régulier.

Le Brésil et la Chine populaire, qui n'appartiennent pas à l'ATPC, continuent également à la baisse des cours en provoquant la surabondance sur les marchés. Ainsi, selon les négociants, 95 % des livraisons de contrats chez certains courtiers proviennent du Brésil. De son côté, la Chine vendrait le plus possible. L'empire du Milieu exporte ainsi actuellement à un rythme de 700 à 800 tonnes par mois, ce qui donnerait un total d'environ 10 000 tonnes pour 1987. Or ce pays avait promis à l'ATPC de limiter ses ventes à 5 000 tonnes. Pour couronner le tout, la faiblesse du dollar rend aujourd'hui les cotations en livres sterling beaucoup moins attractives.

L'embellie pourrait pourtant provenir de Londres. En effet, le LME étudierait l'éventualité d'une réintroduction du contrat à terme sur l'étain abandonné à la suite de la faillite de l'ITC en 1985. L'innovation viendrait d'une cotation en dollars. Cette question sera probablement discutée lors de la prochaine réunion du conseil d'administration du marché, le 9 décembre.

ROBERT RÉGUER.

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigeria, Thaïlande et Zaïre.

PRODUITS	COURS DU 4-12
Cuivre L. p. (Londres)	1 287 (- 116) Livres/tonne
Trois mois	
Aluminium (Londres)	896 (- 12) Livres/tonne
Trois mois	
Nickel (Londres)	3 600 (+ 65) Livres/tonne
Trois mois	
Argent (New-York)	1 200 (+ 4) Dollars/once
Or (Londres)	1 239 (-) Livres/once
Janvier	
Cacao (New-York)	1 892 (+ 32) Dollars/tonne
Décembre	
Blé (Chicago)	309 (+ 5,6) Cents/bolsseau
Décembre	
Mais (Chicago)	184,5 (- 5,50) Cents/bolsseau
Décembre	
Soja (Chicago)	210,70 (- 10,8) Dollars/L. courte
Décembre	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre

## LES DEVISES ET L'OR

### Le dollar sous perfusion

Après avoir, à nouveau, touché ses plus bas cours historiques, le dollar a réussi à terminer la semaine un peu plus haut qu'il ne l'avait commencée, mais au prix d'interventions assez massives des banques centrales (Allemagne, Grande-Bretagne et, dit-on, Réserve fédérale des États-Unis) dans l'après-midi du vendredi 4 décembre. Sinon, le billet vert fléchissait, malgré la diminution concentrée des taux d'intérêt européens annoncée le jeudi 3. Cette opération avait notamment pour but de le soutenir en creusant l'écart entre les taux d'intérêt de part et d'autre.

Pourtant, la diminution des taux, notamment celle du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, n'a eu aucun effet sur les marchés des changes : « de la poudre aux yeux », assurent un observateur, « rien du tout », renchérit un opérateur, à propos de cette mesure depuis longtemps anticipée. Sur les tables des changes, on s'accroche vraiment de l'importance qu'auraient des taux de pensions à vingt-huit jours de la Bundesbank et à son taux d'avance sur titres (Lombard). Or, ces taux ont déjà été abaissés, celui des pensions à deux reprises pour revenir à 3,25 %. Il n'y avait donc rien à espérer de la diminution du taux d'escompte allemand, considéré comme un « signal » vis-à-vis de l'étranger, et surtout vis-à-vis des États-Unis, qui ont applaudi.

Donc, soutien pour le dollar : zéro. Et en attendant pour les intervenants des banques centrales ! Le début de semaine, le billet vert avait encore plongé, battant le lundi 30 novembre tous ses records en cotant 1,63 DM et 132 yens, en route, disaient, vers les 1,60 DM chers à M. Jacques Delors, qui aurait enfin raison, et vers les 125 yens prévus pour 1988. Dans les milieux financiers internationaux, on ne croyait pas à la mise en œuvre réelle de l'accord de principe sur la réduction du déficit budgétaire des États-Unis conclu huit jours auparavant à Washington. Par ailleurs, on avait le sentiment, pénible, que les milieux officiels américains étaient intimement satisfaits de voir le dollar glisser, dans l'espoir que cette glissade contribuerait à la réduction du déficit commercial du pays, dont les chiffres pour octobre seront connus le 14 décembre prochain, et ne devraient pas être très bons, nouvelle préoccupation pour les banques centrales.

A cette occasion, M. Roland Leuschel, conseiller financier à la Banque Bruxelles-Lambert, pronostique une forte diminution de ce déficit pour le mois de novembre, les données correspondantes devant être connues le 15 janvier. Il avance un chiffre de 10 milliards de dollars pour ce déficit, contre une moyenne mensuelle de 14 à 15 milliards de dollars cette année. Mettant en avant le fait que les ventes à découvert sur les marchés s'étagent entre 40 et 60 milliards de dollars, en position « short », M. Leuschel estime que le dollar peut causer une « sacrée surprise ». « Je pense que nous approchons du point de renversement, mais le problème est que tout le monde est tellement pessimiste ».

Il y a de quoi. M. Leuschel a-t-il raison d'attendre que l'excédent commercial japonais s'inscrive en diminution sensible pour le mois de novembre, en raison d'une forte augmentation des importations nipponnes, ce qui est toujours bon à prendre ? Une chose est certaine en tout cas : bien que les milieux financiers américains d'abord, internationaux ensuite, estiment qu'il n'y a plus rien à faire avec le président Reagan et qu'il faut attendre la nouvelle équipe qui viendra au pouvoir à Washington en janvier 1989, après l'élection présidentielle, toute diminution officielle du déficit commercial des États-Unis constituerait un rayon de soleil dans un environnement bien sombre.

### L'effet Reagan

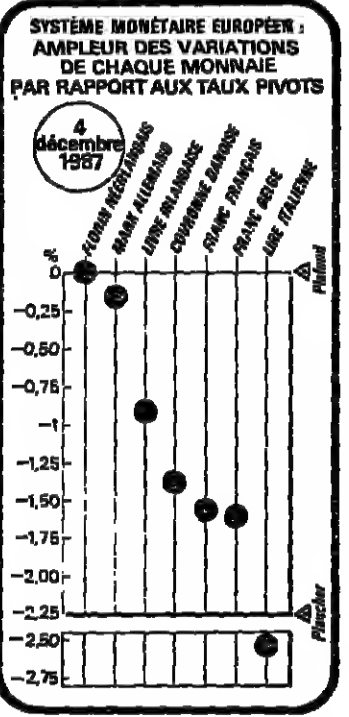
En attendant, le même président Reagan s'est encore couvert de gloire, jeudi, devant les grandes chaînes de télévision américaines : il a déclaré, sans sourciller, qu'« une soudaine vague de réduction des taux d'intérêt de certains de nos partenaires commerciaux a provoqué de leur fait, pas du nôtre ». Effet immédiat, et catastrophique sur le marché des changes. Il a fallu qu'un porte-parole de la Maison Blanche rectifie hâtivement en précisant que le président avait voulu parler d'une hausse du dollar et non d'une baisse !

Et le franc français, dans tout cela ? Eh bien, il ne se porte pas trop mal, du moins pas plus mal qu'auparavant, semblant se stabiliser vis-à-

vis du mark, dont la hausse paraît stoppée aux environs de 3,40 F, après que le cours de 3,41 F a été touché début novembre, à 2 centimes du cours fatidique de 3,405 F constituant le plafond dans l'état actuel du système monétaire européen (SME). La Banque de France a été jusqu'à se permettre, pour la deuxième fois en moins d'un mois, d'abaisser d'un quart de point son taux d'intervention, élevé brutalement de trois quarts de point le 6 novembre pour défendre le franc, en même temps que la Bundesbank abaissait son taux de pensionnement. Le 26 novembre, à l'occasion d'une nouvelle réduction du taux de pensionnement allemand, l'Institut d'émission revenait en arrière d'un quart de point (8 % contre 8,25 %). Cette fois-ci, son taux d'intervention a été ramené à 7 3/4 %, sans dommage pour le franc.

La décision prise par l'Allemagne de diminuer son taux d'escompte à pour objectif aussi bien d'apaiser les tensions au sein du SME que de soutenir le dollar. Outre-Rhin, il y a un mois, on en était venu à se résigner à une nouvelle réévaluation du mark. Depuis, la baisse du dollar, qui handicape les exportations allemandes vers les États-Unis, rend encore plus essentiel le maintien des parités communautaires. La RFA, en effet, réalise 50 % de ses excédents commerciaux (370 milliards de francs) sur l'Europe, et n'a aucune envie de s'autopénaliser dans ce domaine. Si un nouveau cycle de l'escompte sur le dollar, il est donc probable que les parités actuelles seront respectées dans les mois qui viennent, le franc ayant tout de même été dévalué d'un peu moins de 2 % par rapport au mark (3,40 F contre 3,34 F) ou le mark réévalué d'autant, au choix. De plus, la France doit payer le prix pour ce maintien, c'est-à-dire des taux d'intérêt plus élevés de 5 points que les taux allemands et de 3 points, déduction faite de l'écart d'inflation entre les deux pays. L'érosion monétaire annuelle est actuellement de 1 % en RFA et de 3 % en France.

FRANÇOIS RENARD.



### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 4 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,8005	-	17,7384	25,5835	60,1983	2,8766	53,4473	9,0815
Paris	1,8070	-	17,7462	25,5884	60,3309	2,8869	53,6491	9,0818
Bruxelles	18,1548	3,4480	-	415,61	339,25	16,2255	381,44	4,5966
Amsterdam	18,1824	3,4350	-	413,88	340,97	16,2625	382,39	4,6075
Zurich	2,4481	3,38	24,8958	-	51,743	3,9954	72,2349	1,1675
Frankfurt	2,4481	3,3815	24,8614	-	51,666	3,9793	73,0418	1,1132
Stuttgart	2,9933	1,6625	25,4768	122,33	-	4,7828	88,8562	1,3549
Munich	2,9942	1,6578	25,4855	124,78	-	4,7821	88,8948	1,3549
Bonn	32,5853	3,476	4,1631	25,5776	289,08	-	38,5783	2,8329
Berlin	32,6125	3,465	4,1491	25,4889	289,11	-	38,6198	2,8332
Antwerp	3,5087	1,6718	25,1140	127,67	112,54	3,5864	-	1,5248
London	3,5449	1,6549	25,3798	134,61	112,54	3,5795	-	1,5241
Milan	2209,31	1227	317,55	362,86	728,84	35,2991	655,12	-
Rome	2209,96	1225	317,04	362,27	728,86	35,2928	654,12	-
Tokyo	228,57	132,58	23,4879	97,4962	75,4992	3,8118	70,9177	6,1090
Osaka	241,09	134,50	23,7528	98,3906	80,6596	3,8517	71,6378	6,1096

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 décembre, 4,2566 F contre 4,2099 F le vendredi 30 novembre.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Une baisse largement anticipée

La diminution générale et concertée des taux d'escompte et des taux directeurs des banques centrales européennes, annoncée le jeudi 3 décembre, n'a guère galvanisé les marchés financiers. Elle a même fait chuter les Bourses de New-York et de Paris, passablement déçues et fonctionnant pessimistes.

Il est vrai que cette diminution avait été largement anticipée. Tout retard apporté à sa mise en œuvre eût été encore plus durement ressenti. Paradoxe du temps présent, où une mesure « favorable » déçoit, mais où l'absence d'une telle mesure devient carrément catastrophique : tout le contraire des années précédentes, où tout était bien interprété, même les mauvaises nouvelles.

Il convient de noter, toutefois, qu'après avoir, en un mois, ramené de 3,85 % à 3,25 % son taux de pension à vingt-huit jours et abaissé d'un demi-point son taux d'avance sur titres (Lombard) et son taux d'escompte, la Bundesbank est « prête à aller plus loin », selon son président, M. Karl Otto Poehl, c'est-à-dire à « apporter encore une contribution appropriée pour stimuler la conjoncture internationale et promouvoir la stabilisation des cours de devises ». Et de préciser : « Cette contribution trouverait sa limite si la stabilité des prix en Allemagne fédérale était menacée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ».

Avec terrible, de la part d'autorités monétaires qui se montraient de véritables obsédées de la menace monétaire, tout au moins le vice-président de la Banque, M. Helmut Schlesinger, partisan enragé d'un relèvement des taux allemands à la fin de l'été dernier. Faut-il que ces autorités aient peur, pour faire ainsi volte-face ?

En France, un événement a eu lieu cette semaine : les cours du MATIF ont, pour la première fois depuis le 11 août dernier, retrouvé le niveau de 100, qui correspond environ à 10 % de rendement. Cet événement a été salué, comme il convient, mais avec prudence, car ces cours concernaient l'échéance décembre, pratiquement du comptant. Plus loin, c'est-à-dire l'échéance de mars, les cours n'ont pu franchir la barre de 100, butant sur le seuil de 99,70. La confiance du marché dans une nouvelle baisse des taux est donc toute relative, malgré les signaux réconfortants en provenance de l'Europe cette semaine. Même la nouvelle diminution d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France, qui ramène à un quart de point seulement la majoration décidée il y a un mois pour soutenir le franc, n'a pu déridier le MATIF, qui a légèrement fléchi à la veille du week-end, l'échéance mars revenant à 99.

Confiance relative, avons-nous dit, surtout dans l'évolution du marché américain, où certains analystes redoutent une nouvelle hausse des taux longs, d'un demi-point, après la détente enregistrée au lendemain de la chute de Wall Street, le « lundi noir », 19 octobre. En attendant, l'emprunt à trente ans du Trésor, qui avait culminé à 10,48 % ce fameux lundi noir, pour retomber à 8,85 % environ, ne dépasse guère 9 % (9,06 % vendredi, après une pointe lundi à 9,22 %).

Sur le marché des émissions françaises, une certaine saturation se fait sentir pour cette semaine, sur un marché auparavant très équilibré d'emprunts à taux fixe et qui est maintenant inondé, au taux uniforme de 10 %, au point de se trouver un peu engorgé : 1 milliard de francs pour les SDR, 1 milliard pour le Crédit local (ex-CAECL), 1 milliard pour la Société générale... Un bon point pour la CEFME, qui lève avec succès 1,1 milliard à 10 % également, mais avec un bon de souscription pour l'année prochaine, au choix, un taux fixe de 9 % ou un taux variable (TAM), ce qui intéresse le marché. L'adjudication mensuelle d'OAT, enfin, s'est placée correctement pour 5 milliards de francs, à des taux légèrement inférieurs à ceux du mois précédent, 9,88 % pour le neuf ans et 10,05 % pour le quinze ans.

F. R.



سكزا من الامل

16 • Dimanche 6-Lundi 7 décembre 1987 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Avant la rencontre entre M. Reagan et M. Gorbachev à Washington.	6 M. Lajoinie appelle les communistes à s'engager pour le rassemblement de leur parti.	8 Deux membres du GAL sont condamnés à huit et douze ans de réclusion.	9 L'avenir de la Bibliothèque nationale : Un rapport de Francis Beck ; Un entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie.	13 La mauvaise santé des banques d'investissement après le krach de Wall Street.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 11 Echecs ..... 11 Météorologie ..... 11 Mots croisés ..... 11 Spectacles ..... 10	● Lycéens, écrivez-nous des articles ! CDH. ● Flash-back sur la semaine. REP ● Faites sauter la banque ! HOLD Actualité. Culture. Campus. 3615 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la librairie du Monde 3616 + LM 16
4 Le sommet de Copenhague.	7 Les travaux de l'Assemblée nationale.	10 Alois Brunner est l'objet d'une plainte pour crimes contre l'humanité.	14 Revue des valeurs.	15 Crédits, changes, grande marche.		
5 Guinée : en raison de difficultés intérieures, la visite en France du président Conté est reportée.	Communication.	Des hockeyeurs ouest-allemands aux couleurs du colonel Kadhaï.				

## Après avoir libéré leurs otages Les mutins de la prison de Besançon doivent être transférés dans d'autres établissements

Les trois surveillants qui avaient été pris en otages, vendredi matin 4 décembre, par les mutins de la prison de Besançon ont été libérés samedi matin, à 9 h 10. Peu après, les preneurs d'otages ont été

autorisés, comme ils l'avaient demandé, à faire une déclaration à quelques journalistes. Ensuite, vers midi, les mutins ont quitté la prison de Besançon pour d'autres établissements pénitentiaires, à bord de fourgons cellulaires.

En fin de matinée, à Paris, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a déclaré que « des sanctions seraient prises contre les mutins », précisant que, dès la veille, il avait donné « des consignes pour qu'une fermeté sans faille se manifeste ».

## La longue nuit de l'« isolement »

BESANÇON  
de notre correspondant

« Une erreur criminelle. » C'est ainsi que le secrétaire régional de la fédération justice de la CFTD qualifiait, vendredi soir, le transfert à la maison d'arrêt de Besançon de dix-huit détenus provenant des centrales de Châteaufort et de Clairvaux, déplacés après la mutinerie à la prison de Saint-Maur, les 12 et 13 novembre. En septembre dernier, à l'occasion de l'évasion de deux condamnés à perpétuité et d'une tentative avortée, les syndicats avaient déjà attiré l'attention sur les risques que comportait la présence de détenus de longue durée dans un établissement non adapté où s'était installé un certain malaise depuis plusieurs mois et qui, théoriquement, ne devait accueillir que des personnes en détention provisoire et des condamnés à de courtes peines.

Les incidents survenus le 4 décembre donnent un nouveau relief aux inquiétudes manifestées par le personnel. Ce sont, en effet, les détenus provenant de Saint-Maur et de Clairvaux qui, avec quatre ou cinq pensionnaires « ordinaires » de l'établissement, ont pris en otages, vendredi matin vers 9 heures, les trois gardiens du quartier d'isolement (ancien quartier de plus grande sécurité), à la suite, semble-t-il, d'une tentative d'évasion.

A cet instant, quatre détenus étaient surpris alors qu'ils franchis-

saient un mur du quartier d'isolement, profitant de l'absence de grillage clôturant une cour de promenade. Endormis lors de précédentes évasions, les grillages avaient été déposés pour réparation. Se voyant découverts, les quatre détenus se repliaient alors dans le quartier, où ils retenaient les gardiens et ouvraient les cellules des autres prisonniers.

### Les punis de Saint-Maur

Les mutins ont paru assez solidaires dans leur attitude et leurs revendications. Celles-ci s'expriment en trois points principaux : réintégration dans une centrale pour ceux qui en provenaient ; rencontre avec la presse et suppression effective des « quartiers de haute sécurité ».

Arrivé sur les lieux, vendredi en fin de matinée, M. Claude Silberzahn, commissaire de la Doune et la région Franche-Comté, donnait une première réponse, vers 16 heures, alors que le ministre de l'intérieur affirmait sur une radio périphérique qu'il n'y aurait aucune négociation. Ce ne sont donc pas des négociations, mais des « discussions » que les autorités auront menées jusqu'à 3 h 30, samedi matin, avant de s'accorder — et d'accorder aux mutins — un repos jusqu'à 7 heures.

Entre-temps, une quarantaine d'hommes du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), surveillants. En vain, nous avions tiré la sonnette d'alarme.

Rénové en 1984, le quartier d'isolement, ancien quartier de plus grande sécurité, est composé de vingt cellules : dix cellules pour les punis, dix pour les isolés. Les détenus y vivent un régime particulier et y passent vingt-deux heures sur vingt-quatre. Nombre de transférés récents réclamaient leur retour en centrale et le rapprochement avec leurs familles. Deux cellules abritaient deux détenus au lieu d'un. Cet état de fait était sans doute une faute de surveillance sur à l'origine directe des incidents. En effet, alors que derrière une grille un gradé surveillait le quartier, trois gardiens se trouvaient dans le quartier d'isolement : les deux surveillants habituels et un troisième qui distribuait le linge. Deux cellules — où vivaient quatre détenus — ont été ouvertes en même temps, ce qui est contraire à toutes les règles de sécurité, les détenus se trouvant tout à coup en

conduits par le commissaire Ange Mancini, étaient venus renforcer l'escadron de pendarmes mobiles et les effectifs de la police urbaine qui isolaient le camp des mutins des autres quartiers.

De rares informations filtrant de la maison d'arrêt, où avaient pu pénétrer l'aumônier, l'abbé Cachot, Mr Jean-Louis Pelletier, du bureau de Paris, avocat d'un des mutins, le procureur de la République de Besançon ainsi que les représentants de divers syndicats de personnel pénitentiaire, il ressortait que le mouvement n'avait pas affecté les quatre cent trente autres détenus et que les otages n'avaient pas subi de violences de la part des mutins. Ceux-ci, en revanche, avaient escarpé les murs, s'étaient emparés de barres de fer et de divers ustensiles.

Dans la nuit, avant de quitter la maison d'arrêt située en pleine ville et autour de laquelle on avait fait disparaître plusieurs fourgons-pompes, les préfects devaient indiquer que le transfert des mutins provenait de Châteaufort et de Clairvaux vers des centrales, dont il ne précisait pas le nom — état virtuellement admis. Des véhicules spéciaux venus d'autres régions devaient d'ailleurs arriver à Besançon dans la matinée.

En revanche, en ce qui concerne la « suppression des quartiers de haute sécurité », le représentant du gouvernement ne pouvait qu'observer une prudente réserve. La rencontre avec les journalistes, réclamée par les preneurs d'otages, était tou-

jours en discussion dans la nuit, ainsi que d'autres points dont, sans doute, l'assurance qu'aucune sanction disciplinaire ne serait prise et que les punitions infligées à certains d'entre les mutins désignés, à tort ou à raison, comme les meneurs des émeutes de Châteaufort seraient levées. En effet, plusieurs des prisonniers arrivés fin novembre à Besançon avaient été mis en isolement. Tel était le cas, par exemple, de Philippe Maurice, condamné à mort en 1980 et dont la peine avait été commuée en détention à perpétuité. Transféré de Saint-Maur à Besançon, Philippe Maurice avait commencé une grève de la faim et de la soif. Avec Michel Schayevski, un des anciens lieutenants de Mesrine, condamné à une très lourde peine, il figurait parmi les révoltés de Besançon.

CLAUDE FABERT.

Le syndicat FO des personnels de surveillance demande le rétablissement partiel de la peine de mort. Le syndicat Force ouvrière des personnels de surveillance demande, dans un communiqué publié vendredi 4 décembre « la mise en place d'une sécurité adaptée à la dangerosité des détenus ». « Le recours à la prise d'otages sur le personnel devient systématique », poursuit le syndicat, qui réclame « le rétablissement de la peine capitale pour les prises d'otages sur les fonctionnaires pénitentiaires et les forces de l'ordre ».

Dans les « Dossiers et documents » de décembre 1987

## Femmes en France

Les mouvements féministes s'estompent après que les femmes ont vu nombre de leurs revendications satisfaites. Des acquis juridiques sont venus ces dernières années réduire les inégalités. Pour autant, la question féminine demeure.

Que la femme soit cadre, immigrée, ouvrière ou chômeuse, la libération reste un combat. La crise économique renforce la difficulté des compétitions. Plus qu'hier, on demande à la femme de jouer tous les rôles. Si les mouvements collectifs sont moins importants, c'est aussi parce que, à l'image de la

société, les demandes se diversifient, la question féminine se fait multiple, devant un glissement des valeurs et des statuts : familles monoparentales plus nombreuses, baisses des mariages, solitude voulue ou imposée, bouleversements génétiques encore à venir.

Si la femme voit sa multiplicité reconnue, comme sa place dans le monde du travail, les archaïsmes et les résistances subsistent, dans le domaine de l'emploi précisément, dans les cercles du sport ou de la politique, dans celui de l'Eglise ou tout simplement dans le langage.

## Les syndicats de salariés

Les élections prud'homales du 9 décembre constituent un double test : le taux de participation sera significatif de l'intérêt du syndicalisme pour l'opinion publique ; les résultats du vote donneront la cote d'adhésion de chacune des centrales. Le taux de syndicalisation est en France l'un des plus faibles des pays industrialisés, et pourtant les syndicats de salariés ont un poids important dans la vie politique, économique et sociale du pays.

Dossiers et documents présente l'état des forces syndicales officielles et estimées, les positions des différentes centrales, dont les divergences font le pluralisme ou — comme on voudra — la division syndicale. Surtout, ce sont les mutations techniques et de la société qui posent des questions au syndicalisme en mal d'adaptation. Il doit démontrer non plus son utilité mais son efficacité. Ce phénomène est international comme en témoignent les exemples américains, britanniques, allemands ou italiens.

Canal Plus en Suisse. — Canal Plus a conclu le 4 décembre un accord de diffusion avec la chaîne de Suisse romande Téléciné. La chaîne française pourra diffuser à partir de mars 1988 la quasi-totalité des programmes cryptés sur le territoire helvétique. Les émissions de Canal Plus ont un poids important dans la vie politique, économique et sociale du pays.

dans quelques semaines par les autorités helvétiques. Canal Plus s'engage à « diffuser un certain nombre de films suisses » et à consacrer « une partie de ses recettes à la production cinématographique helvétique ». La chaîne française espère recueillir en Suisse environ 50 000 abonnés dans une région qui compte quelque 500 000 foyers.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR...  
**Graphologue MSI**  
notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LHM  
Ecole Suisse de Graphologie, 8601 St-James, CH-1011 Jussy, Suisse

M. Chirac lundi 7 décembre à Lille

## Un coup de ponce pour la formation professionnelle

Pour la première fois depuis 1980, le Conseil national de la formation professionnelle (composé de représentants patronaux, syndicaux et de personnalités qualifiées) va tenir une assemblée plénière à Lille, le 7 décembre. Occasion pour M. Chirac, premier ministre, en voyage dans le Nord, de présider la réunion et d'annoncer des mesures en faveur de la formation professionnelle.

La convocation du Conseil national intervient plus de huit mois après la « table ronde » du 27 mars 1987, présentée à l'époque comme la première grand-messe sociale du gouvernement (Le Monde du 28 mars). En juin, les partenaires sociaux ont signé une déclaration commune d'intention pour engager les branches professionnelles à négocier sur ces sujets.

Sur la base d'un rapport établi par M. André Ramoff, délégué à la formation professionnelle, le premier ministre clôturera cette période de consultations. Les changements les plus importants tiennent dans des incitations fiscales propres à favoriser le développement de la formation professionnelle, notamment dans les petites et les moyennes entreprises. En revanche, n'ont pas été retenues les solutions qui auraient amené à considérer les dépenses de formation comme des investissements imposables susceptibles de figurer au bilan. « C'était trop compliqué », affirment les experts.

Pour les affecter aux besoins d'un plan de formation prévu sur trois ans, les entreprises pourront disposer, en franchise d'impôt, des sommes correspondant à 1,2 % de la masse salariale annuelle. Elles pourront donc mobiliser des provisions afin d'anticiper sur leur effort et sans avoir, en attendant, à verser leurs contributions inutilisées au Trésor. A l'inverse, les entreprises qui dépasseront, lors d'une opération limitée dans le temps, la

moyenne de leurs dépenses des trois années précédentes pourront bénéficier d'un crédit d'impôt. Celui-ci serait calculé en pourcentage de l'excédent consacré à la formation et pourrait, selon les formules, varier entre 25 et 50 %. De leur côté, les salariés obtiendraient une déduction fiscale des frais provoqués par un stage.

Enfin, le premier ministre devrait promettre que des études prévisionnelles, commandées par les branches professionnelles auprès d'organismes agréés pour connaître les besoins en formation et l'évolution des qualifications, fassent l'objet d'un cofinancement de l'Etat.

Un coup de ponce est donc donné pour favoriser la formation professionnelle. Constaté depuis une semaine sur cette série de propositions, les partenaires sociaux ont réagi plutôt positivement, à l'exception de la CGT.

Toutefois, l'ensemble des mesures envisagées demeure éloigné de la réforme souvent imaginée. Des problèmes restent en suspens : les petites entreprises connaissent toujours autant de difficultés pour faire partir un stage une partie de leur personnel ; et la question de la rémunération des stagiaires n'est pas réglée.

A. L.

## Décès de Guy Malé (UDF) sénateur et président des Pyrénées-Orientales

Président du conseil général des Pyrénées-Orientales, Guy Malé (UDF), sénateur, maire de Prades, est décédé dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 décembre. Il est remplacé au palais du Luxembourg par M. André Danguès (modéré), conseiller général du canton de Millas et maire du Soler.

(Né le 14 juillet 1930 à Rignac (Pyrénées-Orientales), Guy Malé, ingénieur technique de la Mutualité sociale agricole des Pyrénées-Orientales, a d'abord milité au sein du syndicat Force ouvrière, puis du Parti socialiste. Il est élu au PS, en mars 1976, pour n'avoir pas appliqué les consignes de défection de sa formation, prêt à rejoindre le PCF, lors du second tour des élections cantonales, où il est élu conseiller général du canton de Montoliou. Réélu en 1982, il était président du conseil général depuis lors. Maire de Balagny en 1977, il abandonne cette municipalité en 1983 pour être élu, en 1983, à Prades, à la tête de la liste d'union de l'opposition. Il entre au Sénat en 1983 où il est inscrit au groupe de l'Union centriste. Il préside également l'Association départementale des maires.)

(Né le 14 décembre 1919 à Toulouse (Haute-Garonne), M. André Danguès, ancien entrepreneur en espaces verts, est maire du Soler (Pyrénées-Orientales) depuis 1971. Il siège au conseil général du département depuis 1976, représentant le canton de Millas.)

● M. Méhaignerie : le « mauvais caractère » de M. Barré.  
M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a expliqué le vendredi soir 4 décembre à Lille (Nord), qu'il soutient la candidature de M. Raymond Barre car ce dernier a « des qualités de mauvais caractère qui lui permettent de résister aux corporatismes de droite comme de gauche », ce qui est nécessaire au « redressement économique du pays ». — (Conseil.)

## M. Jean-Claude Gaudin invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, député des Bouches-du-Rhône, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » le dimanche 6 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.  
M. Gaudin, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et maire de l'IV arrondissement de Marseille, répondra aux questions d'André Fumey et de François Grenichard, de Marseille, et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Dufour.

Le numéro de « Monde » daté 5 décembre 1987 a été tiré à 523 654 exemplaires

A B C E F G H

Alexandre Reza  
collection TELLIS  
23, place Vendôme, Paris.  
Anneaux d'après un modèle trouvé à Suse (2500 av. J.-C.). Bagues 2 ou 960 francs.

Des armées  
PRIX NOU  
BR